



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Services des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

CANADIAN THESES

THÈSES CANADIENNES

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED**

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formulaires d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE**

Nouveaux sujets prolétaires et action collective
sur l'emploi

Marc Lesage

Mémoire
présenté

au

Département de sociologie et d'anthropologie

comme exigence partielle en vue de l'obtention
du grade de Maîtrise ès arts (M.A.)
Université Concordia
Montréal, Québec, Canada

Septembre 1985

© Marc Lesage, 1985

SOMMAIRE

Nouveaux sujets prolétaires et action collective sur l'emploi

Marc Lesage

La figure dominante du salarié qui a marqué la période de croissance de l'après-guerre semble voler en éclats. La première décennie du dernier quart de siècle a connu d'importantes modifications du rapport au travail. Aux salariés réguliers et permanents tend à s'ajouter, voire à succéder, une nouvelle figure de travailleur: émergence de nouvelles valeurs mais aussi prolifération de nouveaux types de rapports au travail, tel les temps partiels, temporaires, surnuméraires, travailleurs étudiants, travailleurs au noir, chômeurs, assistés sociaux, hors-statut... Les pratiques de l'action collective se retrouvent aujourd'hui fortement interrogées par cette modification rapide du rapport au travail.

Par ce mémoire, lié au paradigme du mouvement social, nous interpellons, à l'horizon de la société post-industrielle et au cœur des processus de restructurations et de mutations des rapports sociaux, celles et ceux que nous dénommons *de nouveaux sujets prolétaires*.

Nous tentons de saisir, de dessiner les figures, éléments de conscience, qui semblent émerger de ces sujets. Marginalisés du marché du travail, nous scrutons également les dimensions sociologiques de leurs difficultés d'action collective sur l'emploi, de leurs difficultés à devenir de véritables protagonistes et acteurs dans l'institutionnalisation des rapports sociaux de production.

Pour l'acheminement de ces questionnements, nous avons produit l'analyse d'une intervention sociologique, menée auprès d'un groupe de travailleurs et travailleuses précarisés ou sans-emploi. Nous avons tenu, sur une période de près de quatre mois, des rencontres hebdomadaires, confrontant précaires et sans-emploi entre eux ou avec des interlocutrices et des interlocuteurs sur un ensemble de thèmes reliés au travail, aux nouveaux mouvements sociaux, au mouvement ouvrier...

En conclusion, nous envisageons les avenues inédites mais possibles pour un syndicalisme social et alternatif.

A Mathieu, qui aura presque trente ans en
l'an 2000, pour qu'il perçoive encore
davantage ce qui pouvait motiver son
père dans ses métiers obscurs et
déscriés de syndicaliste et de socio-
logue.

"Le plus important est, au-delà d'une saisie historiographique des mouvements sociaux, d'étudier l'acteur historique, l'anti-personnage, éclaté, déchiré entre une conscience latente et une avant-garde idéologique, de le découvrir dans ses retraits, ses fuites ou ses ruptures, et d'expliquer ses formes d'action collective et d'organisation".

Alain Touraine, *Production de la société* (1973).

REMERCIEMENTS

Le reconnaître sans gradiloquence ni fausse modestie: cette recherche n'aurait pas été possible si je n'avais senti, dès ses premiers balbutiements à la rédaction finale, l'attention chaleureuse, mais aussi la curiosité et l'intérêt des nombreuses personnes qui, de manières différentes, ont su me soutenir tout au cours de son élaboration.

Je tiens à remercier particulièrement le professeur Hubert Guindon, du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia, qui par sa perspicacité sociologique, son ouverture et sa générosité, aura donné la ferveur nécessaire au cheminement de ce labeur, dont j'ose espérer qu'il saura refléter ce que nous en avons, ensemble, imaginé.

Les professeurs Guy LeCavalier et John D. Jackson, également du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia, auront, chacun dans leurs champs d'expertises, fourni un apport constant et livré de précieux

conseils. Je souhaite qu'ils sauront les retrouver dans ce travail, et percevoir ainsi jusqu'à quel point leurs collaborations furent judicieuses et appréciées.

Louis Maheu, professeur au Département de sociologie de l'Université de Montréal, ainsi que les étudiantes, étudiants et chercheurs de son collectif sur les mouvements sociaux, en invitant à de nombreuses reprises à des échanges sur nos préoccupations communes, ont aussi été d'un important soutien.

François Dubet du Département de sociologie de l'Université de Bordeaux (France) et chercheur au Centre d'analyse et d'intervention sociologique (C.A.D.I.S.), Paris, aura permis que nous nous risquions à tenir une intervention sociologique et à interpellier un sujet qu'il a aussi à cœur: le nouveau prolétaire. Il saura rapidement percevoir combien les quelques discussions que nous avons eues ont été très utiles.

Il nous faut remercier tous les intervenantes et les intervenants qui acceptèrent avec une transparence et un enthousiasme certains, et cela malgré des horaires souvent chargés, de venir discuter et se confronter aux acteurs de notre recherche. Ces intervenantes et ces intervenants étaient tous engagés dans des organisations, mouvements et fronts de luttes populaires ou sociaux. Elles et ils ne

Retrouveront pas leurs paroles et réflexions comme telles au cœur de cet essai, mais davantage ce que leurs propos ont pu susciter chez les précaires et les exclus, acteurs de notre recherche. Par ordre alphabétique, ces intervenantes et intervenants sont:

- Madeleine Brosseau, de l'Association québécoise des Travailleurs retraités (A.Q.T.R.);
- Michel Croteau, du Regroupement autonome des jeunes (R.A.J.);
- Martine D'Amours, de la revue *Vie ouvrière*;
- Pierre Dupont, président de la Fédération de la métallurgie (C.S.N.);
- Irène Ellenberger, présidente du Conseil central de Montréal (C.S.N.);
- Gérald Larose, président de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.);
- Hélène Paré, féministe, agente de développement social au Secrétariat d'Etat du Canada;
- Jules Patenaude, du Mouvement d'action chômage (M.A.C.);
- Colette Provost, du collectif Ecologie et Politique.

Un peu comme au cinéma, il y a aussi toutes celles et ceux qui, derrière les acteurs de la recherche et l'apprenti-sociologue en ont aussi permis sa réalisation. Sans leur grande complicité, il aurait été impossible de mener ce travail à terme.

Pascal Rowe, en concevant les techniques appropriées, a assuré la qualité de l'enregistrement de toutes les séances de l'intervention sociologique.

Lorraine Lamoureux, Nicole Laguë, et tout spécialement Diane Perreault, avec une patience exemplaire, ont travaillé à la transcription des bandes d'enregistrement des séances de l'intervention.

Michelle Beaulieu a assumé, avec grande minutie, la dactylographie de ce texte.

Que soit remercié également la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.), et le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (C.S.N.M.), pour leur appui logistique (salle de rencontres, bureau...). Yves Legault, salarié de la C.S.N. aura aussi facilité les conditions matérielles de notre travail sur le terrain.

Enfin, je m'en voudrais de garder sous silence la présence attentive et si précieuse de Céline Saint-Pierre, qui a su donner la confiance nécessaire à la réalisation de ce travail.

LES ACTEURS DE LA RECHERCHE

Il ne s'agit pas tant de les remercier que de préciser que ces personnes ont été étroitement liées à la production de ce travail. Lectrices et lecteurs les retrouveront fréquemment, finiront sans doute par les reconnaître et, comme nous peut-être, par s'y attacher. Elles et ils apprendront beaucoup de leurs témoignages, de leurs réflexions, surtout de la richesse de leurs analyses. Ce sont, par ordre alphabétique:

PIERRE ALLARD

GABRIELLE CIESIELSKI

SERGE CLOUTIER

MIREILLE DEROME

COLETTE DUPUIS

SUZANNE GAGNON

LISE HENRY

GUY JULIEN

DENISE LAROCHE

JACQUES LAPLANTE

SYLVIE PALARDIE

DENIS PLANTE

PASCAL ROWE

CLAUDE SANSCHAGRIN

Nous voulons souligner ici le décès de CLAUDE dans des circonstances accidentelles au printemps 1985. Très sensible aux questionnements de notre démarche, nous le regrettons d'autant plus que nous savons qu'il aurait été captivant d'en discuter les résultats avec lui.

LE COMPAGNON DE L'INTERVENTION

RENE DORE, du Centre de formation populaire (Montréal), fut l'accompagnateur, l'animateur, ce que nous pouvons aussi appeler *l'interprète* de notre intervention sociologique.

Préoccupé tout autant que nous, par les enjeux de toute notre démarche, sans lui, cette intervention aurait été tout à fait différente, et il n'est pas évident qu'elle aurait pu se tenir jusqu'à la fin.

PLAN*

INTRODUCTION - LA TENTATION DE LA FUITE.....	1
PREMIERE PARTIE - LES FONDEMENTS D'UNE RECHERCHE.....	12
CHAPITRE I - A L'AUBE: LES CONSTATS.....	13
CHAPITRE II - LES PARTICULARITES D'UNE METHODE.....	28
CHAPITRE III - L'INTERVENTION SUR LE VIF.....	29
DEUXIEME PARTIE - LES VAGABONDS DU REVE.....	49
CHAPITRE IV - PREMIERES QUESTIONS.....	50
CHAPITRE V - PREMIERE HYPOTHESE.....	60
CHAPITRE VI - PREMIERES DISCUSSIONS ET DEMONSTRATIONS.....	81
TROISIEME PARTIE - L'IMPOSSIBLE MOUVEMENT.....	121
CHAPITRE VII - SECONDES QUESTIONS.....	122
CHAPITRE VIII - SECONDE HYPOTHESE.....	129
CHAPITRE IX - SECONDES DISCUSSIONS ET DEMONSTRATIONS.....	140
CONCLUSION - LE RETOUR DU MILITANT.....	160

* Cf. la Table des matières complète à la page suivante.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	111
DEDICACE.....	v
REMERCIEMENTS.....	vii
LES ACTEURS DE LA RECHERCHE.....	ix
LE COMPAGNON DE L'INTERVENTION.....	xiii
INTRODUCTION - LA TENTATION DE LA FUITE.....	1
Au coeur des luttes.....	1
Un syndicat pas comme les autres.....	4
De la pratique à la théorie.....	6
La tentation néo-prolétaire.....	7
PREMIERE PARTIE - LES FONDEMENTS D'UNE RECHERCHE.....	12
CHAPITRE I - A L'AUBE: LES CONSTATS.....	13
I. La prolifération des sans-statut.....	13
II. L'hétérogénéité croissante du prolétariat.....	15
III. Le syndicalisme et sa crise de représentativité.....	20
IV. Le syndicat des sans-emploi: volonté de réunifica- tion.....	23

CHAPITRE II - LES PARTICULARITES D'UNE METHODE.....	28
La pratique d'une théorie.....	29
Faire apparaître les rapports sociaux.....	31
L'auto-analyse d'une lutte.....	32
Le déroulement de l'intervention.....	33
Le travail du groupe.....	34
La conversion.....	35
La sociologie permanente.....	37
CHAPITRE III - L'INTERVENTION SUR LE VIF.....	39
Le groupe producteur d'analyse.....	40
L'objet de l'intervention.....	41
Les motivations des acteurs.....	41
Les derniers soubresauts d'un syndicat.....	43
La formation du groupe.....	44
Thèmes et rencontres.....	45
La division du travail.....	47
Ecart de méthode.....	47
DEUXIEME PARTIE - LES VAGABONDS DU REVE.....	49
CHAPITRE IV - PREMIERES QUESTIONS.....	50
De nouveaux prolétaires?.....	50
Le temps mort de l'usine.....	51
Absence de rapport direct à la production.....	52
Question de conscience.....	52
Un acteur sans capacité d'action.....	55

CHAPITRE IV. (suite)

Le maillon le plus vulnérable.....	56
Les illusions trompeuses de l'esprit de Mai.....	57

CHAPITRE V - PREMIERE HYPOTHESE..... 60

L'affirmation d'une conscience néo-prolétaire.....	60
De la conscience de classe ouvrière à sa décomposition....	62
Un sujet plus riche qu'une figure éclatée.....	64
Les deux versants de la conscience néo-prolétaire.....	66
Une conscience pluridimensionnelle, plurielle et alter- native.....	67
L'identité pluridimensionnelle.....	67
L'opposition plurielle.....	71
La totalité alternative.....	73
Conscience scandaleuse et conscience alternative.....	74
Le néo-prolétaire scandaleux.....	75
Le néo-prolétaire alternatif.....	75
Le triste précaire.....	78

CHAPITRE VI - PREMIERES DISCUSSIONS ET DEMONSTRATIONS..... 81

I. Une conscience pluridimensionnelle.....	81
- Les départs volontaires.....	81
- Refus de l'abrutissement et tentation de la fuite....	83
- Subvertir le travail.....	85
- Le rejet de la monotonie.....	86
- Le refus de "passer sa vie là".....	87
- Les projets légitimes.....	87
- La fin des doux rêves.....	89

CHAPITRE VI (suite)

- Les retours de survie.....	90
- Les départs involontaires.....	93
- Le retour critique.....	93
- Les nouveaux horizons.....	95
- Nécessité ou intérêt du travail.....	97
- La lutte comme école de formation.....	98
- Des précaires éternels.....	100
- Du côté d'une précaire alternative.....	102
- Du côté d'une triste précaire.....	104
II. Une conscience plurielle.....	106
- Au-delà des gestionnaires et des technocrates.....	106
- "Les gens de l'engrenage".....	107
- Question de stratégie.....	109
- La fuite comme effet du principe d'opposition.....	110
- Résurgence d'une conscience libertaire.....	112
III. Une conscience alternative.....	112
- Une semaine de travail de trois jours.....	113
- Débat sur de nouveaux enjeux.....	114
- Les changements technologiques.....	115
- Le jeu des patrons.....	118
- L'obsession des militantes et des militants.....	118
- Devenir attrayants.....	119
TROISIEME PARTIE - L'IMPOSSIBLE MOUVEMENT.....	121
CHAPITRE VII - SECONDES QUESTIONS.....	122
Ces curieux phénomènes.....	122
Organisation ou mouvement.....	124

CHAPITRE VIII - SECONDE HYPOTHESE.....	129
Dévours laborieux et nécessaires.....	129
L'absence d'identification.....	129
L'approche "utilitariste".....	131
Servir ses propres intérêts.....	133
Le rapport risques/gratifications.....	134
Enfin l'hypothèse.....	137
CHAPITRE IX - SECONDES DISCUSSIONS ET DEMONSTRATIONS.....	140
I. L'impossible syndicat.....	140
- Un nouveau type de solidarité.....	141
- Nouveauté du syndicat, et pratiques concrètes.....	144
- L'hétérogénéité des membres.....	147
- Tensions et conflits internes.....	150
II. L'impossible mouvement.....	153
- La fidélité à une méthode.....	153
- L'absence d'identification.....	154
- La recherche d'une identification.....	156
- L'absence de gratifications.....	157
CONCLUSION - LE RETOUR DU MILITANT.....	160
Ces vagabonds qui nous font rêver.....	161
Impossible syndicat, impossible mouvement.....	162
Pour un nouveau syndicalisme de combat, social et alternatif.....	163
Ecouter d'autres paroles.....	164
Multiplier les lieux et formes de regroupements.....	165
Diversifier les expertises.....	167

CONCLUSION (suite)

Un syndicalisme ouvert sur l'avenir.....

169

OUVRAGES CITES.....

172

ANNEXE.....

178

INTRODUCTION

LA TENTATION DE LA FUITE

... on devrait s'interdire de faire de la sociologie... sans faire préalablement ou simultanément sa propre socio-analyse (si tant est que ce soit jamais faisable complètement)

Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, (1980).

Au coeur des luttes

Conseiller syndical attaché à la Confédération des syndicats nationaux, C.S.N., depuis janvier 1975, j'étais au tournant des années 80 assigné plus particulièrement au dossier du *Droit au travail*. Elaboration de stratégies pour contrer des fermetures d'entreprises, organisation de campagnes pour la protection des victimes de licenciements collectifs, soutien et mise en branle de rares syndicats de sans-emploi, amorce d'une démarche pour une présence syndicale auprès des jeunes, participation à la conception de la "Grande Marche pour l'emploi" de juin 83 et enfin, écritures ici et là, tantôt "d'appareil" tantôt personnelles, sur ces différentes questions, voilà les points saillants de ce mandat. Je devais continuellement rencontrer des travailleuses et travailleurs laissés pour compte de la crise, discuter avec des jeunes sans-emploi,

chercher avec des représentants d'organismes populaires ou sociaux des voies possibles de ripostes communes. Tout cela se passait surtout à Montréal et Québec mais aussi à Trois-Rivières, Plessisville, Thetford-Mines, St-Pascal de Kamouraska, Rimouski, Sept-Iles, Gaspé, Bonaventure... je me sentais à la fois partout et nulle part, bien entouré ici et là, mais aussi profondément isolé, aux prises avec des problèmes qui me dépassaient totalement.

Je tentais avec une imagination plus romantique que pragmatique de faire apparaître quelques lueurs d'espoir là où il n'y avait plus d'étincelle, d'ouvrir des perspectives de luttes là où tout était bloqué, de faire émerger au coeur de cités ou de tout petits villages, inconnus des gens de la métropole, des solidarités inédites qui devaient dépasser les cadres plutôt étroits de la scène habituelle des conflits sociaux. Je pressentais devenir l'expert des défis impossibles, le dernier intellectuel organique du "jusqu'aboutisme", le copain sympathique des causes perdues. Pourtant au coeur de l'appareil je n'étais pas seul. Les camarades de l'exécutif de la C.S.N., des conseillères et conseillers des services généraux (mobilisation, recherche, information, coordination, des négociations...), des responsables de fédérations ou de régions étaient tout autant sinon beaucoup plus concernés que moi par tous ces nouveaux tourments. Ces derniers étaient d'ailleurs si intenses que chacun d'entre nous devait intérieurement et subtilement entretenir l'impression d'être pratiquement seul à tenter de trouver les solutions magiques.

Ce qu'il y avait par contre de plus dérangeant pour briser cette fausse impression de solitude salvatrice, c'était le dénuement, la générosité et l'intelligence de ces travailleuses et travailleurs face à des réalités qu'ils n'avaient jamais imaginées devoir affronter un jour. Il fallait assister, lors d'une assemblée générale, à l'annonce d'une fermeture d'entreprise pour réaliser à quel point était grand le désarroi. Il fallait aussi, trois mois, six mois, un an, deux ans après une fermeture, assister à une autre assemblée du même syndicat qui persistait à exister toujours, où les uns et les autres se racontaient, avouaient après quelques hésitations leurs difficultés à trouver un emploi et si au contraire, c'était le cas, décrivaient avec malaise et indignation les conditions souvent misérables dans lesquelles ils devaient l'exécuter. Au sein même de ces assemblées, qui avaient d'ailleurs le plus souvent perdu le caractère protocolaire d'antan, il fallait aussi entendre le refus de la fatalité, le souci de s'organiser et d'imaginer des solidarités nouvelles qui devaient dépasser tout ce que ces syndiqués avaient pu imaginer dans les luttes parfois éclatantes qu'ils avaient du menées antérieurement. Enfin lorsque tout semblait piégé, les stratèges épuisés, à bout de souffle et d'idées, souvent une voix surgie mystérieusement de quelque part dans la salle, timide, éteinte, troublée, tellement loin de la façon coutumière de dire les choses, pouvait pour des mois encore faire redémarrer la lutte et refaire le plein d'espoir. Moments de dénuement, de générosité et d'intelligence; moments aussi troublants parce qu'expression à la fois de la grandeur de cette conscience ouvrière mais aussi de sa fragilité. Moments enfin pathétiques, où témoin privilégié et consterné, j'avais l'impression que se produisaient devant moi les durs effets non seulement de la crise

économique mais aussi de la décomposition même de cette classe ouvrière, qui pendant plus d'un siècle avait été au coeur de tous les grands combats d'une société qui désormais semblait s'écrouler pour faire place à la production de nouveaux rapports sociaux. Se développaient alors tout autour de moi d'autres figures du travailleur: figures cassées, brisées, épuisées par ces combats qui n'en finissaient plus, contraintes sur de longues périodes de vivre de chômage pour se retrouver finalement sur le bien-être social.

Un syndicat pas comme les autres

Le Syndicat des sans-emploi de Montréal, C.S.N., fut mis sur pied en octobre 1981. Dans d'autres régions telles que Québec, Trois-Rivières... des militantes et des militants de Conseils centraux pensaient des formes de regroupements plus ou moins semblables. Auparavant, en juin 80, le congrès de la C.S.N. invitait à de telles formes d'expérimentation. En octobre 82, le syndicat, plus ou moins en déroute, demandait à l'exécutif de la Confédération son aide dans la mise en oeuvre d'un plan d'action. L'exécutif m'affecta, entre autres choses, à ce dossier.

Conscient depuis un bon moment de la nécessité de tels regroupements, mais aussi sceptique sur leur survie possible (j'avais passé plusieurs semaines de l'automne 80 en Italie à scruter ce genre de questions), je me mis au boulot. Sur plusieurs mois, je rencontrai militantes et militants du syndicat. Nous avons conçu ensemble de nouveaux principes d'identification, pensé un programme d'activités, établi un budget et organisé la soirée de solidarité "Ca danse en crise" qui,

inusité et audacieuse, avait été un franc succès. Nous avons préparé et tenu le premier congrès du Syndicat des sans-emploi en janvier 1983.

Cette période pourtant traversée de débats épiques où les affrontements de tendances étaient poussés à leur paroxysme fut, de l'avis même des participants à notre recherche, la période la plus dynamique du syndicat.

Conseiller, je n'étais pas neutre. Je me sentais plus près de certains militants et militantes et je défendais mes idées plutôt énergiquement.

J'étais persuadé que ce projet de regrouper des gens sur le fait d'être uniquement sans travail ne pouvait s'avérer un succès. D'où cette vo-

lonté de tracer une nouvelle image du syndicat que nous voulions positive

en proposant un lieu de regroupement de sans-emploi qui se devait aussi

de reconnaître l'expérience, la formation, les qualités et les aspira-

tions professionnelles de chacun. Cela menait à une certaine forme de

sectorisation professionnelle du syndicat. Ceci ne fut pas sans soule-

ver un tollé de protestations de militantes et militants dont les élé-

ments les plus durs étaient liés à un groupe marxiste-léniniste, mais

rejoignait également et surtout de nombreux jeunes qui en étaient à leur

première expérience syndicale. On nous accusa de chercher à "corporati-

ser" le syndicat. Les assemblées devinrent tendues, pleines de suspicion.

Les débats devinrent impossibles.

Cette impossibilité de créer une forme quelconque d'unité à l'intérieur de cette "nouvelle forme de solidarité ouvrière" demeurait cepen-

dant une frustration profonde. J'avais déjà connu dans des syndicats

d'usines ou d'hôpitaux des situations très difficiles mais je n'avais

jamais senti un tel climat de suspicion et d'ingratitude. La tentation

était grande d'expliquer tout cela par l'omniprésence de ces quelques

militantes et militants d'un des derniers groupes marxistes-léninistes à survivre alors à Montréal. Cette explication facile, commode et rassurante ne me semblait guère suffisante. Ce qui m'inquiétait, ce n'était pas tellement ces quelques dinosaures dont les analyses et les interventions téléguidées assuraient la vivacité de la ligne "classe contre classe" dans tous les débats et actions, mais le fait que de jeunes sans-emploi, pourtant éloignés de ces organisations et de leur sous-culture, entretenaient tant de méfiance envers tout ce qui pouvait provenir de la C.S.N. donc, d'une manière certaine aussi, envers moi, son représentant. Ebranlé par cette adversité tenace et sans compromis, happé par d'autres dossiers qui conjoncturellement prenaient plus d'importance, je fus amené, d'ailleurs à mon soulagement, à prendre quelques distances de ce "drôle" de syndicat.

De la pratique à la théorie

Le ciel est enfin tombé sur la terre (Berardi, 1978), *Adieu au prolétariat* (Gorz, 1980), *La classe ouvrière contre l'Etat* (Negri, 1978) et plus particulièrement différents textes de Bruno Trentin dont *Les nouvelles figures du travailleur* (1979) bousculèrent ma quiétude intellectuelle et syndicale. Chacun m'invitait à sa manière à mettre dorénavant l'accent sur ce que je croyais percevoir dans le quotidien de mon travail: l'émergence, à travers et au-delà de la précarisation et de l'exclusion, de nouveaux visages prolétaires, voire d'un nouvel acteur social. "Jeune prolétariat urbain", "ouvrier social", "nouveau prolétaire", "néo-prolétariat", "non-travailleur", les concepts variaient mais les réalités qu'ils cherchaient à dépeindre se ressemblaient beaucoup.

7

Ces concepts, joints à une pratique assidue sur le terrain, ébranlèrent des idées fortes qui avaient jusque-là été la source de mes motivations. Ce n'est pas tant que je ne percevais plus dans ce que nous pouvons nommer la classe ouvrière, une classe exploitée, dominée et opprimée, mais plutôt que je sentais poindre autour d'elle de nouvelles couches prolétaires fort hétérogènes, plus urbanisées et scolarisées, qui tout en étant objectivement coupées du marché du travail semblaient par contre entretenir à son égard des vues différentes. Ce n'était pas limpide. Je cherchais et percevais dans tout cela des réalités qui questionnaient de plein front le mouvement syndical, l'une de ses légitimités, n'étant-elle pas de représenter, donc aussi de construire, l'unité de la classe ouvrière.

Gorz², Trentin³, Berardi et Negri tentaient aussi de cerner des valeurs nouvelles qui devaient caractériser les nouveaux prolétaires. J'étais fasciné par ce langage comme s'il venait révéler cette sensibilité dont nous parlait, il y a quinze ans déjà, Herbert Marcuse dans "Vers la libération". Le refus du travail chez Berardi n'est-il pas aussi une expression de Marcuse et de sa moralité esthétique qui, par "le Grand Refus", souligne que "la liberté doit reposer sur une nécessité biologique, sur l'incapacité physique de supporter une répression qui ne serait pas indispensable à la protection et à l'amélioration de l'existence" (Marcuse, 1969:53).

La tentation néo-prolétaire

Mai 1983. La C.S.N. affronte de l'intérieur les affres de la crise.
L'absence de travail dans plusieurs secteurs affecte des fédérations

professionnelles. Des postes sont coupés. Des camarades de travail, "coincés", se servent très légitimement de leurs droits et déplacent des salariés "plus jeunes". Ayant peu d'ancienneté je me sens une proie facile. Ce que je pressentais depuis un petit moment arriva. Je devais faire un choix: déplacer à mon tour ou choisir une mise à pied "volontaire".

J'entrepris alors d'écrire au jour le jour, sur une brève période, réflexions et sentiments singuliers. Vu l'objet de cette introduction, il n'est peut-être pas inopportun d'en reproduire ici quelques fragments:

Piégé. Déplacé et contraint de le faire à mon tour. Quelques jours, quelques semaines d'hésitations, de tourments. Un choix qui n'est pas sans conséquences dans ce pays où ce matin on dénombrait officiellement 1 628 000 chômeuses et chômeurs. Etre réaliste... et s'il était encore possible de transformer la réalité?

Ma décision est prise: une mise à pied "volontaire" avec cumul d'ancienneté et possibilité de retour sur tout poste vacant ou nouvellement créé. Un désir de distance, d'appropriation de mon temps. Faire le point, étudier, réfléchir, cuisiner, lire, me promener au soleil ou sous la pluie, écouter de la musique... écrire autrement, écrire autre chose.

Le métier: à la fois contrainte et passion. Voir le "Mystère Picasso" de Clouzot pour s'en convaincre. Mon choix: le temps nécessaire pour recréer la passion en espérant qu'elle émerge avant que ne surgisse la contrainte financière.

* * *

"La privation de travail, en même temps qu'elle constitue, pour le chômeur une régression sociale, engendre au bout d'un certain temps, "une sorte d'intoxication" qui exige une complète réadaptation. La privation prolongée du travail est véritablement une menace pour la santé mentale de l'individu". Georges Friedman, *Le chômage en France*. Ecrit il y a vingt ans. Je n'ose pas consulter les ouvrages plus.

récents.. Et puis... faut quand même faire preuve de recyclage: "D'après certaines recherches, le chômage a des effets importants non seulement sur les revenus mais aussi sur la santé mentale sur la criminalité et le suicide". Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon, *Le plein emploi pourquoi?* "Je referme tout de suite. Déprimant-Déprimé. "Je pense que c'est un danger si on tient un journal: on s'exagère tout, on est aux aguets, on force continuellement la vérité". Sartre, *La nausea*.

Et si petit à petit j'étais sur le point de devenir à mon tour nouvel ouvrier social, m'excluant du marché du travail régulier, de ses formes d'évaluation et de gratification, refusant les contraintes multiples de sa dictature, son empiètement sur le désir et le besoin.

Il pleut, il pleut toujours. Triste avril... triste mai. Imaginer. Enfin du soleil! La ville est en fête. Guitares et flûtes traversières dans les parcs, les rues, les bouches de métro. Maquillage inédits et tenues légères. Féerie de couleurs (printemps 83)⁴.

M.L., septembre 1985.

NOTES DE L'INTRODUCTION

1. La C.S.N. comprend plus de 200 000 membres regroupés dans 1 500 syndicats. Chaque syndicat est relié à un secteur professionnel (une Fédération) ainsi qu'à une région (un Conseil central). Il y a dix Fédérations et 22 Conseils centraux (Favreau et L'Heureux, 1984:219-230).
2. Lecteur de Gorz depuis déjà un bon petit moment..., son *Adieu au prolétariat* ne fut pas sans susciter chez moi tout un questionnement.

Né en Autriche en 1924, immigré en France après la Libération, l'itinéraire de Gorz est celui de l'intellectuel critique d'après-guerre. Il cherche, partant de rien, à tout reconstruire, "n'ayant aucune certitude, sinon que les certitudes qui se gagnent et restent révocables" (Gorz, 1958). Vivre sa liberté, avec l'angoisse que cela oblige, l'inscrire aussi au cœur de combats.

Essayiste soucieux d'engagement, défricheur audacieux, plus attentif aux sentiers nouveaux qu'aux sentiers battus, Gorz n'hésite pas à remettre en cause dogmes et certitudes, il n'hésite pas aussi à se remettre en cause. Ainsi l'André Gorz des *Adieux au prolétariat* peut nous apparaître fort éloigné de celui des *Stratégies ouvrières et néo-capitalisme* (1963). On se rappellera d'ailleurs comment ce dernier bouquin annonçait déjà, dans plusieurs de ses formulations, de grandes idées qui ont aussi nourri "l'esprit de mai 68" un peu partout en Occident. Boudés un peu en France, les écrits de Gorz auront par contre été beaucoup lus en Italie, en Allemagne et en Suède... Et enfin au Québec, *Ecologie et politique* (1978) et *Les chemins du Paradis* (1983) continuent d'inspirer les militantes et les militants qui ne sont pas trop "patentés".
3. Bruno Trentin est secrétaire confédéral de la C.G.I.L., l'organisation syndicale italienne la plus importante avec plus de 11 millions d'adhérents. Figure dominante du mouvement ouvrier italien, il fut au cœur de grandes luttes dans la métallurgie dans les années 70 et d'un processus d'unification de grands syndicats. Intellectuel et économiste, c'est aussi un militant soucieux d'interpeller la dure réalité des faits et tenté d'imaginer des voies nouvelles pour les luttes d'aujourd'hui et de demain. En plus de textes et entretiens publiés en français, notamment dans *CFDT Aujourd'hui* et *Dialectiques* (qui malheureusement ne paraît plus) on pourra lire de Trentin, *Da Sfruttati a Produttori* (1977), publié en français sous le titre *D'Exploités à producteurs* (Trentin, 1984).

4. L'esprit de ce chapitre serait légèrement biaisé si je n'avouais pas avoir commis, particulièrement depuis les débuts des années 80, quelques articles et textes dans différents magazines et revues, dont principalement *Mouvements*. Plusieurs de ces écrits furent en quelque sorte reliés à l'émergence de la problématique de ce présent travail. Voir plus particulièrement à ce sujet "De nouveaux possibles" dans *Interventions économiques* (Lesage, 1984).

PREMIERE PARTIE

LES FONDEMENTS D'UNE RECHERCHE

CHAPITRE I

A L'AUBE: LES CONSTATS

I. La prolifération des sans-statut

L'essoufflement de l'économie capitaliste perçue vers la fin des années 70 et l'offensive généralisée de restructuration du début des années 80 auront produit une forte modification du marché de l'emploi: cassure des lieux de travail et réorganisation des procès de production d'une part, licenciements massifs et précarisation de l'emploi d'autre part. Chômeurs et chômeuses, travailleurs et travailleuses à temps partiel, temporaires, occasionnels et "au noir", assistés sociaux, étudiants et étudiantes mi-travailleurs et mi-chômeurs: voilà autant de sans-statut, voire de *nouveaux sujets prolétaires* que nous avons vus poindre de toutes sortes de manières aux contours des années 80. "Nouveaux" non pas tant par leur existence même puisqu'il y a toujours eu des exclus du marché du travail - pensons aux ménagères par exemple - particulièrement dans les périodes de crises, de récessions et de restructurations. "Nouveaux" toutefois parce que ces sujets ont pris dans nos sociétés une ampleur, des formes et des caractéristiques socio-économiques que nous n'avions pas connues depuis l'après-guerre. "Nouveaux" enfin parce que derrière ceux-ci émergent peut-être, à l'horizon

d'une autre société, des manières d'être, de se définir et de se projeter, différentes de celles déjà tracées par ce travailleur stable, laborieux, organisé et revendicateur, figure dominante des bâtisseurs de la société industrielle.

Vers un autre rapport salarial

Ce premier constat prend encore davantage de "moquant" si nous savons percevoir derrière ces phénomènes des modifications significatives du type de rapport salarial dominant depuis l'après-guerre, soit le mode fordien de régulation². Perçus tantôt comme un approfondissement de ce mode, tantôt comme une mutation, il n'en demeure pas moins que chômage et précarisation du travail bouleversent le type de gestion de ce rapport salarial et représentent également le développement d'un mode de régulation plus libéral, plus lié aux seuls aléas d'une économie de libre marché, et enfin moins soumis aux contraintes sociales et législatives que l'Etat keynésien³, axe principal du mode fordien de régulation, avait pu susciter. Dans la mesure où le développement d'un nouveau mode de régulation tend aujourd'hui à se confirmer dans presque tous les pays de l'Occident capitaliste, notre volonté de comprendre les formes, de conscience et les possibilités de mouvement d'acteurs, qui en sont aussi le produit, prend toute son importance. Compris ainsi, chômeurs, chômeuses et précaires ne sont pas les perdants temporaires d'un ralentissement de l'économie ou d'une crise passagère, mais deviennent les perdants nécessaires de la restructuration, voire de la reprise même du processus d'accumulation du capital et du maintien, ou enfin de la sauvegarde, d'une certaine logique de croissance.

II. L'hétérogénéité croissante du prolétariat

Cette recherche du développement d'un rapport salarial de type plus libéral accroît la segmentation du marché du travail entre d'une part les emplois stables et d'autre part les emplois de durée déterminée⁴. Tous les secteurs de la vie économique sont traversés d'une manière ou d'une autre, sous des aspects toutefois très différents, par cette segmentation. Celle-ci et le taux élevé de chômage qui l'accompagne accentuent l'hétérogénéité du prolétariat, compris ici dans un sens très large, rendant ses lieux et formes d'identification et la formulation de ses intérêts communs fort complexes. Sans doute ce prolétariat aura-t-il connu et connaît-il encore des modifications constantes: multiplication des couches techniciennes et des ouvrières et des ouvriers qualifiés reliés à des tâches de contrôle plutôt que de production; croissance des travailleurs et des travailleuses des secteurs public, bancaire, financier et commercial; transformation des procès de travail par une nouvelle division des tâches et l'avènement de nouvelles technologies⁵. Si la diversification des couches salariées est un phénomène constant qui s'accroît dans cette phase de restructuration que nous traversons, il nous faut aussi noter la multiplication des statuts et les formes de déstabilisation de l'emploi qui l'accompagnent. A l'hétérogénéité déjà très grande du prolétariat selon les secteurs d'activités, le type de travail et de qualification, la rémunération et les conditions d'exercice de l'emploi, il faut ajouter les différentes formes de salariat et d'exclusion du salariat. Non pas que celles-ci soient un phénomène nouveau, mais parce qu'elles semblent devenues l'un des éléments-clés, dans la recherche d'un nouveau type de rapport salarial. Cela permet à Guy Caire (1982:143) d'affirmer:

...alors qu'on assiste depuis la crise à une diminution globale des offres d'emploi, celle-ci s'est accompagnée d'une transformation structurelle: les offres durables à plein temps s'amenuisent alors que les offres d'emploi à durée déterminée, quant à elles, augmentent, traduisant bien la volonté des entreprises de ne plus s'engager définitivement avec leurs salariés.

La difficile unité

L'accentuation de l'hétérogénéité des couches salariées aura un effet important sur leur unité. Robert Boyer (1981:224-225), illustre ce phénomène en ces termes:

Tout se passe comme si, à travers un ensemble de mesures spécifiques portant respectivement sur les travailleurs immigrés, les jeunes au sortir du système scolaire, les vieux travailleurs en instance de pré-retraite ou encore les femmes supposées retourner de façon privilégiée à leurs travaux domestiques... l'unité de fait du monde salarial, qu'avait codifiée la législation du travail, se dissolvait progressivement, les travailleurs se trouvant atomisés en autant de statuts, propres à chacune de ces catégories.

Dans cet éparpillement, certains iront même jusqu'à voir la fin de la notion de classe ouvrière:

La situation actuelle nous oblige à ne plus accepter comme allant de soi la notion même de classe ouvrière. Dire classe et dire unité c'est en effet la même chose. Or aujourd'hui, c'est l'éclatement, l'émiettement qui caractérise le monde des salariés (Rosanvallon, 1979:24).

Rosanvallon dégage quatre critères qui selon lui façonnent des clivages très nets dans "ce qu'il est toujours convenu d'appeler la classe ouvrière":

- la précarité ou la stabilité de l'emploi;
- la nature des garanties et des avantages sociaux;
- le niveau des salaires à qualification donnée;
- le degré et les formes d'organisation collective.
(Rosa Vallon, 1979:24).

L'ancien et le nouveau

D'autres analystes par contre réagiront assez promptement aux propos de ceux qui ont tendance à voir dans le présent éclatement de la classe ouvrière, la manifestation de nouveaux phénomènes ou l'annonce de sa disparition actuelle ou prochaine. Ainsi Jean Lojkin tente quant à lui de situer ce que nous percevons depuis quelques années dans un contexte historique plus global:

S'il y a une constante historique vieille comme le capitalisme c'est bien celle du mouvement de décomposition et de recomposition de la classe ouvrière, en fonction des différents stades et phases de développement du Capitalisme, mais aussi des formes spécifiques d'organisation du mouvement ouvrier. (Lojkin, 1984:144).

Lojkin (1984:144-147) souligne également que tant chez Engels que chez Marx, plusieurs analyses portent particulièrement sur différentes catégories d'ouvriers: les ouvriers actifs, "les ouvriers soumis au chômage frictionnel", les ouvriers qui connaissent un sous-emploi chronique... Tout en rappelant les divisions constantes de la classe ouvrière bien antérieures à cette période où nous vivons, l'auteur reconnaît toutefois que la gravité actuelle du chômage n'est pas sans poser des problèmes multiples au mouvement ouvrier qui devra tenter de surmonter toutes ces réalités. Soulignons enfin que ce dernier, probablement soucieux d'ouvrir une polémique sur les caractères supposément nouveaux

de la "décomposition", semble gommer cependant certains passages des analystes qu'il entend réprimander. Par exemple, Pierre Rosanvallon ne reconnaît-il pas lui-même qu'il faille être prudent sur ce qui à première vue pourrait sembler nouveau? Ainsi tout en se demandant si a posteriori pour faciliter la description de la crise actuelle "on ne tend pas parfois à construire un mythe de l'unité de la classe ouvrière", il illustre son questionnement en commentant la complexité de la composition du prolétariat du siècle dernier:

Au XIX siècle, par exemple, la classe ouvrière est déjà fortement segmentée: femmes et enfants dans les fabriques, sous-prolétariat, immigrés (Irlandais en Grande-Bretagne, Italiens en France) d'un côté, compagnons et ouvriers professionnels de l'autre. La notion d'aristocratie ouvrière apparaît dès le XIX siècle aux Etats-Unis pour distinguer les ouvriers hautement qualifiés, et bien organisés collectivement, de la nouvelle classe ouvrière, essentiellement composée d'immigrés, qui exécute les tâches déqualifiées (Rosanvallon, 1979:29).

Sur cette question du caractère nouveau de la décomposition ou de l'éclatement du prolétariat, sans doute faut-il rappeler également les propos de Jean-François Germe qui, à la suite d'analyses historiques et statistiques des transformations du marché du travail, tout en reconnaissant l'extension actuellement très rapide des formes précaires d'emploi, refusera d'y voir un caractère de nouveauté et démontrera au contraire que "la plus ou moins grande précarité et instabilité des emplois et de la main-d'oeuvre est en permanence un facteur de différenciation au sein du salariat" (Germe, 1980:70). Pour ce dernier "l'incertitude quant à la vente, et à la durée de la vente, de la force de travail est indissociable de l'existence du travail salarié" (Germe, 1980:71). Ces

réflexions ne sauraient cependant cacher l'importance des transformations présentes de l'emploi et le but des nouvelles stratégies patronales. Après avoir émis le constat que l'hétérogénéité des statuts est à l'ordre du jour et que l'enjeu est dans une transformation des avantages acquis et de leur répartition, l'auteur conclura en ces termes:

Souplesse, flexibilité sont les mots résumant le but des nouvelles stratégies patronales et les motifs des nouvelles revendications patronales dans les domaines du temps de travail, du droit, de la durée du travail. (Cette souplesse) ne se limite pas à la seule variation des effectifs et donc au seul problème des attaques contre les garanties d'emploi. Elles concernent aussi bien les mouvements internes de main-d'œuvre dans l'entreprise que l'organisation du travail, la gestion du temps de travail, les technologies mises en œuvre (Germe, 1980:90).

Ces observations ont le mérite de situer l'instabilité et la précarité comme des composantes mêmes de l'existence du travail salarié, tout en ne niant pas qu'elles soient présentement des éléments significatifs du type de gestion de main-d'œuvre que tente d'instaurer le patronat. Si elles viennent tempérer les découvertes récentes d'une division ou d'une dualisation de la classe ouvrière, par contre elles ne minimisent pas l'importance portée aujourd'hui par de nouvelles réalités. C'est précisément l'ampleur qu'elles prennent qui vient aussi bousculer la légitimité de la représentativité du mouvement ouvrier et de ses formes d'organisation.⁶

III. Le syndicalisme et sa crise de représentativité

L'élargissement constant du processus de prolétarianisation, le déplacement des catégories d'exclus du marché du travail (des ménagères aux jeunes et aux pré-retraités...) et l'hétérogénéité plus accentuée des statuts de l'emploi et d'emplois sans-statut frappent de plein front le mouvement syndical:

Le syndicat peut, de moins en moins, défendre les intérêts qu'il défendait par le passé, sans les unifier avec ceux des couches, toujours plus grandes, de travailleurs dépendants, chômeurs ou non, exclus du marché garanti ou contrôlé. Sans cette unité, la défense même des travailleurs garantis devient toujours plus difficile. Les rapports de forces se déplacent à leur détriment et le risque de leur isolement politique devient déterminant (Trentin, 1979:29).

Bruno Trentin, économiste et secrétaire confédéral de la Confédération Générale des Travailleurs Italiens (C.G.I.L.), cerne ici les grands défis qui se posent depuis bientôt dix ans au mouvement ouvrier de l'ensemble des pays capitalistes de l'Occident. Au sein de toutes les grandes confédérations syndicales qui ont porté la conscience de classe ouvrière depuis l'après-guerre, ce constat d'une période critique, souvent qualifiée de crise et soulignant l'effet négatif du morcellement du prolétariat sur le rayonnement, les capacités d'unité et d'action de ses organisations, est très partagé. Que ce soit en Italie, en France, aux Etats-Unis, en Belgique, au Canada et au Québec... partout est posée, particulièrement depuis le début des années 80, la nécessité de reconstruire une conscience d'appartenance face à l'éclatement plus accentué du marché du travail. Sans doute, comme nous le rappelle Pierre Rosanvallon (1979:34), c'est là aussi la mission du mouvement syndical depuis

ses origines. D'ailleurs n'est-ce pas ce qui explique les formes mêmes du regroupement syndical, où l'on retrouve à la fois des liens étroits à un milieu de travail, à un secteur professionnel, à une région ou à une localité à travers les différents organismes et instances d'une confédération? Et voilà qu'au moment où une certaine homogénéité de la composition de la classe ouvrière semble de nouveau menacée, se repose dans toute son acuité la question de la représentativité de ses organisations. Edmond Maire, secrétaire général de la Confédération Française Démocratique des Travailleurs (C.F.D.T.) l'explique clairement:

Un enjeu décisif domine la période à venir: trouver des objectifs, des formes d'action et d'organisation, un langage aussi qui nous permettent de réunifier réellement la classe ouvrière... De tout temps, il y a eu des différences entre les travailleurs selon leur secteur, leur qualification et surtout leur sexe. Mais aujourd'hui, dans la crise, la division des travailleurs est devenue un objectif central du patronat (Maire, 1979:67).

Maire souligne que tant à la C.F.D.T. qu'à la C.G.T. (Confédération Générale du Travail), les deux plus importantes organisations syndicales de France, pourtant avec des approches et des moyens différents, "il n'a pas été possible de relier significativement l'action des actifs à celle des chômeurs" (Maire, 1979:68).

Nicolas Sartorius, des Commissions Ouvrières d'Espagne (C.O.), mène une réflexion similaire:

La relation entre les travailleurs qui occupent un poste au soleil de la production et le secteur marginal dans une ombre continuelle, pose une question nouvelle au mouvement syndical; la lutte des classes se transforme, la pratique

syndicale doit en prendre acte... Je crains que le secteur marginal, femmes, jeunes, sans emploi... n'estime le syndicat incapable de l'organiser et de le mobiliser (Sartorius, 1978:17-18).

Au Québec, au Congrès de la C.S.N. de mai 1980, le bureau exécutif, sous la présidence de Norbert Rodrigue, émet le constat suivant:

En constituant des couches de travailleurs en marge des travailleurs organisés, le patronat a cherché à morceler l'unité des travailleurs. Cette catégorie de travailleurs est davantage vulnérable et, souvent, incapable de profiter des droits acquis par les luttes des travailleurs organisés. (...) Il nous faut trouver de nouvelles formes à donner à la solidarité ouvrière et aux luttes syndicales pour que soit assurée la participation à la vie syndicale de ces catégories de travailleurs et que puisse être assurée l'amélioration de leurs conditions de vie (C.S.N., 1980:53-54).

Près de cinq ans plus tard, toujours à la C.S.N., au Congrès spécial d'orientation tenu en mars 1985 sous la présidence de Gérald Larose, les délégués adoptent une série de propositions sur l'emploi, dont l'un des préambules explicite clairement que l'augmentation du chômage a un lien direct avec la dégradation des conditions de travail et que "la résistance à la généralisation du travail précaire et à l'instabilité des emplois qui en découle est devenue une tâche syndicale de première ligne dans tous les secteurs" (C.S.N., 1985:31).

Nouvelles pratiques syndicales

Devant l'éclatement du marché du travail, les syndicats ont tenté et tentent toujours depuis un certain nombre d'années d'avancer de nouvelles revendications et de mener des luttes pour faire face à cette

situation. Dans la plupart des pays industrialisés ces revendications et luttes se ressemblent, bien qu'il puisse y avoir entre les confédérations des différences significatives. Par exemple, le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec mis de l'avant par la Fédération des Travailleurs du Québec (F.T.Q.), afin de favoriser l'investissement des travailleuses et des travailleurs dans des entreprises pour le maintien ou la création de nouveaux emplois, n'aura pas eu d'écho à la C.S.N. De la même manière les politiques sectorielles de développement (pêcheries, construction, chantiers navals; papier...) pour des emplois socialement utiles mises de l'avant par la C.S.N. n'auront pas eu de résonance au sein de la F.T.Q. Pourtant ces deux principales organisations du mouvement ouvrier québécois partagent, face à tous ces problèmes de l'emploi, un certain nombre de préoccupations et de pratiques communes depuis quelques années: priorité au droit au travail; luttes contre les fermetures d'usines et exigence de nouvelles législations pour protéger les victimes de licenciements; luttes contre l'abolition de postes et la généralisation du temps partiel; réflexions sur les changements technologiques et revendications pour en permettre le contrôle, voire la démocratisation...⁷

IV. Le syndicat des sans-emploi: volonté de réunification

La mise sur pied de différentes formes de regroupements (comités, collectifs, syndicats...) devant rassembler des sans-emploi a constitué, pendant un temps, surtout au tout début des années 80, une pratique d'organisation portée par des militantes et des militants le plus souvent marginalisés du marché du travail. Or, dans différents pays, ces

expériences ont la plupart du temps, après des moments forts d'engagement, abouti à l'épuisement des personnes qui y étaient les plus impliquées, puis finalement à des échecs plus ou moins larvés. Parfois a-t-on réussi à mettre sur pied des structures plus formelles, comme c'est notamment le cas à la Confédération Générale du Travail (C.G.T., France) mais encore là, tout en reconnaissant leur pertinence, elles demeurent néanmoins tout à fait marginales par rapport au nombre de sans-emploi et comparativement au poids des autres organismes à l'intérieur de la Confédération⁸. Globalement, l'ensemble de ces expériences auront été fragiles et sans grands lendemains. Elles auront eu des impacts localisés, momentanés et limités à des conjonctures particulières comme à Naples en Italie, à Longwy en France, à Détroit aux Etats-Unis, à Thetford Mines, à Sorel et à Sept-Îles au Québec. Mais de manière générale, elles n'auront pas réussi à interpeller massivement tant les sans-statut que la solidarité agissante des travailleuses et des travailleurs en emploi. Tout s'est un peu passé comme si ces regroupements d'exclus, au sein même des confédérations syndicales, n'avaient su reproduire autre chose que l'image désolante de leur propre exclusion.

Malgré l'échec plus ou moins total de ces collectifs, ils devaient toutefois s'avérer des pratiques nécessaires afin de favoriser une plus grande unité du mouvement ouvrier. Bruno Trentin développe cette idée:

... Imaginer cette Unité, c'est imaginer un syndicat totalement différent structurellement, un syndicat capable de représenter des travailleurs qui n'ont jamais travaillé, d'organiser des chômeurs, ce qui est une contradiction dans les termes; avec des méthodes d'association et d'organisation tout à fait inédites, pour des travailleurs à domicile, des travailleurs ayant un statut précaire ou noir, des travailleurs à

temps partiel, des saisonniers, qui doivent devenir de véritables protagonistes et non de simples alliés, dans l'organisation de classe elle-même (Trentin, 1979:30).

Permettre aux précaires et aux exclus de devenir plus que des alliés mais de véritables protagonistes du combat ouvrier, telle était sans doute l'intention du Conseil Central de Montréal en appuyant la mise sur pied d'un syndicat de sans-emploi au printemps 1980. Compris ainsi, ce syndicat en réalité le maillon le plus fragile de la C.S.N. représentait néanmoins l'une de ses pratiques les plus avancées. Elle reconnaissait ainsi les précaires et les exclus comme des figures réelles de la classe ouvrière et donc comme partie composante du mouvement syndical. Elle affirmait leurs particularités tant économiques que sociales en leur proposant des bases autonomes d'organisation, ce qui pouvait également entraîner des revendications et des luttes qui leur soient propres.

Malgré une croissance rapide des sans-statut, un contexte favorable au sein de l'organisation syndicale et l'implication assidue et généreuse de militantes et de militants souvent déjà aguerris à l'Abc du syndicalisme, l'existence du syndicat des sans-emploi fut traversée constamment d'obstacles multiples et permanents.

NOTES DU CHAPITRE I

1. La question du rapport des ménagères au travail salarié n'est pas de tout repos et déjoue parfois le "gros bon sens":
...contrairement à ce que l'on avance habituellement, la crise économique, loin de confiner ou de renvoyer les femmes au foyer, a largement contribué à les intégrer au marché du travail. En effet, la multiplication des emplois féminins précaires, à rabais et à temps partiel, a permis au capital d'abaisser ses coûts de production, de restructurer la main-d'oeuvre et d'ouvrir, grâce à l'accroissement de la division du travail, de la déqualification et de la hiérarchie, la voie aux changements technologiques. (Vandelac, Gauthier, 1985:27).
2. Un grand nombre de textes furent produits, plus particulièrement en France, dans cette perspective. Pour s'y familiariser voir *Reprise et Crise* d'André Granou, Yves Baron et Bernard Billandot (Granou, Baron et Billandot, 1979) et *La crise* de Denis Clerc, Alain Lipietz et J. Sartre-Buisson (Clerc, Lipietz et Sartre-Buisson, 1983). Voir aussi le texte "La crise actuelle des sociétés capitalistes" de Robert Boyer (Boyer, 1982:13-42) et Gilles Dostaler "La crise et sa gestion au Québec" dans *La crise économique et sa gestion* (Dostaler, 1982:59-73).
3. Voir *Les stratégies de reprise*, textes réunis et présentés par Diane Bellemare et Céline Saint-Pierre (Bellemare, Saint-Pierre, 1984).
4. Voir Colette Bernier, "Crise et précarisation de l'emploi: l'exemple du travail à temps partiel au Québec" dans *Les stratégies de reprise* (Bernier, 1984:83-100).
5. Le vfrage technologique affecte bien sûr le secteur secondaire (Coriat, Galle, Gaudemar + ..., 1980) mais aussi le tertiaire, voire donc particulièrement les femmes (Saint-Pierre, 1984).
6. Albert Carton dans "Restructuration du capital et redistributions du travail" in *Contradiction* pose avec beaucoup de rigueur et de clarté l'ensemble de ces questions (Carton, 1983:65-110).

7. Sur les changements technologiques, la C.S.N. a publié *A nous le progrès* (1984), la F.T.Q. *Pour un progrès sans victime* (1984) et la C.E.Q., tout récemment, *Apprivoiser le changement* (1985). Trois titres qui laissent à tout le moins entrevoir, au-delà d'un souci de défense, des volontés d'assurer une présence, un contrôle, voire une démocratisation de ces mutations.
8. Voir le "Rapport du 1er Congrès du comité national C.G.T. de défense des chômeurs (Confédération Générale du Travail, 1983).

CHAPITRE II

LES PARTICULARITES D'UNE METHODE

Il y a en sociologie, en psychologie et plus particulièrement en psycho-sociologie de grandes traditions de pratique d'interventions qui recouvrent des approches théoriques et méthodologiques fort diversifiées¹. Aussi est-il nécessaire de préciser tout de suite qu'en ce qui a trait à la dimension proprement méthodologique de notre recherche, nous nous sommes inspiré essentiellement de l'intervention sociologique telle que proposée et pratiquée par le Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique (C.A.D.I.S.), Paris, sous la direction d'Alain Touraine. Il n'est pas de notre intention de produire une analyse comparative de ce qui rapproche ou distingue cette méthode d'autres types et formes d'intervention ni de tenter de cerner ses fondements épistémologiques ou d'argumenter sur ses prétentions scientifiques. Loin de nous l'idée de considérer futiles de tels exercices². Nous croyons toutefois, dans le cadre précis de cette recherche, qu'il est plus adéquat de centrer notre propos sur la présentation des particularités de cette méthode: ses origines, son objet, son déroulement. L'application concrète que nous en avons faite fera l'objet du chapitre suivant.

La pratique d'une théorie

L'un des mérites de l'intervention sociologique est sans doute d'avoir été au coeur de différentes recherches sur les mouvements sociaux. Mouvements étudiant, écologiste, régionaliste et ouvrier auront été au cours de ces dernières années les cibles privilégiées des praticiens de l'intervention, ce qui aura aussi permis la parution de nombreuses études dont *Le mouvement étudiant* (1978), *Le mouvement ouvrier* (1980), *Le mouvement régionaliste* (1981), *Le mouvement écologiste* (1982) et *Le mouvement ouvrier* (1984). Toutes auront été réalisées, en collaboration, par les initiateurs, en quelque sorte aussi les protagonistes, de la méthode: Alain Touraine, François Dubét, Zsuzsa Hegedus et Michel Wievorka.

Cette méthode est issue de ce qui peut être appelé une école de sociologie dont les fondements théoriques ont été tracés par Alain Touraine particulièrement dans *Le mouvement ouvrier* (1965), *Le mouvement régionaliste* (1983), *Le mouvement écologiste* (1974), *Le mouvement étudiant* (1978) et plus récemment *Le mouvement ouvrier* (1984). De ce champ théorique, nous retenons deux principes d'analyse présentés par Touraine dans "La voix et le regard" (1978:39-40), qui résument aussi très schématiquement ce que nous pouvons percevoir comme de grandes idées de base de cette sociologie de l'action:

... une société est un ensemble hiérarchisé de systèmes d'action, c'est-à-dire de rapports sociaux entre des acteurs dont les intérêts sont opposés mais qui appartiennent au même champ social, donc partagent certaines orientations culturelles. Une société ne repose ni sur son économie ni sur des idées; elle n'est pas la combinaison d'instances ou de facteurs. Ses

deux seules composantes fondamentales sont l'historicité, c'est-à-dire sa capacité de produire ses modèles de fonctionnement et les rapports de classes à travers lesquels ces orientations deviennent des pratiques sociales, toujours marquées par une domination sociale. Une société n'a ni nature ni base; elle n'est ni une machine ni une organisation; elle est action et rapports sociaux. Cette idée oppose une sociologie de l'action à toutes les variantes du fonctionnalisme et du structuralisme.

Les mouvements sociaux ne sont ni des accidents ni des facteurs de changement; ils sont l'action collective des acteurs de niveau le plus élevé, les acteurs de classe, qui luttent pour la direction sociale de l'historicité, c'est-à-dire des grandes orientations culturelles par lesquelles une société organise normativement ses rapports avec son environnement.

Les concepts de systèmes d'action, de rapports sociaux, d'historicité, d'orientations culturelles, de mouvements sociaux et d'acteurs de classe traversent toute la sociologie de l'action. Mais plus que les concepts, plus que les principes d'analyse n'est-ce pas sa tâche, son combat qui rend son univers théorique brûlant et le rôle proposé au sociologue fascinant:

La tâche présente de la sociologie, qui correspond à la redécouverte de son objet permanent, est de chercher les nouveaux rapports et les nouveaux conflits sociaux qui se forment dans un champ culturel profondément transformé (Touraine, 1984:110).

A propos de l'objet permanent de la sociologie (les rapports sociaux) toujours recouvert par la règle, le discours, l'idéologie, Touraine écrira aussi qu'il n'est "jamais donné immédiatement à l'observation". Le sociologue, contrairement au psychologue, au linguiste, ne rencontrera jamais son objet de recherche à l'état brut. D'où, pour la sociologie, la nécessité d'intervenir elle-même pour le faire apparaître, "en offrant un support tel que la relation sociale qui explique les conduites à

étudier soit reproduite ou transférée entre l'acteur et l'analyste" (Touraine, 1975:21). Derrière ces derniers propos il y a déjà en germe, quelques années avant qu'elle ne se concrétise en méthode de recherche, les assises nécessaires à la formulation de l'intervention sociologique.

Faire apparaître les rapports sociaux

Si les rapports sociaux forment l'objet de la sociologie, sa méthode doit rendre possible leur observation. Le sociologue devra alors chercher à dévoiler les rapports "cachés par le réseau des pratiques organisées et sanctionnées". D'où l'idée de l'intervention sociologique définie comme "action du sociologue pour faire apparaître les rapports sociaux et en faire l'objet principal de l'analyse" (Touraine, 1978:181).

L'intervention sociologique se proposera d'étudier les acteurs en tant qu'acteurs, "c'est-à-dire producteurs d'orientations normatives, agents de rapports sociaux définis comme des rapports et non comme une hiérarchie de statuts, un système d'ordre ou les éléments d'un système fonctionnel" (Dubet, 1982:59). D'où l'accent qui sera mis par cette méthode, fidèle en cela à sa théorie, sur la reconstitution des rapports d'acteurs à travers les enjeux d'un mouvement. En ce sens l'intervention sociologique est une méthode qui privilégie les mouvements sociaux comme type particulier d'action collective. Et tout comme la théorie qui l'inspire, elle ne sera pas neutre. Méthode et théorie s'emploient ici à produire la connaissance de conduites collectives "afin d'augmenter la capacité des acteurs à dégager les enjeux, les conflits, le champ dans lequel ils sont engagés" (Hegedus, 1982:52). Plus encore, l'intervention sociologique s'adressera particulièrement à des militantes et

des militants de mouvements sociaux et elle aura pour "objectif d'élever leur capacité d'action historique, donc la force et le niveau de leur lutte" (Touraine, 1978:188). Ce parti-pris du sociologue n'est pas nécessairement celui d'une idée, d'une cause, encore moins d'un parti. C'est celui, à travers l'intervention, de permettre la production d'une connaissance, de dévoiler ce qui pourrait être caché, de défaire les jeux de l'acteur de classe dominant:

L'engagement de l'intervention sociologique et de la sociologie de l'action consiste à produire un champ expérimental, où ce qui est caché dans la pratique sociale sera dégagé par l'intervention des chercheurs. L'intervention fait apparaître l'enjeu derrière les "logiques", techniques ou autres, par lesquelles l'acteur dirigeant assure son emprise sur les orientations sociétales et empêche que celles-ci deviennent l'enjeu du conflit, du débat, de luttes, et par delà objet de choix ouverts, démocratiques et collectifs (Hegedus, 1982:52).

L'auto-analyse d'une lutte

L'objet de l'intervention sociologique est l'auto-analyse, suscitée par le chercheur et menée par un groupe de militants, d'une lutte. Le chercheur ne doit pas se contenter d'enregistrer des réponses, il a aussi à intervenir "de manière active et en particulier en élaborant par lui-même des hypothèses sur la nature de la lutte ou de l'action collective étudiée" (Touraine, 1982:19). Pour être accepté du groupe, il aura à s'identifier non pas tant à toutes les dimensions de la lutte "mais à la signification la plus haute possible de cette action".

L'une des caractéristiques importantes de la méthode est qu'elle doit établir ou maintenir "un lien étroit entre le groupe qu'elle étudie

et l'action collective qu'il représente" (Touraine, 1982:17). Le devoir du chercheur sera de rappeler ce lien en évitant que le groupe ne se centre sur lui-même et en l'invitant à se considérer comme responsable "vis-à-vis d'un mouvement large, engagé dans une action réelle".

L'intervention sociologique portera donc sur un groupe de militants et militantes produisant l'auto-analyse de leur mouvement. Cette production sera rendue possible grâce à l'interpellation constante du sociologue et la confrontation des militants et militantes avec des interlocuteurs adversaires ou partenaires de leur mouvement. Les militantes et les militants du groupe d'intervention seront ainsi "à la fois des acteurs réels et les participants d'une intervention conçue et analysée à des fins d'analyse sociologique" (Touraine, 1978:195).

Le déroulement de l'intervention

Le premier moment de l'intervention sociologique est l'existence d'une demande d'analyse de la part des acteurs. Il ne saurait y avoir auto-analyse "que si les acteurs, informés des orientations générales de la recherche, y trouvent le lieu d'une réflexion correspondant à leur propre préoccupation" (Wievorka, 1982:30). Dans les faits, cette demande peut très bien prendre la forme d'une réponse affirmative du côté des acteurs à une proposition du sociologue et de leur désir d'engager avec lui un effort, à certains égards laborieux, d'analyse.

La demande formulée, ou enfin la proposition acceptée avec un certain enthousiasme, le chercheur procédera à la mise sur pied de deux ou plusieurs groupes composés chacun d'une dizaine de militantes et de

militants appartenant ou non à des organisations mais soucieux de scruter le sens de leur lutte. Ces groupes rassembleront ainsi "des acteurs de base proches de la pratique réelle du mouvement et dont la parole n'engage qu'eux-mêmes, contrairement à celle de dirigeants ou de permanents qui n'ont pas toujours la même liberté d'expression" (Wievorka, 1982:31).

L'idée de constituer deux ou plusieurs groupes permet ici de protéger tout simplement le chercheur contre ses propres limitations. Il s'agit ici "d'écarter les spécificités locales et de ne pas les confondre avec les traits généraux du mouvement, afin de construire une analyse capable de s'appliquer à plusieurs situations" (Touraine, 1978: 204). Le chercheur construit les groupes "à partir d'hypothèses sur les principales composantes du mouvement" (Dubet et Wievorka, 1981:116). Les groupes préfigurent en quelque sorte ce mouvement que l'on veut analyser et comprendre. Enfin précisons aussi qu'il ne doit pas y avoir de secret entre le chercheur, les militants et les militantes. Le sociologue explique au départ le plus clairement possible le but, la méthode et les support financiers de sa recherche.

Le travail du groupe

Le groupe de l'intervention sociologique est un "dispositif de recherche" autour d'un problème commun (le sens et les difficultés d'un mouvement) et non un groupe axé sur l'expression de sa vie interne comme collectif ou de celle des personnes qui le composent:

Le groupe d'intervention est centré sur un travail, celui de la production d'une analyse sociologique d'une lutte et cet objectif, constamment présent, organise l'ensemble de la démarche (Dubet, 1982:61).

Pour produire cette connaissance les membres d'un groupe auront à se rencontrer de façon régulière et cela sur environ deux à trois mois.

On peut imaginer qu'un groupe puisse tenir une dizaine de rencontres (parfois plus); celles-ci devraient durer de deux à quatre heures chacune. Ces rencontres seront tantôt "ouvertes" où le groupe recevra des interlocuteurs de l'extérieur, partenaires ou adversaires, du mouvement, tantôt "fermées" où sans interlocuteur il entreprendra, questionné par le chercheur, le travail d'analyse:

(Les rencontres fermées) permettent d'organiser des tours de tables où les positions des uns et des autres se précisent et se diversifient, où les contradictions propres à chacun sont rendues explicites, et où le groupe vit, en définitive, les problèmes internes du mouvement (Wievorka, 1982:33).

Le sociologue ne sera quant à lui jamais seul face au groupe. Aussi faut-il parler de deux chercheurs qui occupent chacun un rôle durant l'intervention:

... un des chercheurs est ... Il dégage les configurations, il souligne les malentendus, les obscurités... il pousse ainsi le groupe vers une mise à distance des discours et des problèmes. D'autre part, le second chercheur est ... Il n'analyse pas le groupe mais la figure de la lutte telle qu'elle s'est progressivement dessinée. Plus exactement, ce qui est analysé, c'est l'histoire de groupe, qui par divers méandres se mettent en position d'analyse... (Dubet et Wievorka, 1981:118).

La conversion

Suite aux rencontres tant "ouvertes" que "fermées", vient l'étape de la conversion. C'est le moment central de l'intervention. Elle exige que les chercheurs, en dehors des groupes, "aient élaboré un ensemble

articulé d'hypothèses sur la nature du mouvement étudié et sur ses significations les plus élevées" (Wievorka, 1982:34). Au moment de la conversion, les sociologues formulent des hypothèses sur le sens de la lutte et introduisent "dans le groupe l'hypothèse la plus favorable, c'est-à-dire celle qui voit dans la lutte la manifestation d'un mouvement social d'importance centrale" (Touraine, 1978:219). La rencontre de conversion durera de préférence tout un week-end, ce qui permettra aux militantes et aux militants d'adhérer ou de refuser les hypothèses qui leur seront soumises, ou encore de proposer à leur tour certaines modifications:

On pourrait penser que tout ceci est bien artificiel et notamment que tout concourt à faire de la conversion un moment de "reconnaissance éblouie" de la pertinence des hypothèses par des militants longuement "travaillés" par des sociologues qui maîtrisent l'information et qui sauraient où ils vont. En réalité il faut se défaire de cette image manipulateuse ou héroïque de la conversion (Dubet et Wievorka, 1981:119).

La conversion, lieu privilégié de l'intervention, "test central de la pertinence de l'analyse" et temps de critiques et de réactions multiples saura à l'occasion servir de tremplin et contraindre les sociologues de revenir sur leurs hypothèses, les reformuler et éventuellement en élaborer de nouvelles. Dubet et Wievorka reconnaîtront que dans leur intervention avec des militants occitans, l'hypothèse qu'ils avaient présentée "a semblé si éloignée des capacités d'action réelles du mouvement qu'il... a fallu revenir plus tard proposer de nouvelles hypothèses plus proches des conditions réelles de l'action" (1981:119).

La sociologie permanente

La validité des hypothèses des chercheurs ne sera pas révélée par la conversion. Cela exigera la poursuite de la démarche de recherche dans une autre phase dite de sociologie permanente. Celle-ci peut comprendre deux temps. Un premier où dans chacun des deux groupes de recherche s'effectue "un travail sur les hypothèses présentées par les chercheurs et réélaborées par eux-mêmes et le groupe" (Wievorka, 1982:35). Ce travail permet de corriger des erreurs, mais surtout de voir si chacun des deux groupes "reconnaît bien les problèmes de la lutte dans l'histoire des deux groupes et dans la sienne propre" (Dubet et Wievorka, 1981:120). Cette étape nécessite également la rencontre, voire la confrontation des différents groupes de la recherche entre eux. Enfin, dans l'acheminement de cette phase de la sociologie permanente, peut être envisagé un deuxième temps: la redescende vers l'action. Il faut alors voir "si d'autres militants situés dans d'autres contextes, ayant parfois d'autres orientations... sont en mesure d'utiliser (l'analyse), non seulement pour comprendre ce qu'ils font, mais aussi pour transcrire en termes programmatiques, l'analyse qui leur est proposée" (Dubet et Wievorka, 1981:120).

NOTES DU CHAPITRE II

1. Voir à ce sujet le numéro d'octobre 1977 de *Sociologie et Société*, plus particulièrement le texte de Robert Sévigny, "Intervention psychosociologique: réflexion critique" (Sévigny, 1977). Également le texte d'Andrée Fortin, "Au sujet de la méthode" (Fortin, 1982).
2. Le texte de Louis Maheu, "Des Mouvements sociaux à la recherche d'une méthode" est sans aucun doute un outil précieux à lire sur ces questions. Maheu souligne un certain nombre de problèmes "de rapports entre théorie et action, entre théorie et pratique, entre concret et abstrait que pose la démarche analytique inspirant l'intervention sociologique" (Maheu, 1982:98).

CHAPITRE III

L'INTERVENTION SUR LE VIF

Vingt-deux heures. La rencontre tire à sa fin. Elles et ils sont là depuis un bon moment à débattre plus ou moins avec acharnement une question controversée. Déjà près de quatre heures de discussion et pour certains, celle-ci se poursuivra beaucoup plus tard dans la nuit.

En convenant de se rencontrer régulièrement sur une base hebdomadaire et pour une période d'un peu plus de trois mois, ces personnes répondaient ainsi à une invitation, personnalisée, que je leur avais lancée quelques semaines auparavant. Malgré le climat aride et parfois même acerbe de ces rendez-vous, les tensions continues qu'il pouvait y avoir entre les uns et les autres, le doute que certains entretenaient sur notre cheminement et l'absence de toute gratification économique ou même scolaire, tous et chacun, à notre soulagement, respectèrent leur engagement et participèrent avec une assiduité plutôt remarquable aux différentes rencontres. Une seule personne dut abandonner la démarche pour une raison qui, dans le contexte de notre recherche, sera facilement excusée: après une période de chômage, elle venait de reprendre son emploi. Il lui était, à son désarroi d'ailleurs, impossible de concilier son horaire de travail aux moments de nos rencontres.

Le groupe producteur d'analyse

L'intervention sociologique, pierre d'assise de cette recherche, regroupait quatorze participants, tous travailleurs et travailleuses précaires ou exclus du marché du travail. Les formes dominantes de cette précarité et de cette exclusion au sein du groupe étaient le travail temporaire, le chômage et l'assistance sociale. L'un ou l'autre des participants a pu passer, tout au long de la période de l'intervention, à l'un ou l'autre de ces statuts. Par exemple, Denis qui au tout début de nos rencontres était travailleur temporaire tomba en chômage; Pascal, sans travail, se trouva un emploi temporaire qui, de plus, devait éventuellement prendre un caractère permanent et ainsi de suite...

Le groupe était composé de sept femmes et sept hommes dont les âges variaient de 23 à 44 ans. Huit avaient trente ans et moins. Elles et ils étaient de la grande région de Montréal, dont pratiquement tous de la ville même. Les types et niveaux de scolarité étaient très variés, passant d'études secondaires inachevées à des études universitaires de premier cycle terminées. La majorité avait complété un niveau d'études collégiales. Elles et ils étaient, à l'exception de quelques-uns, tous d'origine ouvrière, voire plus explicitement de cols bleus.

Pratiquement toutes et tous avaient une expérience passée ou présente de vie militante soit dans un syndicat, une organisation politique, un groupe populaire ou un front de luttes sociales, telle la lutte des femmes. La majorité avait milité ou militait toujours au sein du Syndicat des sans-emploi de Montréal. C'était le cas pour tous les hommes et pour une minorité de femmes. Plusieurs avaient assumé ou assumaient

toujours des responsabilités dans le syndicat.

L'objet de l'intervention

Le groupe, d'une part, témoigne de l'affirmation inégale et plus ou moins voilée de pratiques d'une conscience sociale, et d'autre part produit, l'analyse de pratiques d'organisations, de revendications et de mobilisations menées par le Syndicat des sans-emploi, dont plusieurs des militantes et militants furent des acteurs de notre intervention.

L'objet de l'intervention sera la production par le groupe, en interaction constante avec nous, d'une analyse sociologique de ces pratiques.

Ce processus de production constituera le coeur de notre intervention.

Les motivations des acteurs

La participation à l'intervention a sans contredit recouvert des motifs fort variés. Cela explique d'ailleurs l'intérêt très différent que devait susciter chez les uns et les autres telle ou telle rencontre. Certains pouvaient trouver des thèmes pertinents, des discussions stimulantes; d'autres pas. Rarement il y aura eu unanimité sur cette question. Ces appréciations différentes traduisent également diverses attentes à l'égard de notre démarche. Tout en n'ignorant pas les dimensions psycho-sociologiques latentes qui pourraient aussi expliquer à leur manière la participation à ce type de rencontres (le désir de voir des gens ou encore l'occasion de pouvoir s'exprimer), nous relevons trois motifs qui ont pu inciter à rejoindre notre démarche. Nous les retenons parce que dans le processus de mise sur pied du groupe, ils auront été

fréquemment exprimés. Certains pouvaient se sentir concernés par trois ou deux à la fois, d'autres en un seul. Exprimés brièvement, ces motifs nous apparaissent les suivants:

- l'occasion de partager avec d'autres personnes, vivant des situations semblables à la sienne, une réflexion collective sur les dimensions plus subjectives de la précarité et de l'exclusion du marché du travail, telles: le rapport au travail; les problèmes de la vie affective; les difficultés sociales et économiques; etc.

- l'occasion de pouvoir discuter du syndicat des sans-emploi avec d'autres militantes et militants impliqués dans celui-ci à différents moments mais aussi avec d'autres personnes qui, de l'extérieur, pouvaient être plus ou moins solidaires de ses visées et apporter de nouveaux points de vue. Cela invitait à questionner la raison d'être du syndicat, ses origines, ses formes de regroupement, ses difficultés de fonctionnement, ses débats, ses revendications, ses possibles transformations, etc.

- l'occasion d'aborder de "grandes questions" autour de la précarité de l'emploi et de l'exclusion comme nouveaux défis pour la société, ses mouvements et ses acteurs. Ces "grandes questions" pouvaient toucher les transformations du marché du travail, les changements technologiques, les finalités du travail, la société de consommation, les problèmes des jeunes et des femmes, les rapports aux mouvements ouvriers, etc.

Curieusement peut-être, c'est autour de ces "grandes questions" que l'intérêt était le plus vif. En invitant à aborder très librement

un certain nombre de thèmes généraux, elles permettaient ainsi d'échapper aux problèmes plus personnels, aussi plus intimes, d'échapper également au syndicat qui, déchiré et à bout de souffle, offrait une image plutôt déconcertante et sans grandes perspectives d'avenir.

Les derniers soubresauts d'un syndicat

Au moment où nous formions le groupe, le Syndicat des sans-emploi, très affaibli par ses nombreux déchirements et tourments, était à un point critique. Il se dissoudra d'ailleurs quelques mois après notre dernière rencontre de juin 1984. Cela était prévisible depuis un bon moment, et en ce sens ne saurait être d'aucune manière attribuable à notre démarche de recherche. Peut-être, si nous avions visé ou conclu à la nécessité de tous (militants et non-militants, animateur et chercheur...) de nous impliquer à la remise en marche du syndicat, celui-ci aurait pu vivoter quelques mois de plus. Mais ce n'était pas là l'objet de notre démarche. De toute façon, nous nous serions refusés de transformer notre recherche en tactique pour redonner, artificiellement et à court terme, une apparence de force à une organisation qui, de toute évidence, et selon l'aveu même de ses militantes et militants, n'en avait plus depuis un bon moment. Il devenait logiquement à peu près impossible dans ces circonstances de prédire des jours meilleurs pour le syndicat, à moins de prendre un malin plaisir à l'entretien d'un militantisme et d'un volontarisme aveugles et lyriques.

Ces dernières réflexions ne signifient surtout pas que nous étions indifférent aux résultats de notre intervention. Tout au contraire.

Conscients de l'isolement des précaires et exclus, de l'importance numérique grandissante qu'ils ont pris et devraient prendre pour les années à venir, de la très grande fragilité et des échecs répétés de leurs différentes tentatives d'organisation, de leur quasi-absence de rapports avec le mouvement syndical - cela non seulement au Québec mais aussi dans la majorité des pays occidentaux, nous avons cru nécessaire, à partir d'un groupe dont une majorité était ou avait été impliquée dans une lutte, de cerner ce que pouvaient être les différentes figures, logiques ou formes de consciences portées par ces acteurs et de tenter de comprendre leurs difficultés d'action collective.

Bref, analyser et réfléchir une lutte de précaires et d'exclus pour en saisir particularités, difficultés et différences, pour permettre à des acteurs mis à l'écart et marginalisés d'investir ou de réinvestir le champ des pratiques sociales et, devenons plus audacieux, rendre davantage probable un impossible mouvement.

La formation du groupe

Notre proposition de mener une intervention sociologique reçut un accueil positif sans doute parce que, malgré sa fragilité, les militantes et militants demeuraient toujours interpellés par les enjeux du syndicat.

Nous avons formé le groupe de l'intervention en partant d'un petit noyau de militants et en tentant avec eux, mais également par d'autres voies, de l'élargir en tenant compte des facteurs suivants:

- . la précarité du travail;
- . l'engagement dans le syndicat;

• les expériences de travail et la formation;

• l'intérêt aux différents thèmes que nous proposons.

Ce dernier facteur recoupe d'ailleurs en grande partie ce que nous avons déjà décrit comme "les motivations des acteurs" de la recherche.

Thèmes et rencontres

Les thèmes, dont certains furent proposés lors de la mise sur pied du groupe, ont toutefois fait l'objet d'un consensus lors d'une première séance de travail. Ces séances furent tantôt ouvertes, où le groupe devait confronter des intervenantes et intervenants extérieurs à sa propre démarche, tantôt fermées où le groupe revenait en quelque sorte sur lui-même et travaillait un certain nombre de questions. Ajoutons également que ces rencontres se tenaient en soirée, étaient d'une durée de trois à quatre heures, exception faite de la séance de ... qui fit l'objet d'une journée entière.

Présentons ici, de manière schématique, les jours, les thèmes de ces rencontres ainsi que, s'il y a lieu, les intervenantes et intervenants convoqués. Précisons que l'ensemble des séances se tinrent entre le 21 mars 1984 et le 23 mai 1984, la séance de la conversion le 29 juin 1984.

<u>Jour</u>	<u>Thèmes</u>	<u>Intervenant(e)s</u>
1) 21 mars	- Présentation des aspects techniques de la démarche - Choix des thèmes - Histoires de vie des acteurs	Séance fermée

<u>Jour</u>	<u>Thèmes</u>	<u>Intervenant(e)s</u>
2) 28 mars	- Présentation de la problématique - Premiers thèmes de discussion, la vie privée des précaires: l'amour, la sexualité, la famille, l'engagement et la morale, etc.	Séance fermée
3) 4 avril	- Le rapport au travail	Séance fermée
4) 11 avril	- Histoire et enjeux du syndicat	Séance fermée
5) 18 avril	1ère partie: - Histoire et enjeux du syndicat: la place des femmes 2e partie: - Le mouvement des femmes.	Séance fermée Hélène Paré Martine D'Amours
6) 25 avril	1ère partie: - Retour sur le thème: le mouvement des femmes 2e partie: - les travailleuses et travailleurs retraités - les jeunes	Séance fermée Madeleine Brosseau Michel Croteau
7) 2 mai	1ère partie: - Retour sur le thème: histoire et enjeux du syndicat 2e partie: - Retour sur le thème: le mouvement des femmes (le travail ménager)	Séance fermée Séance fermée
8) 9 mai	1ère partie: - le mouvement écologiste 2e partie: - le mouvement d'action chômage (M.A.C.)	Colette Provost Jules Patenaude

<u>Jour</u>	<u>Thèmes</u>	<u>Intervenant(s)</u>
9) 16 mai	- Travail et syndicalisme	Séance fermée
10) 23 mai	- Le mouvement syndical	Pierre Dupont Irène Ellenberger Gérald Larose
11) 29 juin	- La conversion: discussion sur des hypothèses du chercheur	Séance fermée

La division du travail

Chacune de ces rencontres fut animée par René Doré qui joua en quelque sorte le rôle d'*interprète*, tandis que je me confinai davantage à celui d'*analyste*. Tous les deux, nous prenions ensemble le temps de préparer chaque rencontre et par la suite, d'en faire un bilan.

J'animai la séance de *conversion* du 29 juin et présentai des hypothèses au groupe. Suite à la discussion, j'ai cru tout à fait nécessaire de revenir, en profondeur, sur celles-ci. Les hypothèses formulées aux chapitres V et VII n'ont donc, en réalité, que peu à voir avec celles présentées lors de cette séance. Ce qui, d'une certaine manière, est lié à la dynamique même de l'intervention sociologique.

Écarts de méthode

Bien sûr, y a-t-il un certain nombre d'écarts entre la formulation de certains critères de la méthode et l'application concrète que nous en avons faite. L'objet, les moyens et le contexte même de notre intervention, n'invitaient-ils pas à ces écarts, tout en tentant par ailleurs d'être le plus fidèle possible à l'esprit et la lettre de la méthode?

Comme nous le rappelle d'ailleurs Michel Wievorka, on ne saurait exclure la nécessité "des modifications méthodologiques, voire techniques, pour tenir compte de la spécificité des problèmes étudiés" (Wievorka, 1982: 37).

Ainsi, il aurait été difficile d'envisager pour notre intervention la mise sur pied de deux groupes. La lutte du Syndicat des sans-emploi, et la particularité de ses rapports avec le mouvement ouvrier, représentaient des pratiques plutôt inusitées. Peut-être aurions-nous pu les retrouver aussi dans d'autres régions. Mais il faut reconnaître que nous étions, vu notre attention pour les nouveaux sujets prolétaires, tenu d'effectuer notre intervention en région métropolitaine.

Cela nous a amené, pour assurer la pertinence sociologique de notre travail, à former un groupe plus large et à tenir un grand nombre de rencontres.

Enfin nous n'aurons finalement pas tenu de séances confrontant le groupe à des adversaires. Vu la fébrilité du syndicat et l'opposition d'acteurs de la recherche à cette idée, nous avons jugé plus opportun de laisser tomber une telle rencontre. Ce qui n'empêcha pas qu'il fût, bien sûr, question de ces adversaires, à maintes reprises, tout au long de la démarche.

DEUXIEME PARTIE

LES VAGABONDS DU REVE

CHAPITRE IV

PREMIÈRES QUESTIONS

De nouveaux prolétaires?

Qui sont les précaires et les exclus du marché du travail? De nouveaux prolétaires? Faut-il les considérer comme des acteurs sociaux déterminants pour les luttes de demain? André Gorz voit poindre autour d'eux "une nouvelle majorité où la classe ouvrière traditionnelle n'est plus qu'une minorité privilégiée":

La majorité de la population appartient à ce néo-prolétariat post-industriel des sans-statut et des sans-classe qui occupent des emplois précaires d'auxiliaire, de vacataire, d'ouvrier d'occasion, d'intérimaire, d'employé à temps partiel... (Cette non-classe) englobe l'ensemble de ces surnuméraires de la production sociale que sont les chômeurs actuels et virtuels, permanents et temporaires, totaux et partiels. Elle s'étend à toutes les catégories de la société... (Gorz, 1980: 106-107).

Qu'ils travaillent ou non, les néo-prolétaires recouvrent une multitude de statuts et non-statuts difficilement cernables et fréquemment à l'abri des statistiques de l'emploi:

Il s'agit le plus souvent d'un chômeur apparent, qui travaille en fait de façon précaire, provisoire. On observe d'ailleurs toute une

gradation depuis le "chômeur total" jusqu'au chômeur travaillant à domicile, en passant par le sous-emploi, par la liaison entre le chômage et le travail scolaire, etc. (Trentin, 1979:30).

Le temps mort de l'usine

Précaires et exclus ne monopolisent pas nécessairement le néo-prolétariat. On peut, par exemple, travailler tous les jours sur une "chaîne de montage" et faire aussi figure de nouveau prolétaire;

Un nouveau sujet productif fait son entrée dans l'usine: son identité et ses comportements sont inédits, son profil incertain, mais il laisse entrevoir le visage de l'ouvrier des années quatre-vingt (Revelli, 1981:125).

Marco Revelli décrit les quelques 10 000 jeunes ouvrières (64) et ouvriers rentrés à la Fiat à la fin des années 70. Pour lui, ces nouveaux sujets, souvent plus scolarisés et habitant de grands centres urbains, représentent une "rupture totale" avec l'expérience ouvrière des années 60.

Après avoir cité le cas limite d'un jeune ouvrier de l'automobile, il conclut que cela met en évidence une crise d'identité réelle, une impossibilité à s'identifier à son rôle productif de la part d'un sujet social de plus en plus déterminé, dans ses comportements et ses valeurs, par des incitations provenant de l'extérieur de l'usine, propres aux métropoles modernes (Revelli, 1981:126). Pour la nouvelle classe ouvrière, le temps à l'usine est du "temps mort" et "le temps de la vie commence en dehors de l'atelier".

Absence de rapport direct à la production

Autre version du nouveau prolétaire, celle de Touraine, Wieworka et Dubet (1984:288) pour qui la figure classique de l'O.S. (l'ouvrier spécialisé) fait place à "un type nouveau de travailleur essentiellement caractérisé par le fait qu'il n'entretient pas de rapport direct à la production".

Du sans-statut et sans-classe de Gorz au sujet productif de Revelli, en passant par ce type nouveau de travailleur "sans rapport direct à la production" de Touraine, Wieworka et Dubet, la place des nouveaux prolétaires dans les rapports sociaux de production n'est pas facile à déterminer, comme s'ils pouvaient être à la fois chômeurs, précaires, employés affectés à des travaux d'entretien ou de contrôle, ouvrières et ouvriers sur une chaîne de montage...

Question de conscience

Mais ce qui semble foncièrement nouveau n'est-ce pas davantage le développement depuis la fin des années 60 de nouvelles valeurs, sensibilités et revendications, voire le développement d'une nouvelle conscience de classe qui subvertit à la limite toutes les catégories de statuts ou de non-statuts d'emploi, mais dont les formes d'expression les plus manifestes, parce que les plus dérangeantes, se retrouvent chez les jeunes plus ou moins scolarisés, précarisés et exclus du marché du travail. Crise ou pas, restructuration ou pas, émerge petit à petit avec des hauts et des bas, des zones grises, des ambiguïtés et des

contradictions multiples, un nouveau type de conscience qui révèle à son tour de nouveaux acteurs sociaux. Cette conscience annonce le déclin de la conscience de la classe ouvrière traditionnelle; elle a pris forme en pleine période de croissance et poursuit son chemin, sous des aspects tout à fait inattendus à travers la crise, les restructurations et l'éclatement plus accentué du marché du travail. Ses manifestations symboliques et concrètes ont suscité la curiosité à son égard et permis d'identifier, dans des termes variés et souvent contradictoires, un nouveau sujet social. Ces dernières bouleversent aussi les modes familiers d'appréhension et d'analyse de l'univers prolétaire et du mouvement ouvrier:

Alors que le prolétariat industriel tirait de la transformation de la matière un pouvoir objectif qui le portait à se considérer lui-même comme une force matérielle, base de tout devenir social, le nouveau prolétariat est non-force, dépourvu d'importance sociale objective, exclu de la société... Il n'est donc pas question pour lui de s'approprier l'agencement d'appareils auquel cette société, à ses yeux, se réduit, ni de soumettre quoi que ce soit à son contrôle. Il s'agit seulement pour lui de conquérir, à côté et sur l'agencement des appareils, des espaces croissants d'autonomie, soustraits à la logique de la société, la contrecarrant et permettant à l'existence individuelle de s'épanouir sans entraves (Gorz, 1980:111).

Chez Gorz la conscience néo-prolétaire est l'antithèse de la conscience ouvrière. Il n'y a plus d'identification au travail social de production mais plutôt refus, fuite et négation du travail perçu lui-même comme négation; il n'y a plus de conception de société à venir, "la grande affaire n'est pas de prendre le pouvoir afin de bâtir un monde mais de reprendre le pouvoir sur sa propre vie en la soustrayant

à la rationalité productiviste et marchande" (Gorz, 1980:114). Le discours de Gorz sur le prolétaire post-industriel rejoint à plusieurs égards celui des autonomes italiens sur le jeune prolétariat urbain :

Les couches sociales du jeune prolétariat, extérieures à l'usine, ne sont plus définissables sur le modèle d'une force de travail qui cherche à se vendre et peut fonctionner comme élément de pression; la transformation du quotidien et de la perception culturelle du temps même, la conscience qu'il est possible de vivre sans travailler, font plutôt d'elles un élément d'accélération du processus de libération... Le jeune prolétariat fait pression contre l'usage même de la force de travail: en élaborant des possibilités de libération et de transformation de la vie qui, non seulement le rendent insensible au chantage du salaire, mais qui suscitent des structures d'automatisation matérielle par rapport à l'usine... (Berardi, 1978:43).

Refus du travail, transformation du temps de vie libéré du travail et "possibilité de reproduire le monde des biens sans enchaîner toute la vie au travail", sont pour Berardi les traits marquants de l'ouvrier social, nouveau sujet prolétaire de l'autonomie italienne.

Franco Piperno s'exprime également dans des termes semblables :

Pour (l'ouvrier social), le travail est une obligation à laquelle il faut s'astreindre pour vivre. Ses formes de luttes sont très anonymes: la plus importante étant sûrement de s'absenter du travail, car il le considère comme nocif. Quand il est en position de quitter l'usine, il s'engage dans un processus qu'on appelle une "ligne de fuite, c'est-à-dire qu'il se retire du contrat capitaliste dès que ses revenus le lui permettent. Ainsi libéré des contraintes du procès de travail, il voyage, s'adonne à la musique, dépense, bref il jouit (Piperno, 1982:139).

Toutes ces réflexions révèlent les caractéristiques, le plus souvent en opposition à la culture ouvrière traditionnelle, du nouveau sujet prolétaire. Elles décrivent son rejet de l'usine, son refus de s'identifier au travail, sa recherche d'un nouveau rapport au temps, sa volonté d'autonomisation de la vie matérielle, son refus "d'aligner sa vie sur des lendemains qui chantent", et enfin l'affirmation d'une identité collective mais surtout très individualisée. Ces réflexions, plutôt exhaustives, annoncent fréquemment derrière le nouveau prolétaire le profil de l'acteur "des grandes luttes de demain".

Un acteur sans capacité d'action

Touraine, Wieworka et Dubet, tout en reconnaissant le nouveau sujet prolétaire, issu "des transformations du marché de l'emploi et de la modernisation de l'appareil productif", demeurent plus que très prudents sur ses capacités de s'imposer comme "figure centrale" de grands combats sociaux. Pour eux le nouveau prolétaire s'éloigne de la conscience de classe ouvrière traditionnelle, voire du mouvement ouvrier, dans trois principaux aspects :

- rejetant la culture industrielle, il déserte le champ des conflits opposant ouvriers et maître de la production pour le contrôle des ressources propres aux sociétés industrielles;
- se tenant à distance de la contestation relative de l'organisation de la production, il se dissocie des ouvriers, qualifiés ou non, pour qui le sens des luttes réside dans le travail; incapable donc de réellement s'engager dans des luttes sociales, il devient un acteur essentiellement politique et se tourne vers l'état.

- enfin faute d'un principe positif à opposer au marché du travail dont il est totalement dépendant, son action politique ne s'organise que par le biais d'une soumission à des agents politiques ou intellectuels extérieurs, bien différents d'une figure sociale positive comparable à celle des ouvriers qualifiés qui ont orienté le mouvement ouvrier vers un projet. (Touraine, Wieworka et Dubet, 1984:292).

Selon ces sociologues, les nouveaux prolétaires, loin des grandes luttes sociales, tendent plutôt à alimenter, par leurs conduites de crise, des mouvements politiques dont ils ne produisent ni ne contrôlent eux-mêmes les orientations.

Le maillon le plus vulnérable

Danielle Linhart vient aussi jeter une "douche froide" sur les nouveaux prolétaires et plus particulièrement sur cette propension subversive au refus du travail qui devrait les caractériser. Selon elle, de nombreuses enquêtes effectuées sur le rôle du travail dans la vie démontrent que la plupart des gens actifs, quel que soit leur type d'activités, entretiennent une relation ambivalente et contradictoire au travail. Cette ambivalence varie selon les individus en fonction de leurs conditions d'emploi. Elle peut succinctement être résumée ainsi: d'une part le travail donne un sens à la vie, d'autre part le travail empêche de vivre, empêche de profiter de la vie. L'auteure souligne également que ces attitudes de refus et de besoin du travail coexistent simultanément chez les mêmes personnes (Linhart, 1984:1292-1296).

Toujours selon Linhart, dans le processus de restructuration que nous traversons, les employeurs jouent subtilement l'ambivalence du

du rapport au travail, "pour s'adapter aux nouvelles contraintes de l'économie internationale".

Leur habilité consiste à solliciter brutalement une seule des deux orientations contradictoires du rapport au travail: à viser le maillon le plus vulnérable de l'ambivalence, le plus vif, c'est-à-dire le dégoût d'un travail vécu quotidiennement comme contrainte (Linhart, 1984:1307).

Cela contribue, selon la sociologue, à dé-responsabiliser socialement les employeurs tout en leur permettant d'avoir les mains plus libres pour agir. Car après tout, "priver de leur emploi des gens qui aspirent au fond à s'en libérer ne constitue pas en soi une mesure répréhensible" (Linhart, 1984:1310). Les employeurs s'attaquent ainsi au maillon le plus faible, à ceux qui sont objectivement plus vulnérables, plus fébriles aux contraintes du travail et cela d'autant plus "qu'ils ne sont pas protégés par l'opinion publique: c'est-à-dire essentiellement les femmes, les jeunes et les "vieux salariés" (Linhart, 1984:1310-1311).

Les illusions trompeuses de l'esprit de Mai

Linhart met aussi en garde sur ce qu'elle dénomme "l'esprit de Mai", faisant allusion ainsi aux conséquences sur les travaux des sociologues de la "fièvre de-soixante-huit":

La liberté d'exprimer concrètement (comportement de refus tels que l'absentéisme, la grève, le turn-over, le sabotage, etc.) et idéologiquement (prises de position, discours, slogans, graffitis, tracts, etc.) le dégoût d'un travail et d'un mode de vie frustrant, avait, en effet, fait oublier, même aux sociologues les plus avertis, que le rapport au

travail dans nos sociétés industrielles était dual et contradictoire (Linhart, 1984:1310).

Et enfin, comme pour s'assurer que nous ne pourrions oublier cet autre côté du travail vécu aussi comme un besoin et nous éloigner à tout jamais des tentations de "l'esprit de Mai", Danièle Linhart nous rappelle que "des enquêtes menées parmi des jeunes de cités de transit, tous pratiquement travailleurs intérimaires, révèlent que la grande majorité d'entre eux aspire de toutes ses forces à un emploi stable" (Linhart, 1984:1312).

NOTE DU CHAPITRE IV

1. Sur l'autonomie italienne, on pourra lire Sergio Bologna "The Tribe of Moles", publié par la revue *Semiotexte*, New York (Bologna, 1980). Ce numéro comprend également plusieurs textes, "classiques" de l'autonomie permettant d'entrevoir les mutations théoriques et politiques de l'opéraisme. Sur cette question, voir aussi le texte de Benjamin Coriat, "L'opéraisme italien" dans *Dialectiques* de l'automne 80 (Coriat, 1980).

CHAPITRE V

PREMIERE HYPOTHESE

L'affirmation d'une conscience néo-prolétaire

Il n'y a pas de classe ouvrière sans conscience de classe ouvrière.

Il n'y a pas de conscience de classe ouvrière sans mouvement ouvrier.

Il n'existe pas de "classe en soi". Il n'existe pas de classe sans conscience de classe. Il n'existe pas de conscience de classe sans mouvement qui la mette en oeuvre:

L'opposition entre une définition des classes comme situations, et des classes comme acteurs à la fois orientés vers des valeurs et engagés dans un conflit social, est si importante qu'il apparaît préférable... de parler de mouvements sociaux plutôt que de classes sociales, bien qu'il soit impossible d'abandonner l'usage du mot classes pour nommer les catégories sociales auxquelles les mouvements sociaux organisés se réfèrent (Touraine, 1984:101-102).

Identifier l'émergence d'une figure prolétaire comme catégorie sociale "sans rapport direct à la production", composée en grande partie de sans-statut, de précaires et d'exclus tant intellectuels que manuels et issue à la fois de la crise, des restructurations multiples, de la modernisation rapide et constante des processus de production et de communication, ne suffit surtout pas pour décréter sociologiquement la présence d'une nouvelle classe sociale. Parler de classe, ce serait

percevoir un nouveau conflit central, autour d'enjeux sociétaux communs à deux grands antagonistes révélés par des mouvements et consciences propres à chacun d'eux.

Cela dit, nous posons toutefois comme première hypothèse de notre recherche qui se forme, plus ou moins graduellement et très inégalement, à travers une nouvelle figure prolétaire mais aussi bien au-delà d'elle, une conscience sociale que nous qualifierons, à défaut d'un concept plus à-propos, de *néo-prolétaire*. "Néo", parce que les formes d'articulation des principes d'identité, d'opposition et de totalité de cette conscience sont différentes de celles de la conscience de classe ouvrière traditionnelle. "Prolétaire" parce que produite par un *nouveau sujet prolétaire*, elle inscrit le travail et le système de production comme points de repères et axes privilégiés de ruptures et de propositions.

La conscience *néo-prolétaire* ne saurait bien sûr s'approprier ou dominer les autres consciences sociales portées par de nouveaux mouvements sociaux tels le mouvement écologiste et le mouvement pacifiste. Elle ne saurait non plus soumettre ses "sujets" à ses seuls horizons. Tout comme l'ouvrier qui "ne se définit pas seulement par sa situation de classe, sa place dans le système de production" (Touraine, 1978:95), mais exprime également une situation nationale, politique et religieuse, le nouveau sujet prolétaire fera de même et de manière encore plus marquée d'autant plus que la conscience *néo-prolétaire* n'a pas sur lui l'impact de la conscience ouvrière sur l'ouvrier. La conscience *néo-prolétaire* n'est pas une conscience de classe portée par un mouvement au sens fort du terme. Conscience sociale, elle est portée par des collectifs et des groupes sociaux, elle peut aussi traverser le mouvement

syndical ou les nouveaux mouvements sociaux. C'est une conscience embryonnaire. Elle est à la fois décomposition de la conscience de classe ouvrière et recomposition d'une nouvelle conscience. C'est une conscience sociale parce que tout en étant souvent étroitement dépendante de l'Etat, elle peut aussi être alternative, investir les nombreuses sphères de la société civile, proposer d'autres logiques, d'autres modes de croissance et de développement.

• De la conscience de classe ouvrière à sa décomposition

Pour bien démarquer la conscience néo-prolétaire de la conscience ouvrière, revenons sur cette dernière.

Touraine, Wierwinka et Dubet (1984:391) perçoivent "deux grandes faces de la conscience de classe ouvrière qui doivent s'intégrer pour que se constitue véritablement le mouvement ouvrier". Il y a d'un côté une "conscience fière" appuyée sur un principe positif (la qualification, le métier et l'autonomie prolétarienne) et de l'autre une "conscience prolétarienne" définie par la privation.

La conscience de classe ouvrière s'articule autour de trois grands principes qui recoupent en quelque sorte la figure triangulaire proposée par Touraine pour l'analyse des mouvements sociaux:

- un principe d'identité où l'acteur est défini par son apport de travail et sa place dans les rapports sociaux de production.
- un principe d'opposition où l'acteur conteste la domination des industriels, organisateurs du travail dont l'emprise dépossède les uns de leur métier et prive les autres de toute définition positive d'eux-mêmes et de leur travail.

- un principe de totalité où l'acteur ne parle pas seulement au nom de ses intérêts particuliers, et en appelle au contrôle par les travailleurs des moyens de production des richesses créés par le travail collectif et confisqués par les patrons' (Touraine, Wieworka et Dubet, 1984:391).

Cette conscience de classe ouvrière, ébranlée par la transformation des formes de production industrielle qui lui avaient donné naissance, se décompose et "la distance s'accroît entre les catégories à haut (ou même moyen) niveau de qualification technique, et celles qui dessinent le nouveau visage du prolétariat" (Touraine, Wieworka et Dubet, 1984:397).

Pour Touraine, Wieworka et Dubet, le nouveau prolétaire, témoin du déclin du mouvement ouvrier, s'en éloigne dans trois de ses principaux aspects

- rejetant la culture industrielle, il déserte le champ des conflits opposant ouvriers et maître de la production pour le contrôle des ressources propres aux sociétés industrielles;

- se tenant à distance de la contestation relative de l'organisation de la production, il se dissocie des ouvriers, qualifiés ou non, pour qui le sens des luttes réside dans le travail; incapable donc de réellement s'engager dans des luttes sociales, il devient un acteur essentiellement politique et se tourne vers l'Etat;

(faute d'un principe positif à opposer au marché du travail dont il est totalement dépendant, son action politique ne s'organise que par le biais d'une soumission à des agents politiques ou intellectuels extérieurs, bien différents d'une figure sociale positive comparable à celle des ouvriers qualifiés qui ont orienté le mouvement ouvrier vers un projet (Touraine, Wieworka et Dubet, 1984:292).

Pour ces sociologues, le nouveau prolétaire si vulnérable à la récente évolution du marché du travail ne préfigure en rien un nouveau

mouvement social? Il n'est tout au plus qu'un élément pour ainsi dire éclaté du mouvement ouvrier en déclin.

Un sujet plus riche qu'une figure éclatée

Dans l'encherche à faire du nouveau prolétariat la figure sociale des luttes de demain, ne peut-on pas y voir autre chose qu'un élément éclaté d'un mouvement ouvrier en déclin?

Figure certes fragile, et d'ailleurs plus sujet qu'acteur, le nouveau prolétariat annonce aussi autre chose. Non pas la reconstruction de la conscience ouvrière traditionnelle, mais des éléments d'une nouvelle conscience, de nouveaux mouvements, une transformation, perceptible du moins sous forme de questionnement, des discours, et pratiques du mouvement syndical. Celui-ci se transforme également et n'est pas nécessairement contrainant face au déclin de la conscience ouvrière de se rétroquaviller sur le corporatisme et/ou sur le compagnonnage plus ou moins paternel ou fraternel de nouveaux mouvements sociaux. Les deux voies ouvertes au mouvement syndical "celles de la négociation collective et des politiques sociales" (Touraine, Wievorka et Dubet, 1984: 397) sont peut-être finalement étroites et de courtes vues. N'est-il pas possible que la voie des politiques sociales puisse s'articuler autour d'enjeux précis, locaux, et reproduise concrètement ainsi des préoccupations qui n'avaient pas jusqu'ici été insérées dans le champ de la négociation collective? N'est-il pas également probable que la grande bouée de sauvetage du mouvement syndical face au déclin du mouvement ouvrier, ne soit pas nécessairement son institutionnalisation politique toujours plus grande? Le déclin du mouvement ouvrier et le déclin de

sa forme de conscience sont aussi traversés par l'émergence d'éléments d'une nouvelle conscience véhiculée tant par de nouveaux mouvements que par de nouveaux sujets sociaux. Ces derniers sont aussi une composante du mouvement syndical bien que politiquement marginalisés et peu présents. Les réflexions de Touraine, Wievorka et Dubet trop axées sur certaines manifestations du néo-prolétariat comme tentatives "boiteuses" de mouvement (l'autonomie italienne par exemple) en négligent d'autres qui, en soi, ont beaucoup moins d'éclats tout en annonçant toutefois des traits de conscience différents et porteurs de significations multiples, tels ces courants, sensibilités et entreprises alternatives qui loin de s'en remettre essentiellement à l'Etat pour médiatiser ses exigences, s'autonomisent très souvent à travers leurs propres actions.

L'intervention sociologique que nous avons menée auprès de précaires et d'exclus nous a conduit à percevoir derrière le nouveau prolétaire un acteur beaucoup plus complexe qu'une figure de décomposition et plus riche qu'un sujet en rupture avec la culture industrielle qui serait dénué de principe positif à opposer au marché du travail, soumis à des agents politiques ou intellectuels extérieurs et incapable de s'engager dans des luttes sociales. Nous y avons vu non pas un acteur historique, ni même un acteur social, mais certainement un sujet social sans doute différent de l'ouvrier qualifié qui a orienté le mouvement ouvrier vers un projet, mais capable toutefois par ses refus, ses préoccupations, ses connaissances, ses exigences, de penser et mener des luttes orientées par d'autres projets.

Les deux versants de la conscience néo-prolétaire

La "conscience néo-prolétaire" est sociale et non de classe. Elle n'est ni portée par un acteur de classe, ni par un grand mouvement social. Elle est embryonnaire, diversifiée, personnaliste et traverse collectifs, organisations et mouvements. Tout comme la conscience de classe ouvrière traditionnelle composée d'une "conscience fière" et d'une "conscience prolétarienne", la conscience néo-prolétaire comprend également deux volets: une appuyée sur la recherche d'une autre logique de croissance, plus qualitative que quantitative, plus sociale qu'industrielle, portée par de jeunes ouvrières et ouvriers urbains, des employés des services, des intellectuels, scientifiques, artistes, concepteurs, créateurs, communicateurs, souvent militantes et militants de collectifs et mouvements et vivant dans la plupart des cas différents aspects de la précarisation du travail, une animée par le refus, le rejet de la culture industrielle et portée principalement par les précaires et les exclus moins scolarisés, condamnés au travail non qualifié. Contrairement à la conscience ouvrière qui a tiré sa force de la jonction de ses deux consciences, les consciences alternative et scandaleuse, loin de se rejoindre, jusqu'ici s'ignorent et semblent réduites à coexister de manière parallèle. Précisons qu'il n'y a surtout pas de correspondance nécessaire entre précaires et exclus moins scolarisés et le versant "scandaleux" de la conscience néo-prolétaire. Précaires et exclus peuvent également s'identifier à la conscience ouvrière traditionnelle - c'est généralement le cas des plus âgés - et constituent ainsi ce que nous appellerons les *précaires précaires*, figure dominante de la

précarisation dans le discours du syndicalisme et fort bien illustrée particulièrement par les ouvriers dans la quarantaine victimes de fermetures d'usine.

Une conscience pluridimensionnelle, plurielle et alternative

La conscience néo-prolétaire est pluridimensionnelle dans son principe d'identité, plurielle dans son principe d'opposition et alternative dans son principe de totalité.

L'identité pluridimensionnelle

Refus de toute forme de travail taylorisé, répétitif et monotone, que ce soit dans une usine, une banque, un commerce, un hôpital... ce n'est pas tant le travail, dans son essence même qu'elle questionne, mais l'abrutissement, la monotonie et l'aliénation de ses formes concrètes. Il ne s'agit pas ici, un peu à l'image de la face prolétaire de la conscience ouvrière, d'un acteur blessé qui se sent diminué par son travail, mais de l'affirmation d'un rejet catégorique d'un travail "plate, frustrant et aliénant". L'identité comme travailleur ne sera pas confinée dans ce qu'on fait ou ne fait pas sur le marché du travail, mais dans ce qu'on est et qu'on peut potentiellement faire malgré celui-ci. L'écart devient si grand entre ses aspirations et/ou sa formation socio-professionnelle et le travail concret exécuté, que ce dernier ne peut alors difficilement être vécu que sous l'aspect d'une *désillusion passagère*.

Mais s'il y a refus du travail taylorisé, répétitif et monotone, il y a aussi refus du non-travail. Personne dans notre groupe d'intervention ne se glorifie d'être sans-emploi. Il n'y a aucun signe d'une identification fière au chômage: des boutades occasionnelles certes, mais jamais vraiment sérieuses. Cela ne signifie pas qu'on quitterait sans regret le chômage pour un travail aliénant: "au bout de la corde peut-être, pas avant". S'il y a à la fois refus du travail taylorisé et refus du non-travail, le besoin de travailler, de faire quelque chose et d'être socialement utile; est très présent. Curieusement, l'identité ne se fait pas à travers ce qu'on exécute (travail souvent précaire, sans grande importance, le plus souvent perçu comme période d'attente avant de faire autre chose), ou ce qu'on ne fait pas (chômage, assistance sociale), mais à travers ce qu'on pourrait faire et fera. Par exemple, les projets d'études; souvent vagues et imprécis, occupent une place très précieuse - plus de la moitié des gens impliqués dans notre intervention en entretiennent - parce qu'ils permettent d'imaginer potentiellement un travail où l'on pourrait peut-être se réaliser vraiment. Cette conscience très forte de ne pas être un produit fini qui doit rester confiné à un boulot bête toute sa vie et l'importance d'un projet permettant de se définir autrement, voilà des formes aux contours incertains que semble prendre le principe d'identité chez le nouveau prolétaire.

Si la face prolétarienne de la conscience ouvrière pouvait aussi s'exprimer par le refus du travail le plus souvent impossible, la conscience néo-prolétaire rend ce refus possible et effectif. Pour le néo-prolétaire, le travail taylorisé d'usine et de bureau relève du

non négociable. Cela représente une rupture avec la conscience ouvrière traditionnelle. Il acceptera de s'y contraindre temporairement parce qu'il sait ou pense qu'il pourra y échapper, soit par des projets d'études, de voyages, d'entreprises plus ou moins alternatives et communautaires, soit parce qu'il le fera le temps nécessaire pour se "recycler", pour le droit aux allocations du chômage, soit pour la consommation d'objets d'évasion.

Mais s'il y a ce refus catégorique du travail abrutissant et aliénant, il y a aussi une grande adhésion au travail de communication, de relations sociales, de création artistique ou intellectuelle. Lorsqu'on exécute ce genre de travail, même très marginalement, on sent qu'on se réalise, qu'on fait vraiment quelque chose. Le travail apprécié, valorisé, est le travail créateur. Les moyens pour y arriver sont multiples, les projets diversifiés et personnalisés. On préfère prendre ce qui passe, si cela est intéressant, même si ce n'est pas pour longtemps et peu rémunérateur comparativement à un boulot plus ennuyant.

On est instable mais disponible. Bien sûr cette instabilité et cette disponibilité sont nourries par les conjonctures de crise, de restructuration et de pauvreté grandissante qui les accompagnent, mais elles sont également le produit de sensibilités extrêmement vulnérables à la monotonie et à l'abrutissement. Bref, elles ne sauraient être que l'effet d'un marché du travail précarisé et, plus que réponses, elles sont aussi actions et expressions, individuelles plus que collectives, du refus de l'aliénation. Et c'est précisément parce que les pouvoirs perçoivent la présence de ce refus qu'ils tentent par différents moyens d'acculer ses acteurs à un plus grand dénuement (baisse des allocations

de chômage, mesures d'intimidation et contraintes incitatives, maintien de l'assistance sociale, particulièrement chez les moins de 30 ans vivant bien au-dessous des seuils de pauvreté...) pour les obliger à se soumettre ainsi à un travail, non choisie, non désiré et en deça des conditions minimales d'emploi.

S'il y a une ambivalence entre d'une part, le travail qui donne un sens à la vie et d'autre part, le travail qui empêche de vivre, et bien soyons transparents: pour le "sujet" de le travail abrutissant est non-sens et son besoin n'existe pas, si ce n'est à la limite pour ne pas crever ou encore si on le force à l'exécuter.

L'usine est un bagne et l'écran cathodique, un barbelé. Plutôt que de s'y enfermer, la fuite sous toutes ses formes et permissivités devient une planche de salut. S'il y a fuite du travail plate et dégueulasse, il y a aussi fuite des conditions matérielles nécessaires pour s'y obliger. Les unions amoureuses sont libres et on n'a pas d'enfants; non parce qu'on ne le souhaiterait pas, mais parce qu'on se refuse à demeurer coincé dans le cercle infernal du métro-boulot-dodo toute sa vie.

Le nouveau prolétaire sait que progrès et amélioration des conditions de travail ne vont pas nécessairement de pair. Il sait que le travail parcellisé n'échappera pas à une parcellisation encore plus grande. A la lutte "caduque" à l'intérieur de l'entreprise, il privilégie la fuite et la possibilité de faire autrement, autre chose.

Polyvalente, changeante et déroutante, voilà pourquoi nous parlons d'une identité pluridimensionnelle: tout le contraire d'une résignation à une

vie dans les murs de l'usine, de l'entrepôt ou de la compagnie de finance. Elle est aussi forte identification à un travail socialement utile et/ou créateur, forte identification également à ce qu'on fera demain grâce à un projet que l'on veut mettre en oeuvre malgré la précarité et la marginalité que l'on doit assumer aujourd'hui.

Opposition plurielle

Le néo-prolétariat déserte le champ des conflits opposant ouvriers et maître de la production pour le contrôle des ressources propres aux sociétés industrielles. Mais s'il déserte ce champ, c'est parce qu'il n'accorde plus de légitimité au maître, qu'il le réinvestit à un autre niveau, au-delà de l'entreprise, lieu traditionnel d'affrontement.

— C'est aussi qu'il perçoit d'autres adversaires tout aussi puissants que les maîtres de l'organisation de la production. Le principe d'opposition s'élargit. Non seulement le néo-prolétaire ne peut plus subir la domination arbitraire des gestionnaires de l'organisation du travail, mais il ne peut plus subir également la domination autoritaire des technocrates, metteurs en scène du sens du travail et de sa finalité, fabricants de symboles, de fantasmes, de besoins individuels et collectifs. Ce n'est donc pas uniquement le caractère abrutissant du travail qui est non négociable, mais sa "débilité". Le travail n'est pas que "dégueulasse", il est aussi "débile"; ce qui en fait invite à une rupture encore plus profonde. On se sent ridiculisé de travailler à produire de la "camelotte" inutile et insignifiante. Ce n'est plus seulement un sentiment d'exploitation ou d'oppression qui joue ici, mais un profond sentiment d'aliénation de ses énergies, de son talent et de son temps.

Ce n'est donc pas tant la fin de l'affrontement avec le maître de la production qui caractérise le champ des conflits du nouveau prolétaire, mais l'extension de l'adversité aux technocrates gestionnaires des types de consommation. La fuite se fait d'autant plus invitante qu'on saisit mal comment définir des priorités et organiser l'action pour faire face à tous ces adversaires à la fois, tous présents au cœur même du processus de production. Echapper à tout travail, à un travail non seulement déqualifié mais aussi absurde et à la limite contre-productif se vit comme une nécessité encore très isolée et incapable de prendre forme collectivement. Le conflit devient plus global, insaisissable: la lutte se déplace. Chez le nouveau prolétaire, l'affrontement ne prend pas nécessairement forme dans le travail mais sur le travail et la fuite devient expression de lutte.

L'abandon d'une polarisation unique contre le maître de l'organisation du travail ne rend pas le nouveau prolétaire incapable de luttes sociales, n'en fait pas non plus un acteur essentiellement politique. Que cet acteur soit aussi politique, cela ne fait pas de doute et peut d'ailleurs être fort bien illustré par ces actions parfois éclatantes du Regroupement autonome des jeunes (R.A.J.) qui se sont d'ailleurs menées. Le plus souvent, mais non nécessairement, - rappelons leur "sitting" à la Bourse de Montréal au printemps 84 - envers l'Etat.

Le sujet néo-prolétaire est aussi social, il investit les mouvements sociaux, produit des pratiques alternatives, évite l'Etat partout où il peut le faire et ne s'en remet à lui que pour des questions précises ou lorsqu'il n'a plus d'autres choix. Le nouveau prolétaire loin d'être un acteur essentiellement politique, lutte au contraire pour la

réappropriation du social à travers la recherche de la maîtrise des lieux et des temps de sa vie quotidienne.

Enfin, c'est à tout le contraire d'une soumission à des agents politiques et intellectuels extérieurs. Le néo-prolétariat s'individualise, subjectivise ses formes de subversion, personnalise ses luttes sociales. Il est aussi, dans l'un de ses versants, une figure intellectuelle. Il est intelligence et connaissance, marginalisé objectivement mais insoumis subjectivement.

La totalité alternative.

Le nouveau prolétaire ne peut pas prendre au sérieux l'enjeu de la croissance économique et du développement industriel parce qu'il sait que cela conduit à la catastrophe nucléaire, à l'épuisement des ressources naturelles, au sous-développement, à la misère et à la faim. Son univers social n'est pas seulement le milieu de travail, ni le quartier, mais la planète toute entière. Il n'arrive plus à croire aux revendications traditionnelles des travailleurs comme enjeux sociaux fondamentaux. Il n'a pas de projet social précis et l'immensité des problèmes qu'il perçoit le conduit au scepticisme, à l'incertitude et au retrait, forme ultime non pas de désengagement, mais d'individualisme critique. La rupture que fait le néo-prolétariat avec la société du progrès, l'angoisse qui l'habite face au caractère traumatisant des grands enjeux sociaux, l'incertitude et le scepticisme qu'il traîne en font encore ici plus un sujet social qu'un acteur. Tout ce que porte ce sujet, préfigure de l'émergence d'une conscience sociale plus complexe,

plus universelle que la conscience ouvrière traditionnelle: ce n'est pas l'absence d'un principe positif à opposer au marché du travail, mais l'affirmation d'un principe plus global où l'enjeu ne saurait être que le travail pris isolément mais ses liens avec l'ensemble des rapports sociaux, avec l'ensemble des dimensions éco-systémiques de la production. Le travail est abordé beaucoup plus largement, ses enjeux cessent de se limiter à l'entreprise, les rapports sociaux de production questionnent l'ensemble des rapports sociaux.

Pour le nouveau prolétaire l'enjeu social n'est plus tellement la croissance industrielle mais la survie de la planète. Il n'y a pas les lendemains qui chantent, mais l'assurance, si rien ne change, d'une possible catastrophe finale. Le "no future" loin d'être une expression anti-sociale est profondément sociale, devient un cri pour la vie, un cri d'alarme contre l'insupportable fragilité de la planète et le non-sens du développement industriel - par conséquent voire aussi du travail - qui conduit à son effondrement. Il traduit ainsi l'expression d'une lucidité certaine de véritables enjeux sociaux.

Conscience scandaleuse et conscience alternative

Tout comme la conscience de classe ouvrière traditionnelle s'articule autour d'une conscience fière (l'ouvrier de métier) et d'une conscience prolétarienne (le manoeuvre), la conscience néo-prolétaire, comme nous l'avons déjà souligné, s'articule également autour de différents visages: le néo-prolétaire scandaleux et le néo-prolétaire alternatif.

Le néo-prolétaire scandaleux

C'est le point de rupture avec la conscience de classe ouvrière. C'est le refus viscéral du boulot abrutissant (organisation du travail) et "débile" (finalité). C'est la fuite, la conduite arrogante, le mépris du boulot-méto-dodo. C'est le nihilisme ou la marginalisation sociale comme forme ultime de lutte. C'est l'opposition à tout, à "la société de merde, aux patrons petits cons, aux caves qui boulonnent et qui en sont complices".

Côté cour, c'est souvent "la rage", pour reprendre l'expression utilisée par François Dubet². Ce sont les blousons noirs, les punks durs, les voleurs à domicile, les prostitués. C'est le plus prolétaire des nouveaux prolétaires, souvent le moins scolarisé, celui dont la rupture avec le travail est la plus violente et "sauvage". C'est: "les classes dangereuses".

Côté jardin, c'est l'artiste décroché, le rêveur solitaire, le musicien de la rue. C'est aussi le grand voyageur, le coureur des bois "des temps modernes", celui que l'on retrouve dans les auberges de jeunesse de tous les pays occidentaux, celui qui s'installe des années sur la côte ouest canadienne ou américaine, sur une petite île de la Méditerranée ou dans un village perdu au coeur de l'Inde. Celui qui fuit et qui ne voit plus pourquoi il devrait revenir.

Le néo-prolétaire alternatif

C'est la figure positive du néo-prolétariat, la conscience sociale la plus articulée, celle qui s'engage dans des projets coopératifs, anime

de nouveaux mouvements (écologistes et pacifistes), assume sa rupture avec le travail comme organisation et finalité tout en proposant de nouvelles avenues. Non seulement elle interpelle les nouveaux mouvements sociaux, mais aussi elle revient sur le mouvement syndical, non pas nécessairement pour le sensibiliser à des causes extérieures, mais pour lui rappeler que les travailleuses, les travailleurs et les syndicats leur sont intrinsèquement liés. Ses mots d'ordre traversent déjà des syndicats: "travailler tous, travailler moins"; "travailler pour vivre, non pas vivre pour travailler"; "un travail socialement utile pour tous et toutes"...

La conscience néo-prolétaire alternative offre un discours différent, une nouvelle logique de bien-être. C'est la frange souvent engagée du nouveau prolétariat, son implication en appelle toutefois à une toute autre "culture militante" en conciliation plus étroite avec les aléas de la vie privée³. Son discours inspire de plus en plus le mouvement syndical qui s'y réfère non seulement au nom des nouveaux mouvements sociaux, mais parce qu'il investit directement son champ d'intervention. Ce discours pourrait permettre, à la limite, au syndicalisme de survivre au déclin du mouvement ouvrier et il ouvre la voie, du moins pour le moment au niveau des sensibilités, vers un mouvement syndical, social et alternatif. C'est enfin la revanche et le triomphe possible de la conscience libertaire, écologiste et universelle sur la conscience laborieuse, industrialiste et nationaliste qui a toujours dominé le mouvement ouvrier.

S'il peut être concerné par des luttes sociales, le nouveau prolétaire alternatif est aussi paradoxalement souvent en position de retrait.

cherchant plutôt à travers son environnement immédiat les meilleurs aménagements possibles pour répondre à ses besoins. Il n'est plus soumis à une cause à laquelle il consacre toute sa vie.

On le retrouve principalement chez les jeunes femmes ou hommes scolarisés (études collégiales ou universitaires), également chez les femmes, soucieuses de rejoindre le marché du travail qui veulent ou doivent partager ce temps avec le travail ménager, mais aussi souvent avec d'autres intérêts (formation...); on le retrouve enfin chez les travailleuses et travailleurs culturels autour de la trentaine, hommes et femmes, touchés par la crise et les resserrements des budgets de l'Etat, mais aussi habités par ce désir d'un nouvel aménagement du temps de travail et du temps de vivre. C'est le mathématicien, le philosophe, le cinéaste, l'écrivain, l'historien, le physicien, le journaliste, le sociologue... qui ne vient pas rejoindre le néo-prolétariat par mission idéologique, mais parce qu'il est socio-économiquement parlant aussi un néo-prolétaire et qu'il entretient avec le travail des rapports d'irrégularité et d'instabilité. Tout le contraire de "l'intellectuel organique" du mouvement ouvrier, il ne parle pas et ne vit pas pour les autres mais pour lui-même et investit les causes qui le concerne comme citoyen, comme consommateur (coopératives d'habitations, garderies communautaires...). Il investit également les grands enjeux humanitaires (paix et désarmement). Il est confiné à la précarité et privilégie tout à la fois le travail créateur et libre au travail régulier, bureaucratisé et hiérarchisé. Il n'a peut-être pas le choix, mais c'est aussi d'une certaine manière l'aboutissement de son propre choix. L'intellectuel néo-prolétaire est un existentialiste pauvre qui troque sa pauvreté pour des moments de

liberté. Il ne refuse pas le travail mais ses conditions d'exercice. Il préfère, pauvrement, se consacrer à sa passion. Eloigné des feux de la rampe, il cherche, à travers le quotidien, à réinventer la vie, le travail et l'amour.

Le triste précaire

Enfin est-il important de rappeler que concrètement, précaires et exclus ne se retrouvent pas nécessairement à travers la conscience néo-prolétaire, qu'elle soit "scandaleuse" ou "alternative". La conscience néo-prolétaire est en quelque sorte l'effet de sensibilité en mouvement, elle n'a pas nécessairement une correspondance étroite avec tel statut ou non-statut social bien qu'elle puisse être portée davantage et particulièrement par différentes catégories socio-économiques.

Précaires et exclus peuvent aussi échapper massivement à la conscience néo-prolétaire. Cela explique d'ailleurs pourquoi le mouvement syndical aura pris tant de temps, et encore..., avant de s'intéresser à elle.

Précaires et exclus s'identifient aussi à la conscience ouvrière traditionnelle. Ils sont une composante de sa "conscience prolétarienne", son versant le plus effrité. C'est ce que nous appelons les "tristes précaires".

Côté le plus démuné de la face prolétarienne de la conscience de la classe ouvrière, le "triste précaire" vit sa marginalisation comme une offense, une blessure, une honte. Il se cache dans sa maison de peur de rencontrer les voisins; il change de trottoir pour éviter

d'anciens compagnons de travail. Le "triste précaire", c'est de préférence l'homme "blanc", dont la femme est le plus souvent ménagère, et qui vit personnellement et très durement les affres de la crise. C'est la décomposition objective de la catégorie socio-économique ouvrière. Il s'accroche à la conscience de classe ouvrière traditionnelle comme à une bouée de sauvetage.

Le triste précaire c'est le mis-à-pied, victime d'un licenciement massif ou d'une fermeture d'usine et qui continue à toujours s'identifier à ce travail perdu. Il conçoit cette perte comme un "coup monté par les patrons" ou le résultat de "leur incapacité de gestion"; il conteste, au nom précisément de la rationalité économique, du bien-être de l'entreprise, du développement de la localité et de la région, la légitimité des décisions des entrepreneurs.

Le triste précaire n'est pas une figure de l'esprit, c'est un être brisé parce que la précarité fait aussi très mal. Elle déstabilise les familles, conduit fréquemment à la misère et au désespoir. Nous l'avons aussi retrouvé au coeur de l'intervention sociologique, mais déjà rencontré également et peut-être là, plus en profondeur, dans une série d'entrevues menées auprès de travailleuses et de travailleurs licenciés, lors de l'élaboration du manifeste "Du travail pour tout le monde", publié à l'automne 1983 par la C.S.N.

NOTES DU CHAPITRE V

1. Sans doute sommes-nous très près ici d'Alain Touraine, lorsqu'il affirme, dans un texte récent, sur les nouveaux conflits sociaux ce qui suit:
... le conflit n'est pas associé à un secteur jugé fondamental de l'activité sociale, à l'infrastructure de la société, au travail en particulier; il est partout... tout se mêle, marginalité et exploitation, défense du passé et revendication portant sur l'avenir (Touraine, 1984:261-262).
2. "L'hypothèse de la formation de nouvelles classes dangereuses suppose nécessairement que les conduites marginales et violentes soient porteuses d'un "excès" de révolte sans objet social défini comme dans une action de classe organisée, empreintes de ce que dans cette recherche nous appellerons la *rage* en reprenant le langage des jeunes. Cette rage, au XIXe siècle comme aujourd'hui ne se développe que dans la distance qui sépare les classes dangereuses des mouvements sociaux contestataires d'ailleurs méfiants ou hostiles" (Dubet, 1984:10).
3. Les réflexions d'Alberto Melucci sur les mouvements post-politiques, sont ici très précieuses:
il existe une imbrication croissante entre les problèmes de l'identité individuelle et l'action collective; la solidarité du groupe n'est pas séparable de la recherche personnelle, des besoins affectifs et de communications des membres dans leur existence quotidienne (Melucci, 1983:15).

CHAPITRE VI

PREMIERES DISCUSSIONS ET DEMONSTRATIONS

I. Une conscience pluridimensionnelleLes départs volontaires

PIERRE répond à une première question que nous avons lancée au tout début d'une rencontre où nous avons convenu d'aborder le thème du travail salarié, régulier et à plein temps, à partir des expériences particulières de chacun:

Moi j'ai quitté deux jobs. La première c'est quand je travaillais à la brasserie O'Keefe. Je l'ai quittée parce que c'était un travail abrutissant. Il fallait que je lâche à un moment donné... La deuxième c'est quand je travaillais aux entrepôts des magasins Zellers. Là c'était parce que voulais partir en voyage... J'ai travaillé trois ans chez O'Keefe. La goutte qui a fait déborder le vase ça été le travail de nuit. Soit que je regardais passer des bouteilles, soit que je mettais les caisses dans le convoyeur toute la nuit. J'ai lâché parce que je n'en pouvais plus. Au début je pensais que j'allais être là toute ma vie, mais petit à petit je me questionnais là-dessus... J'ai lâché mon travail aux entrepôts Zellers parce que je voulais partir en voyage. J'ai demandé une année sans solde; ils n'ont pas voulu. J'ai choisi de lâcher parce que le voyage c'était bien important pour moi. La job chez Zellers c'était quand même mieux que chez O'Keefe. C'était pas une chaîne de montage. J'avais de meilleures relations avec mes confrères (PIERRE).

Rencontre fermée, c'est-à-dire sans intervenant de l'extérieur, rencontre aussi personnalisée dans la mesure où nous faisons, par nos questions, plutôt appel à des témoignages qu'à une analyse, comme cela fut par contre le cas pour la grande majorité des autres séances de l'intervention. Dans ce sens, cette rencontre peut paraître inorthodoxe quant à l'observation stricte de toutes les "ordonnances" de la méthode. Mais dans la mesure ici où nous voulions favoriser l'expression d'une conscience encore très subjective, ou enfin qui ne prend pas nécessairement forme dans un mouvement, nous avons cru légitime de commettre ces écarts. Reprenons nos questions:

- Pour celles et ceux qui ont déjà quitté volontairement un travail régulier à temps plein, pourquoi l'avez-vous quitté? Si on vous offrait demain matin le même travail, le reprendriez-vous?
- Pour celles et ceux qui ont été mis à pied, qui ont perdu un travail régulier à plein temps, si on vous offrait ce même travail le reprendriez-vous?
- Pour celles et ceux qui n'ont jamais eu de travail régulier sur une longue période, est-ce parce que cela ne vous intéressait pas vraiment ou parce que cela ne s'est jamais présenté?

Nous demandions à chacun de ne pas faire remonter ses réponses au-delà de l'année 1975 et de se concentrer de préférence autour des débuts de la présente décennie. Cela devait limiter l'étendue des réponses mais permettait par contre de les situer autour des moments les plus critiques de la crise de l'emploi. Nous cherchions à percevoir les types de rapports que pouvaient entretenir précaires et exclus envers les emplois réguliers et à plein temps. Nous désirions cerner ce qui, dans ces rapports, relevait d'une part, de nouvelles valeurs, et d'autre part, de conjonctures sociales et économiques moins permissives. Sans

doute y'a-t-il une relation incessante entre les pôles valeurs et conjonctures et est-il impossible de démêler ce qui renvoie vraiment de l'un à l'autre. Mais dans la mesure où notre première hypothèse propose l'émergence de nouveaux éléments de conscience, peut-être aurons-nous la surprise de les entrevoir même dans des situations où "normalement" ils ne devraient pas paraître. Ce qui, si c'était le cas, ne ferait que donner plus de poids à l'affirmation d'éléments de conscience néo-prolétaire, de valeurs, de revendications et logiques de luttes dans et au-delà des présentes conjonctures de crises et de restructurations, reflets sur le travail de nouveaux enjeux sociaux.

Refus de l'abrutissement et tentation de la fuite

Bien sûr, on peut quitter un emploi régulier à temps plein tout simplement pour un autre emploi, représentant toutefois pour soi de meilleures conditions et répondant davantage à ses aspirations. Ce pourrait être de manière habituelle le premier raisonnement qui vient à l'esprit lorsqu'on veut expliquer la mobilité de la main-d'oeuvre. Mais curieusement dans notre groupe d'intervention, parmi celles et ceux qui avaient quitté récemment ce type d'emploi, tous échappaient à cette première logique de mobilité. C'est donc dire qu'il y en a d'autres et que, dans le cadre de notre recherche, ces dernières prennent toute leur importance.

Ce qui apparaît chez celles et ceux qui ont quitté volontairement un emploi au cours de ces dernières années, c'est d'abord le refus de se voir confiner toute sa vie dans un travail abrutissant et monotone, le

refus également de conditions qui rendent la vie sociale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de "la job", très pauvre et quasi impossible.

Cela est présent dans la décision de PIERRE de quitter son emploi à la brasserie O'Keefe, un travail de col bleu parmi les plus stables et les mieux rémunérés de la région métropolitaine, cela quelques jours seulement avant l'obtention du statut de permanent.

Quitter un travail peut aussi relever d'une toute autre logique, celle par exemple que nous dénomons *la tentation de la fuite*: tentation de faire autre chose, de réaliser un rêve, un voyage, un retour aux études, un projet de création artistique... On quitte alors un emploi qui, à certains égards, pouvait nous sembler "pas si mal". Le goût, le désir de faire autre chose devient si intense qu'on arrive mal à y résister. PIERRE, en quittant l'entrepôt Zellers, après avoir vainement tenté de se négocier un congé sans solde, succombe à cette tentation.

Refus de l'abrutissement - de se voir toute sa vie prisonnier d'un travail jugé insupportable, mais aussi *tentation de la fuite* - ce besoin viscéral de faire autre chose: voilà deux logiques particulières et souvent complémentaires qui animent PIERRE à deux moments différents et se résolvent par un choix similaire: la rupture, le départ.

Nous retrouverons l'une de ces deux logiques, souvent les deux à la fois, présentes dans le groupe d'intervention chez tous ceux et celles qui décideront de quitter un emploi régulier à plein temps. Tantôt dominera le *refus de l'abrutissement*, tantôt *la tentation de la fuite*. Tout dépendra du caractère intrinsèque du travail et des aspirations particulières de chacun.

Subvertir le travail

CLAUDE quittera son travail dans des circonstances semblables à celles qui entraînèrent l'abandon de la brasserie par PIERRE. Il n'aime pas son travail et un changement d'horaire apparaît, tout comme pour ce dernier, la "goutte d'eau qui fait déborder le vase".

Il nous faut mentionner aussi toutes ces ruses pour organiser des moments, des "heures libérées" qui, plus subversives dans un certain sens, concrétisent une façon de vivre la tentation de la fuite au cœur même du procès de travail:

Moi j'ai travaillé trois ans et un quart dans l'entretien ménager. J'ai lâché ça parce que je n'étais plus capable. Je m'en venais totalement paranoïaque. Faut dire que c'est généralement du travail de nuit. J'ai travaillé au-dessus de deux ans et demi de nuit, puis j'ai fait quelques mois de soirée. Quand ils m'ont mis de soirée, ça "foqué" mes affaires. Ça faisait plus de deux ans que j'étais de nuit, j'avais réussi quand même à m'adopter... Je trouvais ça tellement débile que je me trouvais des jobs à faire pendant les brakes. Je passais pour totalement asocial, mais je profitais des brakes pour écrire, pour dessiner, pour faire des recherches personnelles. C'était ça l'essentiel. Même que je me poussais à bout parce que le seul avantage que t'avais dans cette job là, si t'arrivais à te débarrasser du boss, c'était plus t'allais vite, plus tes brakes étaient longs... La job était tellement conne... j'étais tanné. J'étais pu capable de faire ça. C'était trop. J'en étais arrivé à détester ma balayeuse. C'est terrible. C'est ça... J'étais rendu fou raide. Commencer à 5 hrs de l'après-midi et finir à une heure la nuit. Tu es isolé totalement. C'est une job où déjà tu ne vois pas grand monde... Je travaillais avec trois personnes. Au bout d'un certain temps, après quelques mois, les trois personnes tu les connais, tu sais ce qui se passe avec eux-autres (CLAUDE).

Le rejet de la monotonie

Un emploi peut devenir insupportable parce qu'on le trouve "plate", monotone, inintéressant, débile. On peut se sentir isolé et inutile.

A la limite ce n'est pas tant le rythme infernal de la cadence mais

l'impression de ne rien faire, de gaspiller son temps, sa vie qui devient intolérable:

J'ai lâché une job dans un hôpital en 76 parce que je trouvais cela plate... C'est pas parce qu'on en faisait trop, c'est parce qu'on en faisait pas assez... J'étais à l'entretien dans la cuisine... Le milieu de travail était aussi très plate... Puis en 81, j'ai lâché une autre job. J'étais vendeur à l'extérieur de Montréal. J'étais tout seul dans le magasin. Je travaillais 53 heures par semaine et recevais \$200.00. Pendant toute une semaine, il n'y a pas un client qui a traversé la porte. Ça fait que c'était très plate. J'ai décidé de revenir à Montréal (GUY).

LISE travaille d'abord comme technicienne, puis comme recherchiste pour une agence de communication. Elle quitte aussi son travail pour des raisons semblables:

Je faisais de la recherche dans les journaux: coupures de presses sur des sujets bien précis. Les conditions de travail c'était pas si pire... De toute façon je ne voulais pas passer ma vie là... je n'avais rien à faire là. Je n'avais plus rien à apprendre. Je m'ennuyais. Ce que je devais aller chercher, j'étais allée le chercher... C'était juste une job de mémoire... je suis partie parce que j'étais tannée. C'est pas parce que ça allait mal. Ça allait bien. C'était du monde de mon âge qui travaillait là. C'était du monde différent de moi, c'est-à-dire du monde qui était prêt à passer leur vie là... Je suis partie en voyage tout de suite après, un peu pour me donner une raison de ne pas rien faire.

Le refus de "passer sa vie là"

A l'abrutissement, souvent perçu dans les tâches répétitives (travail à la chaîne...), et la monotonie, dans les tâches sans grande créativité (travail de bureau ou encore dans les services publics...), s'ajoute aussi l'idée "de ne surtout pas passer sa vie là". C'est un constat plus répandu chez les jeunes, mais pas nécessairement. LISE par exemple se sentait différente de ses compagnes de travail parce que, bien que jeunes, elles ne semblaient pas concernées par ce genre de question. Nous verrons plus loin, en citant DENISE, que nous pouvons aussi l'être même au-delà de la trentaine. Sylvie, 23 ans, fait part de cette préoccupation:

J'étais caissière dans une banque. J'ai été là pendant un an et demi. Mais en rentrant, je savais que je m'en irais. Je ne voulais pas faire ça tout le temps, pas trop longtemps... Je n'avais pas le droit de prendre des vacances avant septembre. Quand l'été est arrivé, j'en pouvais plus. Je savais davantage que je ne voulais pas passer ma vie à la banque, que ce que je voulais faire en dehors de là. C'était pas si clair, mais il fallait que je parte. Je voulais retourner aux études...

Les projets légitimes

Si l'on refuse de passer sa vie quelque part, les projets de retour aux études, contrairement peut-être aux voyages, permettent d'envisager éventuellement vraiment autre chose. En fait, dans le groupe d'ailleurs, nous pourrions le constater à plusieurs occasions, la question des études, quelque soit le niveau de scolarité, le milieu social, l'expérience de travail, le sexe ou l'âge, occupe une place importante pour presque tous les participants. C'est souvent la raison invoquée lorsqu'on quitte son

travail. Les projets d'études sont à la fois perçus comme forme de perfectionnement mais tout autant comme *prétexte légitime de fuite*, moment de répit, occasion d'aspirer éventuellement à un tout autre genre d'emploi dont en réalité, on a le plus souvent qu'une très vague idée.

SYLVIE, que nous venons de citer, sait ce qu'elle ne veut pas mais ne sait pas vraiment ce qu'elle veut. Les études prennent ici un sens d'évasion, ou enfin d'attente.

JACQUES, père de deux enfants, qui pourtant ne détestait pas son travail, décide de le quitter, au tournant de la quarantaine, aussi pour un projet d'études:

Moi c'était l'Abitibi. J'étais thérapeute dans un département psychiatrique. J'ai travaillé deux ans. Mes conditions de travail, je peux dire qu'elles étaient passablement acceptables parce qu'elles avaient déjà été négociées par les travailleurs. A ce moment-là, j'avais un intérêt pour une approche sociale. Je cherchais à rentrer dans une université quelconque en ergonomie... Entre-temps, il y a un projet d'un voyage qui est amorcé par la visite d'Africains qui ont passé six semaines chez nous. C'est accepté. Donc mon épouse et moi décidons de quitter Amos dans un premier temps, d'aller faire un voyage, et de retour je devais entreprendre des études.

Sans chercher d'aucune manière à donner une valeur trop représentative à notre groupe, il est intéressant de noter toutefois que parmi les cinq qui ont quitté récemment un emploi, trois (PIERRE, LISE ET JACQUES)

effectuent un voyage dans l'immédiat et cela dans tous les cas pour plusieurs mois. PIERRE part en Inde, LISE en Nouvelle-Orléans et JACQUES en Afrique. Autres points à souligner: SYLVIE et JACQUES projettent de faire des études; LISE envisage aussi d'entreprendre dès son retour de voyage. SYLVIE étudie quelques temps en histoire puis elle quitte.

JACQUES termine un baccalauréat en service social. LISE poursuit toujours un certificat d'études en communication.

Projets d'études et de voyages, en quelque sorte aussi des manifestations de *la tentation de la fuite*, arrivent ainsi à prendre forme concrètement. Toutefois, ils ne sont pas les seuls volets de cette tentation. Ceux-ci peuvent être nombreux: le besoin de distanciation, d'arrêt, de temps nécessaire pour la conception d'un projet artistique, littéraire, musical... un projet de services communautaires... un projet alternatif. CLAUDE s'intéresse à l'art et l'affichage;

Créer ta propre job, créer ton cadre de travail. Sauf que c'est tout le temps des affaires temporaires. Moi je ne vois pas la possibilité de me trouver du travail dans le domaine (qui m'intéresse). Je vais faire le maximum pour aller chercher de quoi survivre... J'ai des choses que j'aime, je veux les développer le plus possible. Je vais profiter du temps que j'ai pour le faire, pour acquérir des connaissances mais sans passer par le circuit bien déterminé qu'est l'école, le milieu d'enseignement. L'école, je l'ai détesté. Je déteste le milieu. Je déteste la manière dont ça fonctionne. J'ai été obligé moi de faire d'autres efforts pour aller chercher ma formation. C'est un peu plus long, sauf que tu y arrives quand même. C'est ce qui est important.

La fin des doux rêves

De retour au pays, les études terminées, en cours ou abandonnées, le projet alternatif à bout de souffle, les économies épuisées, le chômage plus ou moins achevé, l'assistance sociale à l'horizon, bref la *tentation de la fuite* assouvie, on se retrouve, dans un contexte où le marché de l'emploi demeure très étroit, face à des choix guère plus reluisants que

cet emploi que l'on avait pourtant quitté, quelques années auparavant, comme acte de liberté.

Les retours de survie

Dans la deuxième partie de la première question que nous avons posée à ceux et celles qui avaient quitté un emploi volontairement au cours de ces dernières années, nous leur demandions s'ils pouvaient envisager le reprendre si cela leur était offert aujourd'hui. Tous ont répondu sans exception affirmativement, cela toutefois, pour la majorité d'entre elles et eux, pour une durée déterminée et le plus souvent à temps partiel, histoire de répondre à court terme à des problèmes socio-économiques parfois très aigus. Nous leur demandions également s'ils avaient déjà entrepris des démarches pour retrouver cet emploi abandonné ou un autre similaire. La majorité avait fait de telles démarches. Mais il y a malgré tout, des emplois qu'on accepterait jamais de refaire à moins d'y être véritablement forcé.

GUY a laissé un emploi d'entretien dans un hôpital et celui de vendeur dans un petit commerce:

A l'hôpital je retournerais. C'était quand même de très bonnes conditions de travail, même avec les coupures qu'il y a eu. Mais dans le magasin je n'y retournerais pas... A l'hôpital il y a de bonnes conditions de travail, un salaire adéquat pour la job qu'on fait, un mois de vacances par année, des congés de maladie... T'es pas sur une chaîne de production... C'est à cause de la situation présente de l'emploi que j'y retournerais; c'est pas parce que j'aime ça. C'est parce que t'as pas le choix... L'année passée j'ai fait à peu près trente hôpitaux et centres d'accueil comme demandes d'emplois. Sans résultat.

PIERRE a quitté la brasserie O'Keefe et l'entrepôt Zeller's, il envisageait peut-être retourner chez Zeller's:

Depuis mon retour j'ai investigué un peu chez Zellers, mais il faut recommencer à zéro. Il faut rentrer à temps partiel, 3 jours par semaine, au salaire minimum. Faire ça pratiquement un an avant de tomber régulier... J'y retournerais parce que là, je suis mal pris. Je n'ai plus d'assurance-chômage. Il faut bien que je travaille quelque part. Je n'y retournerais pas pour passer ma vie... J'y retournerais le temps de trouver autre chose. Voir ce que je ferais, retourner à l'école ou quelque chose comme ça.

SYLVIE a aussi fui la banque parce qu'elle ne voulait pas "passer sa vie là". Elle retournerait maintenant volontiers à temps partiel:

A temps partiel, je serais prête à retourner parce que c'est pas une job que je détestais. C'est quand même pas si pire que ça... Le rapport avec les clients, je ne détestais pas ça... J'ai pas le goût de revenir à temps plein pour les mêmes raisons qu'au moment où j'ai quitté. Mais j'ai le goût d'être au travail".

LISE, bien que n'ayant aucun attrait réel pour reprendre son ancien travail sur une longue période, accepterait tout compte fait d'y revenir un petit bout de temps:

Je n'ai pas pensé retourner là. Je ne sais pas pourquoi. Ça ne me tente pas. Je n'aime pas revenir sur les mêmes affaires. Mais si on me l'offrait, si on m'appelait, je crois bien que je la prendrais demain matin... Présentement je ne travaille pas. Ça réglerait une situation pour l'instant. Je rentrerais parce que je connais la place, je connais la job, c'est facile. Le monde me connaît... J'irais me chercher des semaines de chômage tout simplement. Je ne passerais pas deux ans là, certain.

JACQUES, après avoir longtemps fait bifurquer la réponse, l'envisageant d'abord de façon plutôt hypothétique à travers de nouveaux

horizons qui pourraient éventuellement s'offrir à lui, reconnaît finalement que ses études maintenant terminées, il accepterait, faute de mieux, de reprendre le travail de thérapeute en aide psychiatrique qu'il avait laissé quelques années auparavant. Il a même déjà entrepris des démarches dans ce sens et estime ses chances de succès très minimes.

Enfin il y a CLAUDE. Ayant abandonné son emploi à l'entretien ménager, il pousse son refus à l'extrême mais cède finalement devant l'éventualité d'une nécessité vitale:

Retourner ça ne m'intéresse pas. Même si je suis dans la merde j'aime mieux cette merde là que celle des bols de toilettes. J'y irais plutôt à reculons, j'irais parce que je n'ai pas le choix. Je m'arrangerais pour passer le moins de temps possible dans cette job-là, parce que je considère qu'il n'y a absolument rien à faire.

Tant chez GUY, PIERRE, SYLVIE, LISE, JACQUES et CLAUDE, l'insécurité financière, la pauvreté, la misère les "cassent", les ramènent au point de départ. Ce qui n'était plus acceptable le demeure; mais face au cul-de-sac de la situation présente mieux vaut peut-être revenir à l'ancienne, histoire de "se refaire", du moins pour un certain temps. Instinct de survie, où on acceptera de reprendre un emploi délaissé en envisageant de nouveau s'en libérer dans les plus brefs délais. La tentation de la fuite aura été éprouvée par les dures réalités de crise et des restructurations. La nécessité l'emporte sur le court terme. Le vagabondage de l'emploi, quand il demeure au moins possible, s'installe ici essentiellement comme pratique de survie.

Les départs involontaires

La deuxième question que nous avons posée dans le cadre de cette séance, s'adressait spécifiquement à celles et ceux qui avaient été victimes d'un licenciement collectif (fermetures d'entreprises, mises à pied massives...) ou individuel au cours de ces dernières années. Nous leur demandions s'ils pouvaient envisager reprendre ce travail si cela se présentait à court terme. L'idée de cette question était toujours de tenter de cerner le rapport intérêt et nécessité du travail, mais aussi d'entrevoir comment un travail quitté involontairement, dans un contexte où il occupait une place significative, peut prendre ou perdre, dans la mesure où on s'en éloigne, de son intérêt au point où tantôt on le valorise à l'extrême, tantôt on ne veut plus envisager le reprendre, et cela même s'il n'y a pas nécessairement la présence de nouvelles opportunités.

Le retour critique

En fait, nous avons rencontré ici deux types de réponses. Une première où les personnes reprendraient tout simplement le travail tout en demeurant critique sur ses conditions objectives. Une deuxième, par contre nuancée, où à toute fin pratique elles ne se voient pas reprendre cet emploi, du moins sur une longue période, même si elles se sont longtemps battues et qu'il n'y ait pas à l'horizon de meilleurs choix en perspective.

Les réponses de MIREILLE et COLETTE seront du premier type, celles de SERGE, DENIS et PASCAL du deuxième.

MIREILLE, mise à pied depuis quelques mois, garde toujours son lien d'emploi. Pour elle la question du retour au travail, loin d'être hypothétique, se pose très concrètement au moment même où nous l'abordons:

On me l'a offert ce matin. De toute façon, c'est tout le temps comme ça. Ça fait huit ans que je travaille là. Ce sont des mises à pied temporaires. Sauf qu'avec les années, elles sont de plus en plus longues... J'espère reprendre pour assez longtemps... Je suis contente de rentrer, dans un sens seulement, parce que je ne fais pas un travail valorisant. C'est souvent plate. Mais à choisir entre ça et rester chez-nous, je préfère ça... En même temps je m'occupe du syndicat. Je suis secrétaire du syndicat. Je ne voudrais pas laisser ça non plus. Je ne voudrais pas parce que j'aime vraiment ça.

Mariée et mère de deux enfants, assignée essentiellement aux tâches ménagères pendant de nombreuses années, pour MIREILLE l'accès au marché du travail fut l'occasion de sortir de la maison, de se réaliser autrement, d'assumer de nouvelles responsabilités. Question d'âge, bien qu'elle l'ait déjà fait pour achever son secondaire, elle ne se voit pas retourner aux études, même si elle pouvait par contre y être tentée. L'attachement à son emploi, semble ici davantage l'attachement à un milieu qui représente aussi un autre lieu de vie, et peut également fournir l'occasion de s'impliquer à différents niveaux dont celui du militantisme syndical.

COLETTE, mère d'une famille monoparentale, contrainte de quitter son dernier emploi suite à un accident de travail il y a plus d'un an, se retrouve face à des mises à pied massives puis à une fermeture d'entreprise au moment où elle pouvait le reprendre. Elle retournerait volontiers à son dernier emploi si cela s'avérait possible:

Je retournerais parce que j'aimais ce travail... les conditions aussi... C'était pas toujours la même chose. Les robes, tu peux en faire 200, mais elles ne sont pas toujours toutes pareilles... tu changes souvent de modèle, tu changes souvent de travail en réalité...

Les nouveaux horizons

Si pour COLETTE il n'y a pas d'hésitation (bien que beaucoup plus tard elle nous confiera rechercher davantage un travail de bureau considérant le milieu de la "shop" plutôt dégradant et inintéressant), nous verrons maintenant qu'il peut aussi en être tout autrement. SERGE a vécu une fermeture d'usine. Il s'est impliqué à fond de train dans la lutte pour la réouverture. Il en fut l'un des leaders:

Est-ce que je reprendrais demain matin? Je ne sais pas. Ça dépend d'un paquet d'affaires. J'ai été mis dehors en 78, ça fait 6 ans. J'ai vécu bien d'autres choses depuis ce temps-là. Je n'ai peut-être pas du tout la même conception du travail que j'avais à cette époque là. J'étais aussi officier syndical. Cela jouait pour beaucoup dans l'intérêt ou le non-intérêt que j'avais à ce moment-là au travail. Reprendre demain matin, je ne sais pas. Je pourrais dire, si on veut faire des fictions, que si j'avais à reprendre demain matin parce qu'on aurait gagné la lutte contre la fermeture de Cadbury, parce que suite à toute la campagne qu'on a faite on aurait remporté une victoire, vous pouvez être certains que le lendemain de cette victoire je serais rentré c'est sûr, ne serait-ce que pour un bout de temps, juste pour écoeûrer le boss... Mais à partir du moment où tu vois un paquet de monde, où tu vois par exemple des gens complètement à terre... c'est sûr que tu as une vision des choses qui est différente. (Depuis la fermeture) j'ai côtoyé énormément de monde dans différentes activités, plus au niveau de la façon de travailler pour aider les gens à changer la société, à changer les valeurs pour lesquelles on travaille à l'heure actuelle, pour lesquelles certains travaillent à l'heure actuelle. C'est sûr que ça fait une différence.

De travailler sur une chaîne de montage quelque part même si tu as un gros salaire... peut-être que je suis moins prêt à prendre un job comme ça que je l'aurais été il y a cinq ou six ans, parce qu'effectivement là je trouve qu'il y a une série de choses importantes, ne serait-ce qu'au niveau des accidents de travail... bien d'autres niveaux aussi: comment décide-t-on du travail dans une shop? Comment est-ce possible de changer la hiérarchie là-dedans? Comment est-ce possible de contrôler ce que tu veux faire, etc? On parlait de la valorisation, qu'on se valorise à partir d'un certain nombre de critères. Ces critères-là peuvent avoir changé et effectivement dans mon cas, ils ont changé. Sauf que là, il y a la question du travail qui rentre en ligne de compte. Quand tu n'as pas d'argent puisque tu es pris sur le bien-être social, nécessairement tu vas probablement être prêt à accepter à peu près n'importe quelle job que tu ne serais dans le fond pas prêt à faire...

Après six ans d'une lutte qui a pris en quelque sorte un caractère national, SERGE, comme il le reconnaît lui-même, a beaucoup changé. Il n'est pas évident qu'il accepterait, même sous de meilleures conditions (l'exemple de G.M.) un emploi comme ouvrier de la production. Il ouvre aussi l'analyse, il va en quelque sorte au cœur de la nécessité, de la contrainte du travail, en relevant la question du bien-être.

Ce qui nous a étonné toutefois, c'est de constater jusqu'à quel point on pouvait s'organiser, par tous les moyens du bord, en réduisant par exemple de beaucoup son niveau de vie, avant de se contraindre à un travail que de toute façon on n'a pas le goût de faire ou de refaire. Les témoignages de celles et de ceux qui avaient quitté volontairement un travail permettaient d'entrevoir cette idée; les réflexions de DENIS et PASCAL, suivant celles de SERGE, le permettront encore

davantage.

Nécessité ou intérêt du travail

DENIS aborde de front la question de la nécessité:

J'ai été mis à pied deux fois. C'était du travail d'usine chez Québec Poultry et chez Good Year. Si on me l'offrait, est-ce que je retournerais? Il y a deux plans là-dedans. Il y a celui de la nécessité. Effectivement des fois tu n'as pas le choix. Quand je suis rentré à Québec Poultry par exemple, mon chômage se terminait le vendredi et je suis rentré le samedi. C'était une très bonne affaire que je commence. Sauf que c'était un travail répétitif, abrutissant, absolument pas valorisant. Tu accroches des poules. Tu ne leur parles pas aux poules et elles ne te parlent pas non plus. C'est dur physiquement. Je n'étais pas habitué de travailler comme ça. J'avais déjà fait du travail de recherche, d'animation et de la politique avant... Quand on pose cette question-là, tout dépend de la condition dans laquelle je suis. Si je suis sur le bien-être social, bien que là j'ai plus de trente ans... Je me suis arrangé sur le bien-être il y a deux ans. En définitive j'ai attendu pour me retrouver du travail. Pas tout-à-fait. L'autre plan, c'est celui de la qualité... Tu vas prendre un travail qui va être un travail créateur où les personnes avec qui tu vas travailler vont te stimuler, vont être intéressantes. Tu vas si possible contrôler ce que tu fais puis tu vas avoir une certaine implication sociale. Ça, c'est le genre de travail que je reprendrais si on me l'offrait. Si c'était à choisir entre Québec Poultry et le Conseil de développement social, ce serait le Conseil de développement social.

PASCAL poursuit un peu dans la même "veine" que SERGE et DENIS tout en personnalisant davantage les issues de sa réflexion:

...j'ai été congédié illégalement. Cela a supposé un tas de procédures judiciaires qui ont abouti en ma défaveur... Lorsque toutes les procédures étaient en cours et lorsque je passais

régulièrement devant le commissaire du travail, devant la Cour supérieure, tout ça, à chaque fois je me demandais: si je gagne est-ce que je demande à mon boss qu'il me verse une indemnité sans retourner travailler, ou est-ce que je vais accepter de retourner travailler dans une shop non syndiquée avec tout ce que ça implique?... Je me suis très longuement posé la question et honnêtement, même aujourd'hui, je peux pas répondre à ça non plus... (Maintenant que je sais avoir perdu ma cause) j'accepterais à peu près n'importe quoi, même si ce n'était pas dans ma ligne à la condition que ça soit pas si dégueulasse. Mais très temporairement. Je m'en irais pas là pour passer le reste de ma vie c'est bien évident. C'est drôle parce qu'en même temps que je dis ça, en même temps, pendant les deux ans qui se sont écoulés, j'avais le loisir de me trouver une job et je ne l'ai pas fait. J'ai attendu finalement à l'extrême limite: j'ai eu la décision de la Cour il y a deux mois et je commence à peine à chercher (plus ou moins) activement.

La lutte comme école de formation

Tant qu'il y a toujours de l'espoir, même si les conditions de la lutte sont difficiles et les choix qui seront faits, à son aboutissement, incertains, il n'y a pas de raison d'abandonner et d'une certaine manière de se retrouver ainsi au point zéro, où tout serait à recommencer. PASCAL pendant plus de deux ans livre un combat. Ce dernier comble sans doute en bonne partie, bien qu'il ait à le mener pauvrement, des attentes socio-professionnelles multiples dans la mesure où il permet aussi bien des gratifications. PASCAL nous entretiendra, tout comme SERGE, des dimensions de la vie militante qui, somme toute, permettent de connaître beaucoup de gens, d'apprendre beaucoup de choses. La lutte devient un lieu privilégié de formation où les militantes et les militants non seulement saisissent différentes dimensions de la vie sociale, économique

et politique, mais également ont constamment à intervenir eux-mêmes, à s'impliquer, souvent d'une manière qu'ils n'auraient jamais été en mesure de le faire auparavant (intervenir publiquement, accorder une entrevue à la presse, etc.). Bref la lutte devient une école de formation dans l'action et tant qu'elle dure, tant que les objectifs qui la sous-tendent demeurent non seulement légitimes mais aussi crédibles, elle occupe finalement toute la place que le travail pourrait, dans les meilleures circonstances, éventuellement prendre. PASCAL a côtoyé élus et permanents syndicaux pendant plus de deux ans. Il se sent "aussi avancé... aussi convaincu des orientations de la Centrale.. et fait probablement autant sinon plus de militance qu'eux. Il n'arrive pas à se voir retourner dans un milieu de travail où toutes les préoccupations qui l'animent depuis un bon bout de temps seraient complètement absentes. Dans ce sens il rejoint SERGE qui reconnaissait aussi, après plusieurs années à lutter pour la réouverture de son usine, que l'on découvre tellement de choses, que tout cela nous fait changer et qu'on ne peut plus, par exemple, concevoir le travail de la même manière qu'auparavant.

Les syndicalistes parlent parfois de "la lutte comme école de formation". Il faut avoir accompagné des militantes et des militants qui avaient à assumer des responsabilités pendant un long combat, pour se rendre compte de la justesse de cette expression. Et cette école semble aussi produire des effets similaires à la scolarisation plus institutionnelle, elle accentue la distance qu'il peut y avoir entre les aspirations au travail et la triste réalité de ce marché, elle invite à la débrouillardise souvent ingénieuse et inattendue, elle nourrit la critique de la société d'opulence et conduit parfois aussi à une restriction

volontaire, voire politique, des formes de consommation. Bref, l'école de la militance, tout comme l'autre, peut, même dans les temps difficiles, ouvrir vers des horizons idéologiques et des moyens de subsistance plus ou moins rudimentaires pour prolonger le temps "libéré" et permettre de repousser ainsi le plus loin possible les contraintes d'un emploi non désiré.

Des précaires éternels

Enfin, toujours en quête d'appréhender le rapport des précaires et des exclus au travail régulier et permanent, plus globalement le rapport au travail, nous avons cherché à connaître les circonstances ou les raisons qui expliquaient ou motivaient celles et ceux qui, depuis 1975 (donc une dizaine d'années), n'avaient jamais occupé un travail régulier à temps plein. Nous leur avons aussi demandé si elles ou ils étaient intéressés à ce genre d'emploi.

Trois femmes, SUZANNE, DENISE et GABRIELLE vivaient cette situation dans le groupe. Suzanne, au moment de l'intervention, travaillait depuis quatre ans comme graphiste pigiste:

J'ai laissé les études depuis 80... Je travaillais 20 semaines et puis j'avais un an de chômage... ça m'intéresserait de travailler régulièrement mais dans un bon milieu de travail. Pour moi c'est pas évident que je vais aller me chercher un travail avec un poste affiché et puis rester là. J'aime mieux... aller chercher de l'ouvrage et la faire moi-même... Je pourrais peut-être essayer (de trouver un travail régulier) dans des boîtes. J'ai jamais essayé. C'est comme une peur en même temps... Si j'avais vraiment besoin d'un emploi régulier, je l'essaierais. J'aimerais ça pour l'expérience de travail. J'ai l'image

de ce que c'est et je me dis que je ne voudrais pas passer cinq ans là, parce qu'il me semble que je travaillerais pour un autre. Dans les boîtes de graphistes quand c'est pas toi qui est le boss des graphistes, tu travailles sur ce qu'ils te disent de faire. Je pense plus à refaire une formation, en quelque chose de plus avancée pour réussir à décrocher éventuellement une meilleure job. (Dans ces genres de boîtes) il n'y a pas vraiment d'emplois bien rémunérés. Ce sont des jobs tellement techniques. J'apprendrais sûrement mais je pense plus en ce moment à retourner aux études qu'à faire ça... J'ai pas besoin de beaucoup d'argent. Je me dis je peux arriver à vivre avec vraiment un minimum sans être obligée d'aller travailler pour un autre... Je travaille seule, en général, mais quand je suis sur la déprime, je me dis: il faudrait que je me trouve une job; ça n'a pas d'allure, je peux pas vivre comme ça tout le temps, toute seule à essayer de subvenir à mes besoins minimum; il faut que je travaille avec du monde... Mais du moment que je commence à remonter, que je suis mieux, je ne veux plus rien savoir de personne.

Le témoignage de SUZANNE est troublant. Tout n'est pas noir ou blanc. Elle nous fait partager cette ambiguïté dans le rapport intérêt, voire même passion, et contrainte du travail avec beaucoup d'inquiétudes. Elle démontre toute la lucidité de ses propres hésitations. Le refus de travailler pour d'autres, d'aliéner le contrôle de son travail, elle le paie cher en insécurité et en isolement. Elle en est extrêmement consciente... Comme à fleur de peau. Tout en persistant dans ce choix, elle prépare, sur un plus long terme, autre chose. Ayant étudié en arts plastiques, elle envisage maintenant l'architecture comme pour échapper aux mauvais côtés de sa situation présente, tout en tentant de préserver ses avantages: fuir l'insécurité tout en s'assurant la possibilité d'un grand contrôle sur son travail.

Du côté d'une précaire alternative

Chez DENISE, nous le verrons, c'est toute une autre logique qui joue. Denise a connu la sécurité financière d'un travail régulier et permanent. Elle était enseignante, au début des années 70. Puis, elle quitte tout cela pour se remettre aux études, pour faire autre chose. Il y a maintenant une dizaine d'années qu'elle n'a pas occupé de poste régulier:

Dans le fond, toutes ces dernières années, j'ai considéré que je n'avais pas le temps de travailler à temps plein. Je n'étais pas vraiment intéressée à chercher du travail régulier. J'ai toujours été bien occupée à faire certaines affaires: des études, des voyages... Ça me suffisait. J'avais beaucoup baissé de niveau de consommation depuis que je n'enseignais plus. Ça me prenait beaucoup moins d'argent... J'aimais mieux travailler à temps partiel... j'aurais peut-être accepté un travail régulier dans les dernières années, mais ça aurait été conditionnel à une qualité de travail: du travail d'équipe, du travail où tu sens que t'as une utilité, une responsabilité... J'ai pas fait de démarches pour travailler à un travail régulier. Là je suis rendue que je travaille presque à temps plein malgré moi, en suppléance. Je sens que ça m'empêche de faire autre chose... (Je pense à) des activités militantes, des loisirs, des études, des voyages. Un bon bout de temps, j'étais pas mal occupée en ballet-jazz. Pour faire cela, il ne faut pas que tu sois fatiguée, épuisée... Je n'étais pas prête à embarquer dans quelque chose de stressant. Quand j'enseignais, j'ai fait cela cinq ans, vraiment à temps plein, je trouve que ça nous affaiblissait pas mal au point de vue santé: nourriture... toujours à la course... (Depuis) j'ai développé d'autres valeurs... J'ai constamment fait des démarches pour travailler à temps partiel ou d'une façon occasionnelle, évidemment pour gagner le peu d'argent dont j'ai besoin. J'ai toujours eu assez de facilité pour trouver quelque chose un peu partout: dans les restaurants, opératrice de nuit en informatique, traduction, pigiste, monitrice de professeurs...

Des démarches pour du plein temps, je ne pense pas en avoir fait. Si j'avais vu quelque chose de vraiment intéressant dans le genre relations publiques, conseiller... avec un minimum de responsabilités... j'aurais peut-être accepté un an ou deux. Je ne pense pas que je me serais embarquée pour plusieurs années. J'aimerais parfois du travail plus régulier, par exemple: enseignement d'un an ou deux dans un collège, charge de cours à l'Université, projet de recherche en sociologie pour tout un mois, tant d'années. Après ça, changer. Prendre un an de "brake" et recommencer. Disons que je m'oriente vers du travail plus sérieux que les jobbines que j'ai déjà faites. Je voudrais prendre des contrats plus sérieux.


Chez DENISE les choix sont clairs, affirmés avec quiétude sans grandes angoisses ou incertitudes. Choix d'un aménagement différent du temps, ou plutôt du rapport du temps de travail ou autres temps: loisirs, voyages, études, activités militantes. Mieux vaut faire de petits contrats ici et là sur une base temporaire plutôt que de "s'embarquer" de façon permanente sur un travail que l'on n'aime pas vraiment, qui gruge les autres temps et finalement aussi la santé. Et s'il arrivait qu'un travail soit vraiment intéressant, mieux vaut le faire un an ou deux, puis prendre un bon moment de repos, et recommencer autre chose. Ce n'est pas du dépit ici mais l'attrait pour la diversité, la variété des emplois possibles, et la richesse des temps libérés. DENISE traduit assez fidèlement ces nouveaux éléments de conscience dont fait l'objet notre première hypothèse de recherche. Et sans doute se retrouve-t-elle aux côtés des *néo-prolétaires alternatifs*.

Du côté d'une triste précaire

Le témoignage de DENISE contraste totalement avec celui que fera GABRIELLE, au point où nous pouvons y percevoir, presque à l'état brut, toute la distance entre ce que nous dénommons le *triste précaire*, axé sur la conscience ouvrière traditionnelle et le *précaire alternatif*, figure positive de la conscience néo-prolétaire. Pourtant toutes les deux ont, à plusieurs égards des profils socio-économique comparables. D'origines ouvrières, au-dessus de la trentaine, engagées socialement et aussi concernées par les luttes de femmes, elles ont également toutes les deux complété un premier cycle d'études universitaires et sont, au moment de la recherche, inscrites à un programme de deuxième cycle en sociologie. Une différence de taille toutefois: DENISE a travaillé cinq ans sur un poste régulier et permanent ce que GABRIELLE n'a jamais fait:

Moi, si je n'ai jamais occupé de travail permanent, c'est parce que l'occasion ne s'est jamais présentée. C'est toujours ça que j'ai voulu je crois, parce que surtout depuis que j'ai fait du chômage, je pense que j'ai rêvé toutes les nuits à un emploi permanent. Pas seulement régulier mais permanent, pour ne pas penser à faire de la recherche d'emploi, ce que je fais depuis deux ans. J'ai jamais la tête en paix. Je regarde tout le temps (les offres d'emplois) en me disant est-ce que ça va être mieux que ce que j'ai, parce que le fait de ne pas avoir de travail permanent c'est que t'as jamais rien au bout. Tu peux pas prendre de vacances. T'as pas de bénéfices. T'es malade c'est tout à tes frais. Moi ça me stresse beaucoup... (Un travail permanent) c'est comme un espèce de rêve. Avoir juste la paix pendant quelques années. Ne pas penser à être obligée de me trouver une job. Dire, si je tombe malade: je vais être payée, c'est pas grave. En 76, j'aurais dû rentrer dans le réseau des affaires sociales. Cela allait avec la discipline dans laquelle j'ai étudiée, la criminologie. J'ai essayé de rentrer à ce moment là mais les

coupures commençaient. Je n'avais pas conscience des problèmes que cela m'occasionnerait huit ans plus tard... Après j'ai toujours cumulé des jobs à contrat. Au bout d'un an, ils te disent peut-être on va vous redonner une subvention, peut-être pas. J'écoutais DENISE et je trouvais que j'étais son antithèse. Moi, toujours préoccupée par l'idée du travail et d'un salaire. Je pouvais pas imaginer avoir \$200.00 par semaine, salaire que j'ai actuellement et que j'estime minable. Travailler à temps partiel, ça voudrait dire pour moi entre \$125.00 et \$200.00 par semaine. Comment faire pour arriver? Tu peux pas payer ton loyer et la nourriture... C'est sûr que tu peux ajouter tes valeurs. Tu te dis je vais me contenter de peu. Moi aussi j'ai appris à vivre avec rien, mais je m'aperçois que tu vas nulle part non plus. Tu prends plus de vacances, tu peux pas te faire d'économies, tu peux rien t'acheter avec \$200.00 par semaine. C'est bien beau les nouvelles valeurs, mais t'as même rien pour les concrétiser tes nouvelles valeurs.



Dans la mesure où GABRIELLE reprend ici les propos de DENISE et touche aussi de façon saisissante toute la question de la nécessité et de la contrainte financières comme limites pratiquement objectives au développement et la réalisation de nouvelles valeurs, il nous semble pertinent de reprendre la réaction de DENISE qui, loin de nuancer ici ses positions, les radicalise en les liant à sa conception de la vie et de la liberté:

De 68 à 73, j'étais dans l'enseignement. J'étais syndiquée. J'ai commencé avec un bon salaire. On avait les vacances de Noël, les vacances d'été, l'assurance, médicaments, etc. J'ai eu ma sécurité d'emploi après deux ans. Dans l'enseignement en tout cas, c'était vraiment pénible. Moi, ça été une libération de m'en sortir... J'avais déjà la sécurité, j'ai eu le courage de m'en sortir et la chance aussi parce que je m'étais préparée au point de vue économique. J'ai considéré ça comme une libération parce que moi, j'ai un grand besoin de liberté. J'ai besoin

d'insécurité. Pour moi la vie c'est une aventure, c'est un défi. Me sentir complètement toute organisée pour des années à venir, savoir quand on prend des vacances, quand on n'en prend pas, quand on peut être malade, combien de jours (par année)... ça ne me convient pas tout à fait.

II. Une conscience plurielle

Pour permettre de cerner les enjeux du principe d'opposition, nous ayons proposé aux acteurs de notre recherche une rencontre avec des personnes considérées par eux comme des adversaires: des représentants du Conseil du patronat du Québec, des directeurs d'entreprises, des hauts fonctionnaires du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, etc. La division persistante au sein du groupe sur l'opportunité d'une telle rencontre nous incita à la remettre à plus tard, pour finalement conclure qu'elle n'aurait pas lieu. Enfin, bien que nous n'ayons pas vraiment mis l'accent sur l'expression de ce principe, nous pouvons retrouver au hasard des discussions, différents éléments permettant toutefois de l'illustrer.

Au-delà des gestionnaires et des technocrates

Que les gestionnaires de l'organisation du travail soient perçus comme adversaires, comme ceux qui dominent également le marché du travail, voire les principaux responsables de la marginalisation des précaires et des exclus, cela fut présent constamment, en quelque sorte comme toile de fond, tout au cours de l'intervention. Patrons, petits et grands, sont, dans la plus grande tradition du mouvement ouvrier d'ailleurs, dépeints comme les exploiters et les oppresseurs de la

force de travail. Il n'y a pas ici de surprise majeure, le langage est syndical et recoupe les formes d'expressions de la conscience ouvrière traditionnelle. Le refus que certains affichèrent à l'idée même de rencontrer des représentants du patronat n'est pas sans signification.

Gabrielle l'exprime clairement:

Nous connaissons d'avance ce qu'ont à nous dire ces gens-là. On les entend partout. Ce sont toujours les mêmes discours.

Il ne faut pas croire cependant que pour celles et ceux qui trouvaient intéressante l'éventualité d'une telle rencontre, c'était là la manifestation de positions moins conciliantes. L'idée d'une confrontation avec des "adversaires" pouvait s'avérer pour elles et eux, pertinente dans la mesure où cela les "obligeaient précisément à développer leur argumentation et clarifier leurs positions".

Nous avons également avancé que, pour les nouveaux sujets prolétaires, l'adversaire était aussi le technocrate, celui qui crée en quelque sorte les besoins et les formes de consommation. Nous avons déjà pu constater jusqu'à quel point la critique des formes de consommation existantes est vive chez plusieurs. Pensons à LISE, SUZANNE, DENISE... pensons également à PIERRE qui préfère ne pas avoir d'auto parce que cela représente "deux jours de travail par semaine".

"Les gens de l'engrenage"

Enfin, au niveau du principe d'opposition, ce qui nous est apparu ici le plus dérangentant c'est toute la question, maintes fois soulevée dans l'intervention, des rapports des précaires et des exclus aux

salariés réguliers et à plein temps. Ces derniers, tantôt définis comme des privilégiés, presque des égoïstes, tantôt comme des "aliénés" ou des "complices du système", éprouvent une difficulté certaine à pouvoir être perçus comme de véritables alliés. Ainsi, on les pointe tout autant comme adversaires, ou enfin comme des gens somme toute très peu concernés par ce que vivent les précaires et les exclus. Ceux-ci se perçoivent différents, non pas seulement dans l'approche du travail, mais également pour d'autres dimensions de l'existence:

Nous autres, on a pas mal goûté à d'autres choses que le travail: chômage, différentes forme de privation d'emploi. On est bien prêts à voir d'autres répartitions du travail, des loisirs, tout ça. Mais les gens actuellement dans des emplois réguliers sont tellement embarqués dans leur affaires, qu'ils ne doivent pas nous comprendre. Une chance qu'ils ne nous entendent pas. Les gens qui travaillent toute la semaine sont dans un style de vie qui fait qu'en fin de semaine il faut qu'ils se défoulent... Le lundi matin ils rentrent au travail bien maussades, mais ils rentrent quand même. C'est le métro; ils savent à quelle heure il faut courir après l'autobus... Toute leur vie est installée pour les 40 heures par semaine. C'est aussi toute la question des vacances. Ils savent qu'ils ont seulement deux semaines. T'entends parler des vacances, je ne sais pas combien de semaines avant. Ceux qui travaillent sont tellement dans l'engrenage qu'ils ne penseront jamais comme nous autres. Même si on pense qu'on va être plus nombreux à refléter la société de l'avenir, une société avec plus de loisirs, tout ça, je pense que dans le fond nous sommes marginaux quand même. De ne pas accorder de priorité au travail et à l'argent, en tout cas on est marginaux pour un bon bout de temps.

Cette réflexion de LISE est importante dans la mesure où elle pose une différence très marquée entre ceux qui sont pris dans l'engrenage et les autres, les "marginaux majoritaires", pour reprendre

une expression qui sera aussi lancée dans la discussion. La différence ici n'est pas essentiellement déterminée en terme de travail, mais aussi en terme d'aménagement des temps de travail et du temps de vivre, différence dans la manière de voir, de vivre la société. Il ne s'agit plus de devenir comme ces gens qui travaillent. Il ne s'agit plus de regretter son exclusion. Cette différence, qui démarque "les marginaux majoritaires" des gens "de l'engrenage", est perçue ici comme un espace de liberté. Mais elle peut aussi être perçue comme la manifestation d'intérêts divergents:

Au lieu de s'assouplir d'une façon un peu naturelle à notre contact, on dirait qu'ils se raidissent, qu'ils deviennent plus stressés, qu'ils ont peur de perdre leur job, qu'ils se sentent comme menacés. Moi, je vois ça dans l'enseignement. Il y a tellement de professeurs chômeurs, de professeurs mis en disponibilité, de professeurs suppléants, dans le fond ceux qui ont toute leur sécurité d'emploi, ils pourraient peut-être ouvrir, être plus relaxes, se dire dans tant d'années nous travaillerons moins d'heures. C'est pas ça la situation. Ceux qui sont stressés, restent bien stressés. Ça leur prend toute leur condition de travail, leur sécurité d'emploi, tout ça. Il faut qu'ils gardent leurs acquis. Nous autres, il faut qu'on s'arrange d'une autre manière. Comme on peut! Ça me tracasse un peu, notre situation qui devient majoritaire. Marginaux majoritaires. Tout cela ne fait pas beaucoup bouger ceux qui sont en place même s'ils deviennent minoritaires. Justement je pense qu'ils ont peur de devenir minoritaires (DENISE).

Question de stratégie

Cette question du rapport des précaires et des exclus aux travailleurs et aux travailleuses salariés permanents, sera aussi au coeur d'une bonne partie de la discussion avec les représentants syndicaux de la C.S.N.

Là première question que les participants de notre recherche ont convenu collectivement de leur adresser, soulevait tout ce problème:

Comment une centrale comme la C.S.N. peut représenter véritablement les intérêts de ses membres bien sûr, mais également les intérêts de la population en général quand on sait qu'il y a quand même un pourcentage assez restreint de gens syndiqués et qui ont finalement des acquis relativement importants principalement dans le secteur public par rapport aux travailleurs et aux travailleuses précaires, aux femmes qui ne peuvent pas aller sur le marché du travail, aux jeunes, etc.?

Cette question, au coeur du malaise du "syndicalisme de combat" depuis la fin de la décennie précédente, projette de manière succincte toute la difficulté, mais aussi l'ambiguïté du rapport des précaires et des exclus, aux travailleurs et aux travailleuses salariés et syndiqués. Question-clé qui rejoint d'ailleurs l'un des constats formulés dans notre premier chapitre. Elle pose au mouvement syndical tout le problème de l'unification des luttes face à l'hétérogénéité croissante des couches salariées et non-salariées. C'est une question d'ordre stratégique, donc d'une certaine manière au coeur des processus d'alliances possibles propres à toute lutte, à tout mouvement social.

La fuite comme effet du principe d'opposition

La fuite du travail, du milieu de travail, que nous avons explicitée tant par le *refus de l'abrutissement* que par ce que nous avons appelé la *tentation de la fuite*, le désir d'autre chose, peut aussi s'expliquer comme effet du principe d'opposition plurielle. Dans la mesure où les adversaires et les alliés sont à la fois multiples et plus ou moins circonscrits, la fuite devient aussi un moyen de se distancier,

se ressaisir, de tenter de retrouver sa place dans les rapports sociaux.

PIERRE quitte la brasserie O'Keefe aussi parce qu'il n'arrive pas à partager les valeurs et discours du milieu ambiant. Il se sent à mille lieux de leurs préoccupations, comme complètement différent: "je n'aimais pas tellement le genre de monde qu'il y avait là". Des commentaires semblables sont aussi avancés par GUY lorsqu'il parle de son travail à l'entretien de la cuisine dans un hôpital: "le milieu de travail étant aussi très plate". LISE et CLAUDE avanceront également des réflexions similaires.

Pour les nouveaux prolétaires, valeurs, comportements, habitudes, discours du milieu de travail rendent celui-ci intolérable. Non pas que les gens qui les entourent apparaissent comme des ennemis, mais tout simplement qu'ils n'ont rien de commun avec eux. Pour reprendre une expression déjà employée: ces gens sont dans "l'engrenage", insérés, parties prenantes du travail et des consommations dominantes. La différence que l'on vit, que l'on affiche - pensons à CLAUDE qui profite au maximum de ses "brakes" pour écrire, rêver, dessiner - et la pesanteur de la culture environnante, nourrissent la *tentation de la fuite*. Le constat "qu'on ne peut plus passer sa vie là" peut très bien ne pas avoir grand chose à voir avec le caractère intrinsèque du travail (les cadences, le niveau de responsabilité, la monotonie...), ni même avec le type d'encadrement, mais tout simplement avec le milieu, les préoccupations des collègues de travail. On peut, bien sûr, survivre dans le milieu pour des raisons économiques à court terme, comportement très pragmatique, on peut aussi s'y attacher pour des raisons idéologiques, pratiques militantes, mais une fois tout cela passé, le milieu redevient insupportable. Au début des années 80, au Québec, lorsque l'utopie et les pratiques

marxistes-lénistes se sont effondrées, les usines et les hôpitaux remplis de leurs militantes et de leurs militants les ont vu partir les uns après les autres. Ce qui était complicité dans la solidarité ouvrière devait devenir aliénation de son identité, de ses désirs, de ses rêves.

Résurgence d'une conscience libertaire

Aujourd'hui refait surface la conscience libertaire. Elle se substitue petit à petit à la conscience laborieuse pourtant triomphante de nombreuses années. Le nouveau prolétaire coupe les liens qui le reliait à la culture industrialiste. De collectiviste, il devient individualiste et universaliste. D'industrialiste, il devient écologiste et alternatif.

III. Une conscience alternative

Ce qui a motivé plusieurs des acteurs de notre recherche à accepter d'y participer fut sans doute son ouverture sur une multitude de thèmes et d'enjeux sociaux: rencontres avec des féministes, avec des militants et des militantes sur les fronts, jeunes et retraités, avec des écologistes, des syndicalistes, etc. Cela traduit déjà à sa manière le principe de la *totalité alternative* que nous présentions dans notre hypothèse, où nous affirmions que le travail est abordé beaucoup plus largement, ses enjeux cessent de se limiter à l'entreprise, les rapports sociaux de production questionnent l'ensemble des rapports sociaux et sont également remis en question par eux. Ce qui nous semble ici le plus intéressant pour illustrer des éléments de ce principe, n'est pas tant de reprendre réflexions et commentaires sur la finalité de la production, mais de présenter un débat qui, d'une manière inusitée, recouvre l'ensemble de

ces préoccupations tout en ayant l'avantage de cerner un enjeu précis.

La grande pertinence du débat sur l'horaire idéal de travail fit en sorte

qu'il nous prît tous et chacun par surprise par l'ampleur et les passions

- nous exagérions à peine - qu'il déchaîna. Ce furent, des cinquantes heures passées avec le groupe, les moments les plus intenses de l'intervention, voire les seuls grands moments d'euphorie. Ce fut également le seul grand consensus qui finalement émergea du groupe. Consensus important dans la mesure où il annonce une rupture radicale avec l'ordre - ou le désordre - existant.

Ce débat, nous l'avons en partie forcé, en partie nourri et nous avons agi ainsi parce que nous savions que le groupe était bien protégé, que nous n'avions pas d'ascendance déterminante sur ses réflexions. Le groupe était fort, autonome par rapport à notre point de vue. Cela fût d'ailleurs évident dans la séance de *Conversion* où il nous a royalement renvoyé au travail et obligé de repenser de fond en comble notre analyse.

Une semaine de travail de trois jours

Nous avons lancé la discussion sur les conditions idéales de travail, sur ce qui avait pour elles et pour eux le plus d'importance dans l'emploi. Plusieurs préoccupations devaient ressortir dont, bien sûr, les aspects plus quantitatifs (salaires...) mais également qualitatifs du travail. Les interventions des uns et des autres se recoupaient, laissant entrevoir des préoccupations évidentes tant sur le contenu que l'utilité du travail. Mais rien ne transcendait, ne ressortait comme enjeu de débat. Un peu exacerbé par la "lourdeur" générale de la

rencontre, nous ne nous doutions pas, en reprenant quelques réflexions émises par SUZANNE et PIERRE sur le temps de travail, que nous allions générer tout un débat. Discussion selon nous capitale parce que, pour la première fois, nous sentions poindre du fond de ces rencontres une revendication concrète, faisant presque l'unanimité et porteuse de véritables changements sociaux. Comme si ce débat venait enfin révéler le sujet néo-prolétaire, au-delà de ce que nous l'avions imaginé nous-même.

Nous présentons ici de larges extraits de cet échange.

Débat sur de nouveaux enjeux

La discussion s'ouvre autour de la question du temps de travail.

SUZANNE propose l'aménagement suivant: un quart de travail ménager, un quart de travail à l'extérieur, un quart d'études, un quart de loisirs:

Suzanne: Ca ne veut pas dire que quand tu étudies tu ne travailles pas. Ca ne veut pas dire non plus que quand tu fais le ménage tu ne travailles pas. Il te reste les loisirs, tu fais du sport, tu t'épuises. De toute façon tu travailles. Que ce soit cérébral, manuel, que ce soit intellectuel, psychologique, psychiatrique... je pense que tu travailles toujours de la cervelle, des mains, des pieds, du sexe... Je pense qu'il faut entretenir son espace (vital). Ca demande du temps. Je trouve les études importantes: se recycler, aller voir, être curieux intellectuellement. Lire. Voyager. Les gens qui travaillent dans les usines passent leur journée dans un environnement pas terrible. Ils ont beaucoup à revendiquer sur la baisse des heures de travail et le temps à consacrer à l'extérieur.

Pierre: Trois jours de travail par semaine se serait parfait. Quatre autres jours pour faire autre chose: des loisirs, des études... J'ai pas de gros besoins matériels. J'ai pas d'auto et ça

ne me dérange pas. De toute façon avoir une auto, ça prend deux jours de travail par semaine...

Colette: Bien entendu, travailler c'est pas intéressant pour personne. Par contre, partager comme il dit entre trois, quatre jours et le reste pour organiser les loisirs, pour faire ce que tu veux faire (ça pourrait être une bonne idée)...

Denise: ...si je travaillais régulièrement ce serait à peu près comme (ce que propose) PIERRE, quelque chose comme trois jours semaine pour être capable de consacrer le reste de mon temps à toutes sortes d'activités... sportives, culturelles...

Les changements technologiques

Pascal: J'ai un problème à soulever, celui des changements technologiques... Si les gens veulent avoir plus de loisirs, plus de possibilités de faire des choses plus intéressantes que de mettre des morceaux à la journée longue sur une machine, c'est effectivement en faisant faire ces jobs niaiseuses là, ces jobs répétitives et plates par des machines... sauf qu'il y a le problème suivant: plus il y a de nouvelles technologies, plus il y a des jobs qui existent à l'heure actuelle et qui vont s'en aller sur la paille...

Serge: ...Moi je peux dire que le temps de travail que je ferais ce serait peut-être trois jours quelque part dans une usine, puis deux jours à travailler à faire en sorte que la société change.

Suzanne: Les revendications que la C.S.N. apporte par le plein emploi, je trouve ça un peu utopique... C'est illusionner un peu les travailleurs sur leurs conditions de leur dire qu'il faut revendiquer le plein emploi, bien rémunéré, bien syndiqué, tout ça quand tout est remis en question actuellement. Il faut peut-être plus questionner sur un emploi différent, un emploi à temps partiel... Je pense qu'il y a des choses qui sont inévitables dans la société actuelle. (Il y a par

exemple) une grosse majorité de gens qui ne peut plus travailler. Non seulement ils ne peuvent pas mais ils ne pourront plus, ils n'auront plus d'emploi. Ils vont être obligés de rester à la maison, puis d'être alimentés par le gouvernement ou par ceux qui travaillent. Je pense qu'il n'y aura plus d'emploi pour tout le monde. Si les gens n'acceptent pas un travail à temps partiel, ils n'auront plus rien.

Serge: ...Avec les capacités de production qu'on a, si on les prend en main comme travailleur, on est capable de redistribuer la richesse collective. Tout le monde pourrait travailler quelques heures, quelques jours par semaine... C'est dans cette optique là qu'il faut revendiquer... Avec la technologie que l'on a, si c'est nous autres qui la contrôle et que ce n'est pas dans le sens de faire du profit avec la production, mais dans le sens de répondre aux besoins véritables du monde qui vivent dans la société... à ce moment-là, le contrôle que tu vas avoir va faire en sorte que tu pourras redistribuer la richesse en redistribuant le travail et le plein emploi. C'est pas utopique. Ça peut sembler utopique... Les quelques centaines de multinationales qui contrôlent le monde à tous les points de vue, effectivement c'est difficile à changer... Si on parle des changements technologiques, il y a une série très grande de revendications par rapport au recyclage des gens, (à la formation), aux loisirs... Il y a une redistribution (nécessaire) du travail... De toute façon, il y a des jobs où c'est tout à fait valable qu'il y ait des robots qui les fassent. Quand t'as du monde qui s'empoisonnent, qui se font arracher les bras, qui ont des maladies professionnelles... qu'il y ait des robots qui fassent ces jobs-là, j'ai absolument rien contre ça, au contraire... c'est évident, si on était dans un congrès syndical (avec notre proposition de trois jours-travail par semaine), le monde dirait "sortez ces capotés-là, d'où qu'ils viennent? d'une autre planète?" Moi je pense qu'on demeure de très grands marginaux sur bien des aspects. Si il y a bien du monde qui ne travaillent pas, il y en a pas beaucoup qui pensent ce qu'on est en train de se dire là. Je connais bien du monde que tout ce qu'ils se cherchent c'est une job de cinq jours semaine, une job traditionnelle,

la plus payée possible. Ils ne réfléchissent pas tellement sur les dimensions que l'on a discutées... sauf que moi, je pense qu'il faut amener de plus en plus ces idées-là, faire en sorte qu'on en discute puis que ça devienne effectivement réalisable dans la tête du monde.. Je pense que les discussions que l'on a peuvent devenir très pratiques, très concrètes, très terre à terre.

Cette intervention de SERGE fut suivie de toute une discussion non pas tant sur des idées émises mais sur leur faisabilité. Comme si on adhérerait au discours, mais vu la force des classes dominantes et la soumission des autres aux idées reçues, on sentait sa réalisation impossible. Chose certaine, la diminution très marquée du temps de travail salarié, un nouveau partage de celui-ci et du travail domestique, l'utilisation maximale et le contrôle collectif sur les nouvelles technologies, le caractère social de la production, l'aménagement varié des temps libérés (études, loisirs...), ce sont là des préoccupations partagées largement par les acteurs de la recherche. Tout comme l'est d'ailleurs le constat qu'ils soient minoritaires à penser ainsi. Il y a aussi ces méfiances tous azimuts envers les grands monopoles qui récupèrent tout et qui, à la limite, peuvent profiter de cette volonté de diminuer de manière drastique le temps de travail pour encore mieux exploiter et opprimer les travailleuses et les travailleurs. Cette impression d'ailleurs, si nous nous rappelons certaines réflexions de Danielle Linhart (1984) n'est pas tout à fait fausse. Nous reproduisons des éléments de la discussion autour de ces obstacles.

Le jeu des patrons

Gabrielle: Les boss ont très conscience de l'avantage que ça peut représenter d'avoir du monde qui travaille deux, trois jours par semaine. Je connais un bureau où les gens travaillaient tous à temps complet. A leur dernière convention collective, le syndicat, ne sachant pas trop où il s'en allait avec ça, se voit introduire deux nouvelles catégories d'emplois: les temps partiels réguliers et les temps partiels occasionnels. Puis à l'intérieur du bureau il y a eu des coupures de postes déjà existants, sans compensations, sans bénéfices marginaux... Les patrons eux l'ont compris. Ils ont compris que le travail à domicile... le travail à temps partiel, les sous-contrats, tout le travail marginalisé en-dehors des grosses shops, (ils ont compris) que tout cela était payant. Qui n'a pas travaillé au noir, entre nous, pour boucler ses fin de mois? Les patrons seraient bien contents que ça soit faisable tout en conservant la logique du système. C'est acceptable ça.

Jacques: ...Je suis d'accord avec toi, les patrons ont compris que de toute façon si tu donnes du travail à temps partiel, il n'y aura pas de révolte parce qu'il y a beaucoup de gens qui veulent diminuer leurs heures de travail, puis il y en a "une grosse gang" qui ne travaille pas. Le problème c'est comme les changements technologiques, la gestion du temps de travail ce sont les patrons qui la font.

L'obsession des militantes et des militants

Serge: ...Si on a le malheur de reprendre quelque chose qui semble avoir déjà été amené par des boss, avoir déjà été pensé par des boss, c'est nécessairement méchant, c'est tabou, il ne faut pas toucher à ça. Moi que les boss y aient déjà pensé je m'en fous complètement. Moi je ne pense pas de la même manière qu'eux. De toute façon, depuis que le système capitaliste existe, les boss ont toujours tout récupéré. Faut pas

s'énervent avec ça. Je pense qu'on est capable de se situer sur un autre terrain. (Puis) il y a les syndicats, (on a dit) aussi qu'ils n'accepteront jamais... Ils représentent 30% du monde, il y en a 70% qui ne sont pas syndiqués. Chez les 30% des gens qu'ils représentent, il ne défendent pas tous les mêmes affaires non plus. Le fond de la question c'est: est-ce que l'on est capable d'avancer une revendication comme le trois jours-travail semaine, même dans le type d'économie qui est là..? Dans le fond ça coûte encore plus cher au système capitaliste de garder un paquet de monde à rien faire parce qu'ils ne travaillent pas, ils ne produisent rien et on les paie à ne rien faire. On ne les paie pas beaucoup, mais on les paie à ne rien faire, ça fait que ces gens-là ne consomment pas. Puis d'autres gens ne travaillent pas parce que le (pouvoir d'achat diminue et la consommation aussi)... Sur le côté social, il y a plus de gens qui font des dépressions nerveuses, qui sont malades... Tout cela pour dire que même dans le système capitaliste dans lequel on vit, il serait possible qu'il y ait du monde qui travaille trois jours, et qu'effectivement, il y ait assez d'argent pour payer tout le monde...

T'aurais dû dire que c'est le Syndicat des sans-emploi qui devrait faire ça, cette demande-là. C'est justement les précaires qui devrait la faire.

Ici, notons tout simplement que plusieurs participants vont, avec des nuances, souvent en soulignant des difficultés d'ordre stratégique ou tactique, se situer dans les horizons "du trois jours/semaine de travail pour tout le monde". L'intervention de DENISE résume en fait ici plusieurs de ces positions ou plutôt considérations.

Devenir attrayants

Denise: Moi je trouve cela attrayant. Je trouve que c'est une revendication qui est collée à la situation spécifique des travailleurs

précaires. On revendique trois jours de travail par semaine. C'est pas une revendication qu'on lance comme ça, tout de suite dans le décor. Parce que les gens seraient portés à dire: "tiens on va exploiter le cheap labour, tu vois les travailleurs précaires sont prêts à travailler à temps partiel... Je pense qu'on pourrait lancer ça d'une manière attrayante pour exprimer le désir de ceux qui sont marginalisés, mais s'assurer en même temps qu'on est capable de prodiguer à ce monde-là une protection, qu'on est capable de s'organiser pour pas se faire exploiter... et d'exiger des conditions de travail décentes...

* * *

NOTE DU CHAPITRE VI.

1. Il faut référer à la recherche de Paul Grell sur "Les catégories sociales touchées par le non-travail" où il investit plus particulièrement tous les contours, souvent très privés, "de la débrouillardise", de la vie hors-travail. On l'aura compris ici, notre questionnement, tout en pouvant également reprendre des dimensions de cette vie hors-travail porte, quant à lui, sur le rapport des sans-emploi au travail et, plus spécifiquement, au marché du travail.

TROISIEME PARTIE

L'IMPOSSIBLE MOUVEMENT.

CHAPITRE VII

SECONDES QUESTIONS

Ces curieux phénomènes

Si nous avons été concerné tout au cours de notre intervention par l'émergence d'éléments d'un nouveau type de conscience sociale, n'avons-nous pas été tout autant hanté par cette question qui a aussi marqué dès ses origines toute notre démarche: "Comment expliquer l'impossible mouvement des précaires et des exclus du marché du travail?" Cette question fut certes déterminante dans le choix que nous avons fait d'axer notre intervention non seulement sur les précaires et les exclus, mais aussi sur le Syndicat des sans-emploi de Montréal. Car enfin, comment expliquer que des centaines de milliers de sans-statut, tant au Québec que dans presque tous les pays de l'Occident capitaliste, n'arrivent pas à rejoindre massivement ces organisations qui entendent pourtant assurer la défense de leurs intérêts et revendiquer leurs droits? Questionnement d'autant plus problématique qu'il vient en quelque sorte contredire ces déductions attrayantes bien que souvent erronées qui voient dans les situations d'exploitation et d'oppression le levain nécessaire et suffisant à l'éclosion d'organisations, de mouvements et de luttes sociales. Toute la sociologie des mouvements

sociaux ne vient-elle pas au contraire prévenir contre la naïveté de telles simplifications? De plus, n'allons-nous pas encore davantage vers une société où l'expression des grands mouvements aura peu à voir avec ces "conditions socio-économiques objectives" perçues communément comme étant nécessaires à leur développement? En ce sens, la période de crise et d'après-crise, de restructuration et de mutations rapides et profondes que nous traversons n'est-elle pas porteuse de leçons? Au moment où les problèmes de l'emploi sont vécus massivement avec une acuité persistante, où les confédérations syndicales de la grande majorité des démocraties occidentales en ont fait leur priorité, n'est-ce pas le mouvement pacifiste qui, tant sur le vieux que le nouveau continent, a occupé les devants de la scène? N'est-il pas étonnant de constater que l'effervescence des luttes anti-capitalistes aura atteint un point culminant dans les couches étudiantes, ouvrières et intellectuelles, au tournant des années 60, période de relative stabilité économique, alors qu'au début des années 80, au moment où les couches populaires sont frappées de front par la récession, les mouvements ouvrier et populaire, malgré des luttes constantes et courageuses, auront été confrontés à une démobilisation et à une diminution significative de leurs effectifs. Plusieurs organisations ont dû faire face aux critiques et remises en question de leurs militantes et militants non seulement sur leurs pratiques mais parfois même sur leur légitimité. Et enfin que penser de ces silences qui recouvrent ces zones de pauvreté de plus en plus envahissante au coeur même de la "reprise tapageuse" de la croissance de "pays riches"?

Il se passe donc du côté des mouvements sociaux de bien curieux phénomènes qui échappent aux souhaits du militant et font de leur existence ou absence, développement ou déclin, de précieuses cibles de réflexion et d'analyse pour le sociologue. Ce fascinant paradoxe n'a-t-il pas nourri en grande partie l'intérêt de notre recherche?

Organisation ou mouvement

Peut-on vraiment considérer le Syndicat des sans-emploi comme un mouvement? N'est-ce pas aller au-delà même de la définition que les militantes et les militants lui ont accordé? Et à ce titre ne serait-il pas plus approprié de le considérer comme volonté d'organisation de précaires et d'exclus du marché du travail au coeur du mouvement ouvrier plutôt que volonté de nouveau mouvement? Les militants nous mettent d'ailleurs en garde sur cette question en rappelant, au moment de la conversion, qu'il nous fait bien considérer le Syndicat des sans-emploi comme un regroupement à l'intérieur de la C.S.N. et non comme une expression possible d'un nouveau mouvement. Sans doute est-ce là la perspective la plus pertinente, mais alors il faut se demander pourquoi ce syndicat, volonté d'organisation de précaires et d'exclus au sein même du mouvement ouvrier, a-t-il échoué sa mission? Pourquoi dans un contexte qui, à toute fin pratique, lui était favorable (assistance logistique, financière et technique, présence de quelques syndicalistes expérimentés) n'arrive-t-il pas à assurer sa survie? La réponse à ces dernières questions pourrait relever de l'anecdote s'il y avait eu plusieurs autres organisations du même type qui auraient pu réussir à conquérir la sympathie et l'adhésion massive d'exclus. Tel

ne fut pas le cas et il semble que les difficultés rencontrées par ce syndicat soient partagées aussi par les organisations qui entretiennent des objectifs comparables. L'étude des pratiques du syndicat prend, ici toute sa légitimité dans la mesure où elle invite à scruter les difficultés des marginalisés du travail à produire une action, une mouvance sociale durable et significative. Précaires et exclus, bien que pratiquement toujours isolés, ne se retrouvent-ils pas davantage au sein de groupes de femmes et de jeunes pour combattre leur marginalisation plutôt qu'à l'intérieur d'organisations qui pourtant se réclament être le reflet de leur exclusion et porter leurs intérêts?

Si le Syndicat des sans-emploi ne se percevait pas comme un mouvement social possible, il se définissait toutefois comme "nouvelle forme de solidarité et d'action" et "nouveau type de regroupement" au sein du mouvement syndical. Nous verrons que cette approche fut au centre des discussions tenues spécifiquement sur les difficultés du syndicat lors de l'intervention. D'ailleurs sa fragile existence sera, de l'avis de la majorité des militants et des militantes, davantage reliée aux défis soulevés par sa nouveauté qu'à ses multiples péripéties et déchirements internes perçus comme effets de cette fragilité?

Mais ne sommes-nous pas ici un peu à l'image du concept de "nouveau prolétaire" à percevoir comme étant nouveau ce qui en réalité ne l'est pas? N'y a-t-il pas déjà eu au sein même de la C.S.N. au cours de ses années récentes ou plus lointaines des formes de regroupements - comme cela existe fort probablement dans d'autres confédérations syndicales - qui peuvent aussi rappeler à de nombreux égards le Syndicat des sans-emploi? Mettre autant le "focus" sur ce syndicat n'est-ce pas également

faire fi de toutes ces organisations de chômeuses, de chômeurs et d'assistés sociaux qui se sont développées au Québec particulièrement depuis le début des années 70 et qui souvent auront mené des luttes plus significatives?² En ce sens, le Mouvement d'Action Chômage (M.A.C.), les associations pour la défense des assistés sociaux (A.D.D.S., O.P.D.S.), les regroupements pour la protection des travailleuses et des travailleurs non syndiqués (Au bas de l'échelle, Action travail des femmes), constituent souvent à travers tout le Québec des réseaux autonomes d'appuis aux exclus et marginalisés et occupent, sans l'ombre d'un doute, une place beaucoup plus importante que le Syndicat des sans-emploi bien qu'elles demeurent des organisations restreintes quant à leur membership. Il serait ridicule de ne pas le reconnaître.

Dans ces circonstances, d'où vient cet intérêt têtue que nous accordons à ce syndicat hormis le fait, probablement légitime et peu négligeable, que nous ayons eu à nous y "frotter" de près comme conseiller syndical. La réponse est simple: la volonté qu'a manifesté le Syndicat des sans-emploi de se greffer au mouvement syndical, d'en devenir une composante réelle et entière. Cette volonté nous semble, au Québec, un fait inusité et d'autant plus intéressant qu'il a permis une concrétisation de rapports entre, d'une part, précaires et exclus, non seulement du marché du travail mais aussi des lieux et des formes de regroupements traditionnels du mouvement syndical, et d'autre part, travailleuses et travailleurs organisés. Tout en soulignant la situation particulière des sans-emploi, leur situation socio-économique commune, le syndicat cherchait à faire du marginalisé un travailleur comme tous les autres bien que privé d'emploi et devant, par conséquent, être "structurellement"

unifié aux travailleuses et aux travailleurs syndiqués. Au coeur d'une Confédération syndicale à l'affût d'un syndicalisme de combat, démocratique "de classe et de masse"³ cette greffe était-elle sans doute non seulement souhaitable mais aussi semblait-elle possible; cela d'autant plus qu'elle était désirée tant des dirigeants syndicaux que des artisans du syndicat.

Comment concevoir, imaginer, expliquer que le Syndicat des sans-emploi voté mais aussi souhaité comme forme d'organisation tant par des instances élargies (congrès, assemblées) que des responsables et exécutifs syndicaux, dirigé - du moins à ses débuts - par quelques militantes et militants aguerris au syndicalisme, présent au sein d'une Confédération syndicale, soutenu financièrement et techniquement, devait finalement aboutir à un lamentable échec? En formulant ainsi notre question, est-ce dire que nous considérons que le soutien de la Confédération fût à son paroxysme et n'intervint en rien dans le cul-de-sac du syndicat? Pas nécessairement. C'est reconnaître toutefois que tout compte fait cette corrélation semble avoir joué plutôt positivement que négativement et qu'il faille chercher ailleurs les causes de l'échec. Cet "ailleurs" n'est-ce pas précisément le lieu où commence l'analyse sociologique, où nous voilà contraint d'échapper à nos habitudes de penser pour tirer de la complexité et de l'opacité des rapports sociaux ces ficelles souvent cachées qui permettent parfois d'élucider d'obscurs phénomènes.

NOTES DU CHAPITRE VII.

1. "Jamais autant qu'aujourd'hui il n'est devenu essentiel de séparer sur le plan méthodologique l'analyse d'une condition sociale de celle d'une action collective" (Melucci, 1983:17).
2. Voir *Les chômeurs du Québec* de Jean-Michel Barbe, particulièrement le chapitre V sur "La maison du chômeur" (Barbe, 1977).
3. Rapport du comité d'orientation, 49e Congrès de la C.S.N. (Confédération des syndicats nationaux, 1978:6).

CHAPITRE VIII

SECONDE HYPOTHESE

Détours laborieux et nécessaires

Notre hypothèse sur l'impossible mouvement tout comme celle sur l'émergence d'une conscience néo-prolétaire comprend différents volets d'investigation. Elle concerne à la fois le Syndicat des sans-emploi mais aussi l'ensemble de leur collectivité dans son sens le plus large, dans la mesure où nous présumons ne pouvoir expliquer plus en profondeur l'échec du premier que par les difficultés d'action collective de la seconde. En ce qui a trait à ces difficultés, nous emprunterons, pour la formulation de ce volet de notre hypothèse, des éléments d'explication à deux modèles d'analyse et de réflexion sociologique.

L'absence d'identification

Le premier volet, d'ailleurs présent dans la démarche que nous avons entreprise auprès du syndicat au cours de l'automne 1982, soulève toute la question de l'absence d'identification positive des sans-emploi envers leur propre statut, et par conséquent les difficultés pour eux de s'impliquer sur cette base dans une action collective. Ce qui fut d'ailleurs à l'origine de l'accent que nous leur propositions, à ce moment,

de mettre sur leurs expériences, leurs qualifications et aspirations professionnelles plutôt que sur leur dénuement, leur non-statut, leur chômage partiel ou total. D'où le projet de la sectorisation du syndicat, qui visait à regrouper les sans-emploi en tenant compte également de leurs affinités socio-professionnelles. Cette réflexion était en fait largement inspirée, d'une part, d'une pratique que nous mentionnons depuis quelque temps auprès de victimes de fermetures d'entreprises, d'autre part, du texte *Chômage et action collective* d'Olivier Galland et Marie-Victoire Louis (1981), compte rendu d'une recherche qu'ils ont menée auprès de chômeuses, de chômeurs et de précaires. Ce texte m'est apparu alors comme une véritable confirmation d'intuitions prises sur le "terrain":

...les représentations ont un impact direct sur les conditions de formation de l'action collective et plus particulièrement en ce qui concerne les chômeurs pour lesquels la question de l'identité est au coeur de leur situation sociale, des rapports sociaux qu'ils peuvent entretenir avec leur entourage, de leurs modes de sociabilité (Galland et Louis, 1981:177).

Galland et Louis en scrutant différentes figures et comportements d'individus précarisés ou sans-emploi, tentent de démontrer, comme ils se le proposent, que leur "attitude collective dominante est un refus d'assumer le "rôle social" ou l'"identité du chômeur".

L'approche "utilitariste"

Toujours pour tenter d'explicitier les difficultés d'action collective des sans-emploi, nous emprunterons également au modèle d'analyse, parlons plutôt ici de paradigme, celui de "l'utilitarisme". Tiré du champ de l'économie, ce modèle vient investir les comportements sociaux pour analyser les logiques qui entraînent la participation ou non dans les associations, les partis et les mouvements. Nous investiguerons ici plus particulièrement les avancées de Marcur Olson (1978) et d'Anthony Oberschall (1973) qui, bien que pouvant, à certains égards, porter à des excès d'interprétation, nous semblent par contre, dans le contexte précis de notre questionnement, d'un généreux apport.

Ce que Raymond Boudon (1978:8-9) présente comme le théorème d'Olson permet de dégager la pertinence de ce modèle dans l'élaboration de notre hypothèse:

...un groupe inorganisé de personnes ayant un intérêt commun, conscientes de cet intérêt et ayant les moyens de le réaliser peut sous des conditions générales ne rien faire pour le promouvoir. La communauté d'intérêt même lorsqu'elle est une donnée évidente pour tous, ne suffit pas à provoquer l'action commune permettant de promouvoir l'intérêt de tous.

Par groupe inorganisé, il faut entendre ici un large groupe ou une collectivité nommés également par Olson "grand groupe latent". Si nous transposons ce théorème aux sans-emploi, nous pouvons en déduire que bien que ceux-ci puissent avoir comme intérêt commun le droit au travail et qu'ils en soient conscients, bien qu'ils puissent disposer de moyens collectifs pour le revendiquer et possiblement ainsi améliorer leur situation, tout cela ne saurait suffire à "provoquer l'action commune".

permettant de promouvoir l'intérêt de tous".

Olson résume la thèse qu'il tente de défendre tout au long de la logique de l'action collective en ces termes: "Les grands groupes latents ne trouvent pas d'eux-mêmes l'incitation à agir dans un but commun" (1978:188). De ces groupes inorganisés, il affirme que ce sont "les groupes les plus importants numériquement et aussi ceux dont les intérêts communs sont les plus vitaux pour l'individu" (188).

Il formulera ce que nous pouvons concevoir comme différents postulats, pour tenter d'explicitier leurs difficultés d'action:

(Le groupe inorganisé) offre cette particularité que la contribution ou l'absence de contribution d'un membre du groupe n'affecte pas sensiblement les autres, aussi personne n'a-t-il raison de réagir. Un individu dans un groupe "latent" ne peut donc pas par définition apporter une contribution notable à un effort de groupe et puisque personne dans le groupe ne réagit s'il n'apporte pas sa contribution, il n'a aucun motif à l'apporter. Par conséquent rien ne pousse ces groupes importants, "latents", à agir en vue d'obtenir un bien collectif parce que, quelque utile que soit ce bien pour le groupe pris dans sa totalité, il ne représente pas pour l'individu un motif suffisant pour payer des redevances à une organisation travaillant dans l'intérêt du groupe latent, ou pour supporter sous quelque forme que ce soit, une part des coûts qu'entraîne nécessairement une action collective (Olson, 1978:73).

Reprenons de nouveau ce postulat, en dégagant tout simplement que l'implication ou non d'un sans-emploi dans l'action collective pour le droit au travail, ne concernera pas vraiment les autres sans-emploi. Ne réagissant pas à l'engagement de l'un des leurs, d'autant plus qu'ils ne s'identifient pas à leur non-statut, les sans-emploi pris isolément

n'éprouveront donc pas de motif rationnel pour s'engager à "fond dans l'action".

Servir ses propres intérêts

Ce qui, on l'aura deviné, est à la base de tout ce raisonnement est le principe suivant, souligné par Boudon (1978:12) dans sa préface de la *Logique de l'action collective*: "...dans de nombreux cas, mais non dans tous, il y a avantage à essayer d'expliquer les comportements des individus en société en supposant qu'ils cherchent essentiellement à servir au mieux leur propre intérêt".

C'est d'ailleurs la constance de ce principe qui permet à Olson (1978:73-74) de formuler un nouveau postulat:

Seule une incitation indépendante et "sélective" peut pousser un individu raisonnable dans un groupe latent à agir dans l'intérêt du groupe. Dans de telles circonstances une action de groupe ne peut être obtenue que grâce à une incitation qui n'opère pas comme dans le cas du bien collectif sur le groupe tout entier, sans discrimination mais plutôt sélectivement, de manière que ceux qui n'adhèrent pas à l'organisation travaillant dans l'intérêt du groupe ou qui d'une manière ou d'une autre ne contribuent pas à défendre ses intérêts puissent être traités différemment de ceux qui le font.

Des nombreux exemples fournis par Olson pour illustrer cette avancée, celui du fonctionnement des syndicats américains et anglais est dans le contexte de notre travail certes le plus approprié (1978:91):

...comment expliquer que certaines de ces tentatives de procurer des biens collectifs à de vastes groupes latents (tels les travailleurs et les travailleuses) soient couronnées de succès? L'élément de loin le plus déterminant dans la survie des grands syndicats nationaux

est que l'adhésion à ces syndicats et l'appui aux grèves qu'ils déclenchent ont été dans une grande mesure obligatoires.

Le type de syndicalisation prévalant tant en Angleterre, aux États-Unis qu'au Canada (atelier fermé et formule "Rand") illustre cet énoncé. Au Québec, le syndicalisme pratiqué dans l'industrie du bâtiment en est aussi un exemple très concret. Ces mesures obligatoires, individualisées, ne recourent pas nécessairement à la contrainte (Olson, 1978:97):

...la plupart des syndicats doivent offrir quelque chose d'équivalent à des assurances, des avantages sociaux, ou des droits d'ancienneté... Presque tous les syndicats, s'occupent des doléances de leurs membres contre leur patron; c'est-à-dire qu'ils essaient de protéger l'adhérent contre des heures supplémentaires trop (ou trop peu) nombreuses, contre une répartition inéquitable du travail le plus déplaisant, les brimades d'un chef d'équipe, etc.

Le rapport risques/gratifications

Dans le même sillage de pensée citons également Anthony Oberschall qui, dans une étude portant plus spécifiquement sur les leaders et les activistes des mouvements d'opposition, pose un diagnostic s'apparentant aux incitations "sélectives" d'Olson bien que présentées ici en termes de rapport risques/gratifications:

The likelihood that leaders and activists in a social movement are drawn from certain groups and social strata can be established with reference to the risks and rewards that participation entails for them. Rewards might consist of social status, prestige, personal satisfaction, and so on, in addition to financial and economic rewards. Nor does it refer to rewards in an absolute sense, but to the rewards of participation in a social movement relative to the rewards and satisfactions enjoyed in the normal, everyday

course of life... The basic idea is that the lower the risks and the higher the rewards for an individual and members of a group or social stratum, i.e., the lower risk/reward ratio, the more likely are they to become participants in a social movement of opposition, of protest, or of rebellion (Obershall, 1973:161-162).

Obershall applique son schéma à un bon nombre de générations de leaders sociaux et politiques depuis la Révolution française de 1789, la Commune de Paris, la Révolution bolchévique de 1917, en passant par les conventions provinciales du CCF de Saskatchewan en 1945 et 46 - s'inspirant ici d'études de Lipset -, mai 1968, des groupes révolutionnaires latino-américains, jusqu'à l'essoufflement du mouvement étudiant américain des années 70¹.

Nous imaginons volontiers les familiers de la "culture de solidarité" sursauter devant les propos "utilitaristes" d'Olson et d'Obershall. Certains seront peut-être étonnés, choqués que nous recourrions à ceux-ci dans l'élaboration de notre hypothèse sur l'impossible mouvement. Qu'on se rassure toutefois: loin de nous l'idée de réduire tout engagement dans l'action collective comme résultant d'étroits calculs d'intérêts économiques ou sociaux strictement personnels. En ce sens, comme l'invitent à faire Bruce Fireman et William A. Gamson, faut-il aussi émettre critiques et réserves devant cette approche:

We are persuaded that calculations of what may be gained and lost through collective action are very important to actors' decisions to join in collective action. But contrary to utilitarian logic, we think that actors assess what their group may gain or lose as well as what they may gain or lose as individuals (Fireman et Gamson, 1979:15).

Fireman et Gamson voient dans l'implication d'une personne dans une cause et un mouvement la possibilité d'échapper à une application trop formelle et restrictive de l'analyse utilitariste. Ils ont le mérite de réinstaller en quelque sorte l'altruisme et l'idéal qui peuvent être aussi à l'origine de l'engagement:

...individuals have interest in the preservation or achievement of various collective goods. They may have various reasons for valuing these collective goods - some of them selfish and some quite altruistic (Fireman et Gamson, 1979:26)..

Si nous savons toutefois nous débarrasser de la connotation moraliste que nous aimons voir dans l'engagement, nous pouvons déduire que même une démarche altruiste, orientée par la recherche d'un idéal à travers l'action collective, peut comporter à l'évidence des formes de gratifications personnelles très significatives pour les militantes et les militants concernés. On ne milite pas si, à travers son implication, on ne peut absolument pas réaliser ce que l'on a personnellement le plus à coeur, que cela soit des valeurs d'ordre matériel, idéologique ou spirituel.

En réalité, ce qui nous préoccupe ici vraiment, ce n'est pas tant ce qui a pu motiver quelques deux cents personnes à s'inscrire au Syndicat des sans-emploi, ou encore une vingtaine de militantes et de militants à s'y impliquer, mais ce qui pourrait expliquer que les précaires et les exclus ne rejoignent jamais massivement ce type d'organisation.

Enfin l'hypothèse

Nous avançons comme seconde hypothèse de notre recherche que l'échec du Syndicat des sans-emploi fut causé à un premier niveau:

- par la nouveauté que représentaient cette forme et volonté d'organisation au sein des traditions, conventions et structures du mouvement syndical et son corollaire, l'absence de voies propres pour accueillir ce regroupement "pas ordinaire" et en faire un syndicat à part entière;
- par l'absence d'un terrain de luttes circonscrit où alliés et adversaires étaient clairement identifiés;
- par l'hétérogénéité socio-économique et politique de ses membres et de ses militantes et militants;
- par l'absence de services particuliers et constants;
- enfin, par les tensions et conflits internes permanents qui traversèrent toutes ses instances (Assemblée générale, Exécutif...) et comités de travail.

On comprendra, dans une telle situation, qu'être simple membre ou militer au syndicat n'offrait que fort peu de gratifications personnelles de quelque nature que ce soit, et que ses principaux artisans n'éprouvaient tout simplement plus de motifs "raisonnables" à la poursuite de leur action.

Toutefois nous prétendons plus fondamentalement, à un second niveau, que l'échec, l'incapacité d'impulser une adhésion massive, de clarifier des objectifs précis, de mener de larges luttes, voire de produire

un véritable mouvement (cela même dans le sens restreint du terme)² tant à partir du syndicat que de d'autres organisations de sans-emploi, doit s'expliquer à la fois par:

- l'absence d'identification des sans-emploi à leur situation socio-économique (voire leurs fuites par tous les moyens possibles pour y échapper);
- l'absence d'incitations sélectives (économiques et sociales) qui auraient pu entraîner les sans-emploi à rejoindre ce type de regroupement.

Pour la collectivité des sans-emploi, le rapport risques/gratifications était beaucoup trop élevé pour oser adhérer au syndicat, et encore plus y militer.

NOTES DU CHAPITRE VIII

1. "With the recent tightening of the job market for Ph.D.'s, the increased hesitancy of faculties to condone disruptive activities, and the resort to tougher disciplinary measures, the risks of student campus militancy have increased sharply" (Obershall, 1973: 169).
2. Si pour Alain Touraine le mouvement social lutte "pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète" (Touraine, 1978:104), d'autres sociologues en donnent toutefois des définitions beaucoup plus restreintes. Par exemple, Jame L. Wood et Maurice Jackson définiront les mouvements sociaux en ces termes:
 - . Social movements can be defined as unconventional groups that have varying degrees of formal organization and that attempt to produce or prevent radical or reformist type of change (Wood and Jackson, 1982:3).

CHAPITRE IX

SECONDES DISCUSSIONS ET DEMONSTRATIONS

Ce qui importe ici c'est de produire, à partir des données de notre intervention, la mise en forme la plus judicieuse d'éléments d'explication de *l'impossible mouvement*: impossible syndicat des sans-emploi d'une part; impossible mouvement de sans-emploi d'autre part.

De cette seconde hypothèse, il faut rappeler brièvement qu'elle comprend deux niveaux: le premier s'attache à la dynamique propre du syndicat; le second, à celle de la collectivité des précaires et des exclus du marché du travail. Dans ce chapitre, nous tenterons d'articuler, à partir des réflexions et analyses des acteurs de notre recherche, ces deux niveaux d'explication, dont nous avons déjà dit que le premier était en quelque sorte un effet du second.

I. L'impossible syndicat

Parmi les facteurs internes propres au syndicat, à son existence même, plutôt qu'aux particularités de la collectivité qu'il cherchait à conquérir, trois nous semblent être prioritaires: le caractère nouveau de l'organisation; l'hétérogénéité de ses militantes et de ses militants; les conflits et les tensions qui le traversèrent en permanence. Nous en

déduisons que les absences de structures, de discours, de terrain circonscrit de luttes et même de services adéquats, doivent être perçues davantage comme des conséquences de ces trois facteurs, voire des variables dépendantes ou intermédiaires plutôt qu'indépendantes, qui sauraient être en mesure de dégager par elles-mêmes les difficultés et l'échec de ce regroupement. Il faut aussi reconnaître qu'entre ces trois premiers facteurs que nous identifions prioritaires, il y a aussi interrelations et causalités réciproques. Par exemple, l'hétérogénéité socio-économique et politique des militantes et des militants ne peut-elle pas expliquer tensions et conflits du syndicat? Et sa nouveauté n'expliquerait-elle pas aussi cette grande hétérogénéité?

Il n'est pas ici de notre intention d'entrer dans toutes les subtilités d'une analyse complexe des relations entre ces différents facteurs et variables. Toutefois, dans la mesure où nous retenons la nouveauté, l'hétérogénéité et les tensions permanentes pour expliquer tergiversations et cul-de-sac du syndicat, nous utiliserons à l'occasion les absences de structures, discours, terrain précis de lutte et services, comme composantes de nos trois facteurs prioritaires et pouvant se greffer tantôt à l'un, tantôt à l'autre.

Un nouveau type de solidarité

Le caractère nouveau du Syndicat des sans-emploi ne résidait pas dans le fait de regrouper précaires et exclus du marché du travail, mais dans sa volonté d'être véritablement un syndicat, d'être partie prenante du mouvement ouvrier organisé, et de considérer, par le fait même, les

sans-emploi, au-delà de cette "armée de réserve" menaçante, comme des travailleuses et des travailleurs à part entière. Dès les premières discussions du groupe, portant plus spécifiquement sur le syndicat, se dégage ce constat des propos de Serge, qui avait quant à lui participé au comité de travail d'où origine la proposition de mise sur pied du syndicat:

On s'est réuni à de très nombreuses reprises pour essayer de voir de quelle façon on pourrait avoir une politique d'organisation, de regroupement quelconque des sans-emploi. A l'époque on ne parlait pas de sans-emploi, mais de chômeuses, chômeurs... On a examiné ce qui s'était fait depuis plusieurs années: de la Maison du chômeur au Mouvement d'Action Chômage, en passant par un certain nombre d'autres organisations. Nous avons aussi regardé ce qui s'était passé du côté du mouvement syndical... On en est arrivé en fin de compte à l'hypothèse d'un syndicat de sans-emploi relié au mouvement syndical, au Conseil Central de Montréal plus particulièrement. On se disait, de toute façon, il y avait un certain nombre de problèmes que toute organisation de sans-emploi devait rencontrer. Mais avec un syndicat, on se disait qu'il y avait peut-être plus de possibilités d'une certaine force, étant donné qu'il se retrouverait relié à une Centrale relativement puissante... On se définissait d'abord et avant tout comme travailleurs et travailleuses privés d'emploi. (Ainsi on pouvait donc se situer) dans la même démarche que d'autres travailleurs. Et qu'est-ce qui représentait le mieux les travailleurs à ce moment-là, en 1978-79, c'était selon nous les centrales syndicales et plus particulièrement la C.S.N.

La mise en branle du syndicat des sans-emploi se justifie aussi comme conséquence logique de ce syndicalisme "de combat, de classe et de masse" dont se réclame la C.S.N. depuis la fin des années 60: un sans-emploi, travailleuse ou travailleur privé d'emploi, doit aussi avoir sa place au coeur du mouvement syndical; si la société l'exclut

du marché du travail, ce n'est pas une raison pour que le mouvement syndical en fasse tout autant, bien au contraire. Produit davantage d'une réflexion politique, le syndicat apparaît rapidement comme un maillon fragile dans la mesure où nouveau phénomène, traditions et conventions ne sont guère de secours pour aider à délimiter statuts, règlements et cheminements à prendre. Tout est à inventer puisqu'il s'agit non seulement de syndiquer des sans-emploi, mais aussi de le faire sur une base large, volontaire, en dehors du cadre législatif existant fort bien concrétisé d'ailleurs par l'existence de la formule "Rand":

Il faut dire qu'on était en train de mettre une nouvelle organisation sur pied, une nouvelle façon de voir le syndicalisme, parce qu'effectivement c'était unique en Amérique du Nord. Tu ne peux pas te syndiquer si tu n'es pas dans une boîte que conquies avec un boss d'une part, et d'autre part tu ne peux pas te syndiquer individuellement. Tu peux te syndiquer quand il y a 50% plus un des salariés d'une boîte qui décident de le faire. Donc c'était une nouvelle façon pour les gens, qui voulaient venir sur une base individuelle, de se syndiquer à la C.S.N. Il faut aussi dire qu'on n'était pas, bien sûr, un syndicat officiellement accrédité parce qu'on n'entraînait pas dans le Code du travail comme tel, et d'autre part on n'était pas non plus un syndicat affilié officiellement à la Centrale parce que c'était considéré un peu comme une expérience pilote au Conseil Central de Montréal (SERGE).

Volonté de syndicat, plutôt que syndicat formel, et type de regroupement en dehors des rouages conventionnels, s'adressant à une clientèle traditionnellement non syndiquée aux prises avec des problèmes fort particuliers: tout cela traduit la nouveauté du syndicat. Pour bien souligner l'importance qu'elle révèle et les problèmes qu'elle soulève, nous reproduisons ici de longs extraits d'un échange entre SUZANNE

et SERGE, suite à l'exposé de ce dernier sur les origines et premiers "balbutiements" du syndicat. SUZANNE connaissait le syndicat, elle avait produit pour lui le graphisme de certaines de ses affiches et feuillets. Toutefois, bien que précaire, il ne fut jamais question pour elle d'y adhérer.

Nouveauté du syndicat, et pratiques concrètes

SUZANNE: Etant donné que ce sont des sans-emploi, il faut trouver une formule différente à ce moment-là. Avez-vous cherché à être différents? Avec-vous plutôt cherché à être bien structurés, avec des "belles assemblées" et tout ça...?

SERGE: Quand on a mis le syndicat sur pied, c'était vu effectivement comme un syndicat... bien sûr qu'il y avait des contradictions... un syndicat, mais avec un certain nombre d'éléments différents. Il n'y a pas de doute là-dessus. Mais quels éléments et comment les traduire dans le quotidien? Dans les faits, ce n'est pas si simple que ça à faire... Il y a eu des exécutifs élargis à de nombreuses reprises à un moment donné. Ça c'est relativement informel. Cet exécutif, qui justement invite les gens en dehors du cadre strict de l'assemblée et qui leur demande ce qu'ils pensent, ce qu'ils voient à améliorer, etc.

SUZANNE: Les gens avaient peut-être beaucoup de revendications à mener, mais il n'y avait peut-être pas beaucoup de moyens pour réaliser ces choses-là, étant donné que vous n'aviez aucun fond, aucune structure... pas d'argent et pas de moyens de pressions réels à part de vous appuyer sur la C.S.N. et dire que vous faites partie d'une Centrale syndicale. Ce qui fait que vous méritez le nom de syndicat. A part ça, il n'y avait aucun moyen tangible qui pouvait aider à exprimer leurs problèmes et leurs revendications. Les gens ne sentaient pas qu'il y avait une progression...

SERGE: Effectivement il y a eu des problèmes, à cause du fort taux de roulement par exemple. T'as l'exécutif en avant, le mois après c'est un autre président, puis un autre secrétaire et ainsi de suite... Pour avoir une action un peu plus à long terme, ça causait des difficultés. D'autre part, dire que l'on avait pas d'argent, c'est vrai en partie mais d'un autre côté, si on arrivait avec des choses précises, on nous donnait les moyens... je pense qu'il faut revenir à ce que peut représenter un nouveau type de regroupement qui n'a pas été rodé par personne. Il n'y a pas de pistes sur lesquelles on peut s'engager. On l'a fait un peu par rapport aux autres groupes qui existaient déjà, avant même notre mise sur pied, mais reste qu'il n'y avait pas de pistes sur lesquelles on pouvait s'engager en se disant, par exemple, telle erreur on ne la fera pas... je pense que ça demeure encore un problème, c'est-à-dire qu'il n'y a rien de défini de façon très concrète...

SUZANNE: Si on regarde la structure normale d'un syndicat, t'as les boss d'un bord et les employés de l'autre... Tandis que là, t'as le syndicat avec les sans-emploi qui n'ont plus de boss, donc tu n'as plus l'affrontement qu'il y avait entre les deux. Où vous situez-vous exactement?

SERGE: C'est peut-être ça qui reste à chercher puis à trouver... Est-ce que l'on doit donner des services, l'assurance-chômage de façon individuelle par exemple? Est-ce que l'on fait de la formation?... On cherche, sans nécessairement arriver à des solutions qui pourraient nous faire avancer davantage.

Cette discussion démontre en quoi "la nouveauté" du syndicat pouvait représenter un certain danger dans la mesure où, sans "pistes sur lesquelles on peut s'engager", tout choix doit se faire dans l'incertitude et peut ainsi s'avérer une nouvelle erreur rendant l'émergence possible de l'organisation d'autant plus problématique, voire quasi impossible. Mais cette nouveauté pouvait aussi représenter un défi et exercer un

attire pour certains militants et militantes. Toutefois, dans la mesure où les problèmes se multiplient, qu'il n'y a pas de progression sur un certain nombre de points, qu'on n'arrive pas véritablement à traduire de manière tant soit peu crédible cette volonté de regroupement - qui par contre pouvait conserver idéologiquement toute sa légitimité -, la dure réalité des faits rappelle qu'il ne suffit pas qu'une cause soit juste, pour qu'une organisation devienne conquérante. D'où un essoufflement parfois temporaire, parfois définitif de la majorité des militantes et des militants qui, pourtant, souvent pendant plus d'un an, tentèrent avec beaucoup d'énergie et de lucidité de faire "lever la pâte".

Enfin si "la nouveauté" peut exercer un défi pour certains, pour d'autres c'est plutôt l'absence de pratiques vraiment différentes qui les éloigneront du syndicat. C'est ce qu'il y a derrière le questionnement de SUZANNE. Elle conclut d'ailleurs sa discussion avec SERGE dans ces termes:

En contact avec le syndicat des sans-emploi, j'ai trouvé l'idée super. Ça m'a ébouie. J'ai trouvé ça bien "trippant". Je me suis dit si tout le monde qui n'ont rien à faire allaient là... Ce qui me venait à la tête, c'était des gens qui créent des échanges, un milieu, des affichages, toutes sortes d'activités... Par exemple, ça peut être juste deux menuisiers qui sont en chômage, qui se voient là et "tac" qui se partent une affaire. Sauf que la structure qui les accueille et dans laquelle ils doivent s'intégrer ça les bloque. Essayer de les organiser dans un syndicat rigide et dans lequel il fallait qu'ils revendiquent au niveau du gouvernement, c'était une erreur parce qu'ils n'ont rien derrière pour les propulser.

Cette réflexion sera aussi partagée par d'autres. Elle remet en question le caractère nouveau du syndicat, du moins du fonctionnement de

ses structures de base, de ses orientations et de ses luttes. Cela nous invite à préciser davantage ce que nous entendons par "la nouveauté" de ce regroupement. Ce n'est pas tant les pratiques qu'il met de l'avant mais le défi qu'il pose: organiser les sans-emploi en syndicat sur une base individuelle et volontaire, tenter ainsi d'en faire massivement des membres à part entière du mouvement ouvrier, pour assurer collectivement et en liaison "organique" avec ce dernier, la défense de leurs intérêts et la lutte pour le droit au travail. Liaison qui ne se fera pas d'ailleurs sans difficultés.

L'hétérogénéité des membres

Différences multiples tant au niveau des expériences que des aspirations de travail, de la formation scolaire et professionnelle, des idéologies politiques, des valeurs "existentielles", des attentes envers le syndicat... Différences d'autant plus importantes et significatives que les seuls points de similitude, la précarité et l'exclusion, ne sont guère ceux à travers lesquels on recherchera à affirmer sa personnalité, son identité.

Le type même d'accès au syndicat favorise ces différences:

N'importe qui peut entrer dans le syndicat. D'une part il y a des gens qui viennent pour se trouver une job, ils voient le syndicat comme une place pour en avoir une, ils participent à deux ou trois assemblées, se rendent compte que ce n'est pas ça puis ne reviennent plus. Il y en a d'autres qui viennent parce qu'ils ont tout simplement besoin de rencontrer du monde, ils n'ont pas de vision politique, ça ne leur tente pas nécessairement de faire des choses pour changer la société, pour changer les conditions des sans-emploi. Parce qu'ils se sentent isolés et qu'on parle de briser leur isolement, ça leur tente plutôt de jaser avec des gens. Dans le fond ils ont plus besoin d'une

relation d'aide que d'autre chose... D'autre part, il y a les personnes qui sont de groupes politiques et qui viennent pour avoir une place pour passer "leurs affaires". En fait, tu vas d'un extrême à l'autre. Il y a d'un côté celui qui n'est pas du tout structuré, qui vient d'un milieu où il n'a jamais discuté de politique, de toute façon ça ne l'intéresse pas vraiment; de l'autre t'as le super structuré, super militant qui dit qu'il faut faire trois manifs par semaine, deux occupations, vingt-deux distributions de tracts... t'as comme des extrêmes difficiles à concilier (SERGE).

Guy fait aussi une réflexion semblable:

En réalité tu fais face à du monde (qui occupe chacun un terrain politique différent). Leur idée est bien bonne, mais toi t'as une autre idée parce que t'as une expérience différente. Donc ça fait que tu es en confrontation, que c'est antagoniste, ce qui fait que tu n'arrives à rien, qu'il ne se passe rien. Alors il y a des gens qui partent et qui reviennent. Même que parfois, il y a du monde qui ont des idées, qui ne sont pas nécessairement antagonistes mais qui le deviennent parce que les gens ne sont pas capables de voir vraiment où ils s'en vont.

Cette image de la diversité décrite par GUY et SERGE reviendra de différentes façons, tantôt comme réflexions, tantôt comme témoignages, chez les autres participants. Ce sera le cas de JACQUES qui, tout en commentant de manière générale l'arrivée d'un chômeur au syndicat, fera aussi part de sa propre expérience:

Un chômeur à mon avis, quand il s'en vient au syndicat des sans-emploi, c'est presque un bureau d'assurance-chômage pour lui... Il arrive avec un niveau de langage, et nous on en a un tout autre dans lequel on se considère pas comme tel... On lui demande d'emblée d'accepter tout ce que fait la Centrale en terme d'interventions sociales, et laissez-moi vous dire, en tout cas moi personnellement pour en avoir vécu l'expérience, que ça prend du

temps avant de déchiffrer tous les mécanismes dans lesquels je dois fonctionner (du code de procédures aux revendications de la C.S.N.) Avant de déchiffrer tout ça, je suis littéralement comme baigné, noyé, ce qui fait que je suis incapable d'y trouver un lieu d'appartenance.

L'intervention de JACQUES met l'accent sur l'écart qui existait au départ entre, d'une part, celles et ceux qui adhéraient au syndicat et pour qui les règles rudimentaires de fonctionnement évoquaient des obstacles déjà difficiles à surmonter, et d'autre part, celles et ceux pour qui tout cela était un acquis de longue date. Ce constat revient à différentes reprises. Citons LISE et PIERRE qui apportent là-dessus des témoignages fort différents:

Syndicat des sans-emploi, ça me faisait tout le temps drôle d'entendre ça parce que je me disais, je ne suis pas travailleuse et tous les gens qui se regroupent là ne travaillent pas non plus. Quand je suis rentrée là, je pensais que c'était un mouvement de revendications, on revendiquait des choses, on allait chercher le plus de monde possible pour être plus nombreux, donc pour être plus forts. Tout cela avec l'appui de la C.S.N. haut la main, une centrale qui est reconnue revendicative, combative, etc... Sauf que quand je suis arrivée là, tout ce qu'on essayait de faire ça marchait pas. J'avais l'impression que le monde ne voulait pas faire grand chose... Je me suis dit qu'est-ce qu'ils veulent? revendiquer? jaser? (LISE)

Mon premier but c'était pour rencontrer du monde, briser mon isolement. Puis j'ai trouvé cela trop formel. La première fois que je suis venu au congrès, tu sais l'histoire du quorum... il fallait attendre le quorum pour que je sois membre officiel. Je ne trouve pas que ça donne grand chose. Etre membre officiel ou pas officiel, ce qui compte c'est d'être membre tout court. Aussi quand je suis venu à la soirée d'accueil la première fois, on aurait dit que c'était comme une propagande pour la C.S.N. On parlait tout le temps de la C.S.N. La C.S.N. par ici, la C.S.N. par là. Pour moi ça n'a pas tellement de rapport à la C.S.N. là-dedans (PIERRE).

LISE et PIERRE: deux attentes tout à fait différentes; deux façons de voir le syndicat et de concevoir son rapport au mouvement syndical. Cela recouvre de multiples attitudes et à la limite autant qu'il peut y avoir de membres dans le syndicat. De sorte que, comme le confirme SERGE, les rencontres de l'exécutif, les comités de travail et les assemblées générales devenaient pratiquement impossibles à tenir:

Tous les extrêmes sont là. Je me souviens à une rencontre de l'exécutif élargi, au même moment il y avait du monde qui trouvait que c'était trop rigide, d'autres que c'était trop "lousse". Ceux qui considéraient qu'on était trop rigide alors disait: "on ne peut pas s'exprimer, s'épanouir et apporter notre créativité". En même temps d'autres disaient: "oui mais il faut que ça marche, on ne vient pas ici pour niaiser". On a toujours été pris avec ça dans à peu près toutes les interrogations.

L'hétérogénéité n'alimente-t-elle pas ces tensions internes que nous avons aussi identifiées comme l'un des principaux facteurs d'échec du syndicat. Sans doute en grande partie, bien que réduire celles-ci à celle-là serait une erreur dans la mesure où ces tensions doivent tout autant être expliquées par les nombreux et difficiles défis à relever, posés par les enjeux mêmes de cette volonté d'action collective.

Tensions et conflits internes

Si rencontres et assemblées du syndicat étaient aussi tendues, aiguës et pénibles, c'est qu'il était pratiquement impossible d'établir, sur quelque question que ce soit, le moindre consensus. Déjà, à l'assemblée de formation du syndicat, les tensions apparaissent:

En octobre 81, se tient l'assemblée de fondation du syndicat. Il y avait à peu près trente-cinq personnes... Un problème se pose immédiatement. Des gens provenant de groupes populaires s'inquiétaient de ce syndicalisme des sans-emploi. Ils voyaient ça comme une volonté d'empiétement de la C.S.N. sur leur propre existence... Ce n'est donc pas parti comme cela aurait pu être le cas, si tous ceux qui étaient là avaient cru et voulu que ça fonctionne... Cela a eu comme effet, jusqu'à un certain point, de créer un genre de méfiance pendant un bon bout de temps envers le Conseil Central de Montréal et la C.S.N. (SERGE).

Dans la mesure où des militantes et des militants d'organisations populaires se sentent menacés par la mise en branle du syndicat, interpellent ses fondateurs et les responsables de la C.S.N. sur leurs intentions réelles, voilà que le climat de suspicion est créé pour celles et ceux qui pouvaient éventuellement s'y intéresser. Par la suite, ce climat sera savamment entretenu, bien que sous des formes et des enjeux différents, par quelques militantes et militants, plus ou moins reliés à un groupe marxiste-léniniste. Ce serait se leurrer de voir chez ces derniers la cause de tous ces affrontements. Mais certes les ont-ils, à tout le moins, accentués en favorisant souvent une polarisation à outrance.

Dans une telle situation, chaque événement, chaque décision à prendre devenait l'enjeu de dures confrontations. Du fonctionnement de l'exécutif et de l'assemblée générale, aux thèmes du congrès et visées du syndicat, les débats furent si aigus, que finalement, exception faite pour quelques actions plus ou moins spontanées, bien des sans-emploi évitèrent de s'engager vraiment et bon nombre de militantes et de militants, face à autant d'ingratitude et à l'absence de toute gratification,

ne trouvèrent plus l'ardeur pour poursuivre le combat:

Il y a toute la perception de ce qu'est un syndicat, ce qu'est un exécutif... Ca été des débats très longs et très pénibles. A un moment donné, l'exécutif ne pouvait plus fonctionner ensemble. Certains le voyaient comme un lieu de rencontre entre les assemblées, sans plus d'importance; d'autres comme un lieu où on donne une certaine orientation au syndicat. On arrive au premier congrès du syndicat pour régler ça... On tient le congrès et on réussit, je pense, à clarifier un certain nombre d'orientations. Mais suite au congrès, il y a de nouveau des problèmes, qui remettent en question le congrès lui-même... Le Congrès, sur papier, a clarifié les choses, mais dans la quotidien du syndicat, ça n'a pas particulièrement aidé de toute façon (SERGE).

Il y avait mésentente également sur la conception même du chômeur:

D'un côté c'était la conception du chômeur que j'ai souvent appelée la conception misérabiliste du chômage. C'était de regrouper les chômeurs parce qu'ils étaient une population démunie et qui, par leur nombre, étaient un ferment révolutionnaire si on veut... Puis il se dessinait de plus en plus au syndicat, avec nos contacts à la C.S.N., l'idée de vraiment définir les chômeurs comme travailleurs et travailleuses privés d'emploi. C'était une approche différente qui parlait plutôt du potentiel des chômeurs que de leur état actuel (SERGE).

S'il devenait pratiquement impossible de s'entendre sur les rudiments du syndicat, sa définition, son fonctionnement ainsi que sur la perception des sans-emploi, il va s'en dire que cela était encore plus manifeste pour les grandes orientations. C'est ce qui se passe au sujet de la proposition visant à favoriser l'adhésion des membres, sur une certaine base sectorielle, en tenant compte de leurs expériences de travail, leur formation et leurs aspirations professionnelles. Celles et ceux qui

s'opposent à cette conception, y décèlent une tendance bureaucratique et corporatiste: c'est là séparer les sans-emploi plutôt que de les unir". C'est aussi, pour elles et pour eux, la manifestation de la volonté de la C.S.N. de mettre la main sur le syndicat, en cherchant à y reproduire une structure se référant à ses propres secteurs professionnels, soit les fédérations.

II. L'impossible mouvement

La fidélité à une méthode

Pour illustrer la partie de notre hypothèse portant plus spécifiquement sur l'impossible mouvement, il aurait peut-être fallu nous adresser directement à l'ensemble de la collectivité des sans-emploi et tenter d'y déceler, par exemple à l'aide d'une enquête par questionnaire, ce qui empêche les membres de ce vaste "groupe latent" de rejoindre les organisations qui entendent pourtant assurer la défense de leurs intérêts. Une telle démarche aurait exigé que nous doublions en quelque sorte la méthode de l'intervention sociologique ou, du moins, que nous lui greffions d'autres techniques de recherche. Cela aurait été, en pratique, se lancer dans une toute autre voie et reléguer au second plan celle que nous avons déjà privilégiée. Ce ne fut pas notre choix. D'ailleurs, n'est-ce pas le produit même de l'intervention qui nous incita à formuler cette dimension de notre hypothèse? Cela d'autant plus que les facteurs, pouvant expliciter l'absence de la collectivité des sans-emploi au sein du syndicat, furent largement débattus.

L'absence d'identification

La question de l'absence d'identification à la situation de sans-emploi est un constat partagé largement au sein du groupe de l'intervention. Que ce soit GABRIELLE, DENISE, SERGE, JACQUES, CLAUDE... tous reconnaissent, de différentes manières, qu'un sans-emploi, plus particulièrement ici une chômeuse ou un chômeur, ne s'identifiera surtout pas à ce non-statut:

Les gens ont de la difficulté à s'identifier à leur situation de sans-emploi... C'est dévalorisant. Les gens ne se voient pas, ne se définissent pas vraiment comme sans-emploi. Il y a toutes sortes de problèmes d'identification. (SERGE)

DENIS ira dans le même sens, en insistant toutefois sur le caractère individualisé du chômage:

Je pense que les gens ne viendront jamais en grand nombre (au syndicat) parce que le chômage c'est une situation très difficile individuellement. On l'assume individuellement dans la société dans laquelle on vit. C'est aussi temporaire.

L'aspect temporaire de la situation explique aussi qu'on ne saurait recourir à elle pour se définir: "t'as pas de job et un moment donné t'as une job, t'as moins de temps (pour arriver à t'identifier au chômage)" (DENIS). Se retrouver sans emploi est en fait le plus souvent perçu comme un "accident de parcours" plutôt qu'une situation permanente.

A l'isolement, au caractère temporaire et dévalorisant du chômage, s'ajoute aussi l'angoisse qui fréquemment l'accompagne:

Je ne m'identifiais pas à la situation de chômage... (enfin) je m'identifiais très mal à cette situation... c'était très souffrant pour moi.

Ce témoignage de GABRIELLE n'est pas sans nous rappeler que l'absence d'identification au chômage recoupe en fait différents aspects que nous avons développés antérieurement dans notre chapitre VI. Cela particulièrement lorsque que nous avons illustré le principe de *l'identité pluridimensionnelle* du nouveau sujet prolétaire, ou encore, bien que de manière tout à fait opposée, la figure du *triste précaire*. Trop chercher à démontrer ici cette absence d'identification risquerait d'être répétitif.

En fait, on se conduira envers le non-travail un peu comme à l'égard du travail répétitif et monotone. Avec la différence toutefois que l'absence de travail est sans doute vécu économiquement et socialement, du moins pour la grande majorité des gens - qui sont loin d'être tous sensibles aux nouveaux éléments de la conscience néo-prolétaire -, beaucoup plus durement que le travail "abrutissant". Encore là faut-il probablement, envers le non-travail, recourir à la même ambivalence dont nous entretenait Danielle Linhart (1984) à l'égard du travail. L'illustration que nous faisons des propos de DENISE et de GABRIELLE, sous les sous-titres *Le travail comme expérience humaine et le travail comme expérience sociale* (pages 102 à 106) ne rend-elle pas, non seulement à l'égard du travail mais également du non-travail, toute la complexité tantôt subversive, tantôt dramatique, de cette ambivalence.

La recherche d'une identification

Finalement, si les sans-emploi rejettent ce non-statut, à quoi s'identifieront-ils? Nous touchons là le coeur de ce débat, dont nous avons déjà fait allusion, sur la recherche d'un nouveau principe d'identification au sein du Syndicat des sans-emploi. Ce débat recoupe plus particulièrement toute la question de la "sectorisation" des structures de base du syndicat. Deux perceptions semblent nourrir ici la polarisation des positions. Elles sont clairement illustrées par les propos de SERGE et de LISE:

Même s'ils n'ont pas d'emploi, les gens s'identifieront davantage à un travail qu'ils ont occupé pendant X nombre d'années qu'au fait d'être sans emploi (SERGE).

Ce n'est pas le seul argument, mais sans doute l'un des principaux, qui milita en faveur de la sectorisation du syndicat. Et c'est peut-être autour de celui-ci, si nous tenons à trouver des motivations rationnelles à cette confrontation, qu'il nous faut investir. LISE dégage ici l'autre point de vue sur cette question:

Dans le fond, jusqu'à un certain point, c'est pas parce que t'as travaillé deux ans dans un magasin que t'as envie de faire ça toute ta vie, et de t'asseoir nécessairement avec des gens qui ont travaillé dans des magasins toute leur vie. T'as envie de faire d'autres jobs... On n'est pas des travailleurs. On ne travaille pas, on ne peut pas s'identifier à une job, on ne l'a pas.

Encore ici, nous retrouvons des appréhensions près du nouveau sujet prolétaire. Les propos de LISE n'est-il pas de soutenir qu'en réalité il est tout à fait arbitraire de s'imaginer qu'un sans-emploi sera

nécessairement enclin à s'identifier à une expérience passée de travail. A la limite cela ne devrait-il pas être le contraire? Et n'est-ce pas généralement le cas, particulièrement si ce travail fut vécu - ce qui n'est quand même pas rarissime - comme lieu et procès d'abrutissement?

Il faut voir ici le point fort du refus de la sectorisation du syndicat. Expression des franges souvent les plus jeunes, ce refus sera aussi vécu comme l'affirmation d'une identité différente qui ne se perçoit surtout pas à travers les composantes traditionnelles du mouvement ouvrier:

...La C.S.N., c'est une grosse affaire. C'est sûr qu'elle implantait ses idées de fédérations. Les secteurs (au syndicat), c'était l'équivalent de l'idée des fédérations (LISE).

Bien que la proposition de sectorisation ait été beaucoup plus souple et nuancée que ce que peut en dégager LISE - cela sera d'ailleurs développé par SERGE, il n'en demeure pas moins que c'est encore ici toute l'ambiguïté du rapport au travail, particulièrement vive chez le nouveau sujet prolétaire, qui a rendu ce refus de la sectorisation aussi catégorique. L'habileté des militantes et des militants politiquement "patentés" aura été de canaliser, en partie du moins et cela sans doute plus ou moins sciemment, la force de ce refus.

L'absence de gratifications

S'il y a un "chaînon manquant" au Syndicat des sans-emploi, c'est peut-être celui qui pourtant est le plus essentiel:

Un chômeur vient au syndicat, ce qu'il veut c'est de trouver une job. Il arrive au syndicat, il voit (bien) que c'est pas là qu'il va s'en trouver une (LISE).

C'est le grand problème du syndicat. Il ne rend pas "la marchandise". Il est incapable de répondre aux attentes qu'il a pu créer. Et cela, tous les acteurs de la recherche, le reconnaîtront.

Les besoins des sans-emploi sont énormes. Si le syndicat n'arrive pas à y répondre un tant soit peu, les coûts pour y militer deviendront beaucoup trop élevés. CLAUDE et LISE illustrent clairement cette idée:

Claudé: Prends du monde qui ont une femme à faire vivre, quatre enfants, des charges comme la maison... Tu arrêtes de travailler, là tu as la période d'attente... Tu t'endettes, puis tu reçois ton chômage... (Tu vis avec presque rien). C'est absolument abominable... Je veux dire, tu t'identifies à quelque chose qui va aussi servir tes intérêts de survie, je pense que c'est une question primordiale ça...

Lisé: ...Les gens qui arrivent au syndicat, qui vont y militer, ils ont déjà résolu des problèmes, soit de manger, de se loger, de se vêtir... c'est le minimum... c'est quoi son besoin concret au chômeur? C'est de travailler, peut-être de faire des jobbines, essayer d'avoir de l'argent d'une façon quelconque justement pour pouvoir se payer un logement... Tu restes pas au syndicat quand t'as besoin de manger.

L'image peut paraître exagérée, elle n'est pourtant pas, même dans ce qui semble être des excès, dépourvue de tout fondement.

Ce qu'il y a de révélateur dans ces réflexions, c'est que le syndicat, tout compte fait, se retrouve dans un bien curieux dilemme: mieux vaut l'éviter lorsqu'on pourrait en avoir un réel besoin, parce qu'on risque d'y perdre beaucoup en s'y attardant trop longtemps. Bref,

l'implication dans "ce drôle" de syndicat est inversement proportionnelle aux exigences de la satisfaction de besoins socio-économiques liés au statut de sans-emploi.

Enfin, il ne faudrait surtout pas croire que les militantes et les militants les plus engagés dans le syndicat ne percevaient pas les enjeux de ce dilemme, et ne tentèrent pas, par différents moyens, d'y trouver des solutions. DENISE, qui fut d'ailleurs présidente du syndicat plusieurs mois, témoigne de ces réflexions:

On s'est demandé: est-ce qu'on peut donner des services adéquats, du cas à cas, pour l'assurance-chômage et le bien-être social? On avait commencé à répondre au téléphone... pour aider les gens qui ont des problèmes. On s'est même penché sur la question des loisirs... Si on avait eu éventuellement un (bon) local, on aurait pu servir des "lunchs" à prix modiques, avoir un lieu de regroupement, faire des choses intéressantes... (Puis on aurait pu avoir) des rabais pour les transports en commun et pour des restaurants, des spectacles à prix populaires. D'ailleurs à ces soirées, il y a des gens qui sont venus me voir ce soir-là pour nous féliciter parce que c'était la première fois depuis un an qu'il pouvait assister à un spectacle. Il y avait Plume Latraverse et tout ça pour trois dollars... Mais on risquait de tomber dans le piège de la consommation... Une fois que tu l'as ton avantage, ton service, ton spectacle, la réponse à ta question, tu t'en retournes chez vous. Alors que nous, c'est une organisation collective que nous voulions. On ne voulait pas donner un bonbon au monde, puis qu'ils repartent tout le temps. On voulait que ces gens-là se sentent impliqués d'une façon organisée, avec des responsabilités, des représentants légitimes... On a toujours été conscients des besoins, des intérêts des gens et voulu que ça se matérialise de façon structurée.

CONCLUSION

LE RETOUR DU MILITANT

Sociology cannot be a neutral intellectual endeavour, indifferent to the practical consequences of its analyses for those whose conduct forms its object of study.

Anthony Giddens, *and Co.* (1982).

Apprenti-sociologue questionné par le monde de l'exclusion, nous nous retrouvons volontiers du côté des "sociologues de la nuit":

Aujourd'hui où l'obscurité est trouée par les projecteurs, le sociologue nous apprend à voir ceux qui sont parmi nous, mais baillonnés par l'Etat et l'organisation sociale et culturelle. Il interroge ceux que l'ordre établi considère comme des monstres et des marginaux (Touraine, 1974:43).

Loin de nous la prétention d'avoir fait jaillir toute la lumière tant sur l'exclusion que sur l'ordre établi. Ces deux axes de toute notre démarche et cela avant même qu'elle ne prenne forme comme projet de recherche. Toutefois, ne pouvons-nous pas penser que questions, hypothèses, discussions et démonstrations développées ici, auront tout au moins permis d'ajuster les "projecteurs" pour découvrir traits et caractères particuliers, et dévoiler ainsi des voies permettant de saisir davantage de nouveaux sujets et faits sociaux.

Les vagabonds qui nous font rêver

Des ... sans doute faut-il garder en mémoire leur refus du travail répétitif, monotone et abrutissant; leur désir de se réaliser par autre chose que ce qu'ils font vraiment et leur mise en oeuvre de projets multiples: voyages, retour aux études, projets d'un travail alternatif pour y parvenir; leurs fuites, leurs horizons diversifiés au-delà des murs des usines, des bureaux, des commerces et des banques, leur rejet des gens de l'engrenage tout aussi complices du système que patrons et technocrates; leur souci d'un autre aménagement du temps, de la vie et enfin - ce serait une erreur de l'omettre - leur fréquente et grande pauvreté matérielle.

Plus que reflets de statuts socio-économiques déterminants, les ... sont davantage l'affirmation d'identités, de sensibilités et d'aspirations, voire d'une nouvelle conscience prolétaire, différente de la conscience ouvrière traditionnelle et de son mouvement. Sujets plus qu'acteurs, ils sont tantôt scandaleux, animés par des besoins de ruptures, tantôt alternatifs et soucieux, au-delà du vagabondage, d'affirmer des différences, de produire des rêves.

Mais, précaires et exclus du marché du travail ne sont pas nécessairement des ... Il y a aussi de ... plus attachés à la figure prolétaire de la conscience ouvrière traditionnelle qu'à la conscience néo-prolétaire.

L'intérêt de notre recherche au coeur de la précarité et de l'exclusion n'est-il pas en grande partie d'avoir permis d'entendre témoignages, réflexions et analyses révélant cette autre conscience, ce

nouveau projet.

Le terrain couvert par notre intervention demeure restreint. Ainsi est-il plus adéquat de faire preuve de prudence sur ces révélations, bien que nous soyons assuré qu'elles pourraient être de nouveau identifiées dans d'autres lieux et circonstances, et qu'en ce sens elles témoignent d'une évidente signification sociologique. Certes, nous n'avons pas su cerner toutes les dimensions du nouveau sujet prolétaire, mais ce que notre intervention nous en révèle ne pousse-t-il pas à le scruter, l'énier davantage, non par simple curiosité mais pour percevoir, connaître ses possibilités d'action, de mouvance et de mouvement.

Impossible syndicat, impossible mouvement

L'impossible syndicat des sans-emploi, et plus encore leur impossible mouvement nous ont aussi invité à circonscrire des logiques de l'action collective. Nouveauté, hétérogénéité et tensions expliquent l'échec du syndicat. Aussi faut-il ajouter des coûts trop élevés, pour les militantes et les militants, des efforts pour unifier la pensée et les objectifs des membres du syndicat, voire aussi pour rassembler et organiser la masse des sans-emploi.

L'absence d'identification et de gratification explique l'échec du mouvement. Si précaires et exclus ne peuvent s'identifier comme tels, s'il semble impensable de concevoir pour et par eux des formes d'action qui sauraient répondre à la fois à des intérêts collectifs et individuels, vaut-il mieux ne jamais s'attendre de leur part à de véritables regroupements de masse? Cela signifie-t-il qu'ils seront banis

à tout jamais de la scène des grands combats sociaux? Si on persiste à voir en eux d'honteux marginalisés du marché du travail, de tristes précaires et de malheureux exclus, peut-être. Si l'on perçoit en eux : d'autres sensibilités, un autre langage, pourra-t-on alors découvrir de véritables acteurs, d'ailleurs déjà présents sur les fronts de luttes des nouveaux mouvements. Acteurs qui sauraient aussi, s'ils en avaient l'opportunité, influencer et transformer le syndicalisme dit "de combat". Car s'il est pressenti que le syndicalisme ne pourra survivre au déclin du mouvement ouvrier qu'en s'institutionnalisant et se corporatisant davantage, nous ne voulons surtout pas sous-estimer la possibilité qu'il puisse paradoxalement succomber au charme, à la douce subversion des nouvelles pratiques, apprendre de leurs refus, angoisses et désirs, et permettre ainsi, à l'horizon de la société post-industrielle, l'émergence d'un nouveau type de discours et de pratiques syndicales.

Pour un nouveau syndicalisme de combat, social et alternatif

Le syndicalisme de combat, version québécoise du syndicalisme démocratique de classe et de masse, ne pourra redevenir conquérant (que s'il parvient aussi à refléter les nouveaux sujets prolétaires, leur fournir des lieux pour dire, échanger, chercher ensemble, leur offrir de nouveaux types d'encadrement et d'expertises. Il ne pourra développer avec eux revendications et luttes que dans la mesure où plus que jamais les enjeux de celles-ci résideront tout autant dans la signification, la finalité du travail, que dans ses rapports d'exploitation et d'oppression. Hors de cette perspective, certes le syndicalisme saura-t-il continuer de croître: croissance d'institution plutôt que de mouvement;

de corporations plutôt que de classe. Certes pourra-t-il aussi continuer de se battre : éclats de conjonctures, isolés et bruyants plutôt que combats où se tracent, à travers des enchevêtrements multiples, de nouveaux possibles..

Ecouter d'autres paroles

Etre à l'écoute non pas des tonalités les plus fortes mais de celles qui souvent, plus aiguës, indifférentes au profane, révèlent pourtant la pertinence d'un discours. N'est-ce pas ce que nous avons cherché par ce travail? Et ne sommes-nous pas contraint de reconnaître qu'à travers témoignages, réflexions et analyses de précaires et d'exclus, nous pouvons percevoir problèmes et questions qui constituent et révèlent de grands enjeux pour le syndicalisme d'aujourd'hui et de demain: refus d'un travail abrutissant et sans légitimité sociale; questionnement de la division du travail (conception/exécution; travail salarié/travail ménager...); remise en cause de pratiques du mouvement syndical; formulation de proposition et de perspectives de croissance nouvelle et alternative (les trois jours/semaine de travail salarié pour tout le monde...). Il ne s'agit pas ici de chercher à donner une trop grande portée à notre intervention, mais de souligner simplement l'importance d'entendre d'autres paroles aussi composantes de la réalité prolétaire, souvent absentes de ses revendications et de ses luttes parce qu'ignorées de ses principaux protagonistes. Dans la mesure où dans la grande majorité des pays de l'Occident capitaliste les taux de syndicalisation sont en régression, n'est-il pas urgent de scruter difficultés et aspirations tant du côté des laissés pour compte que des

nouveaux élus de la crise et de la restructuration.

Favoriser cette écoute de sujets qui nous échappent, que nous n'arrivons pas à rejoindre, c'est aussi multiplier les moyens pour mettre cela en oeuvre: enquêtes, débats, colloques, congrès... Cela non seulement en tentant de circonscrire des collectivités sur la base de caractéristiques sociales et économiques (jeunes, retraités, immigrés, chômeurs, assistés sociaux...) mais tout autant sur la base de préoccupations, d'idées, de valeurs communes, transcendant en quelque sorte la diversité des différents statuts: division et temps de travail; formation; environnement et survie de la planète; démocratie, autogestion et croissance; bonheur individuel et collectif... Encore ici il faut rappeler que ce n'est pas tant la précarité ou l'exclusion qui caractérisent les nouveaux sujets prolétaires, mais bien la jonction de différents éléments de conscience, de champs d'analyses et d'utopies.

Ecouter d'autres paroles c'est aussi témoigner avec clairvoyance des limites de son propre langage, du conformisme de ses pratiques, de l'étroitesse de ses idéologies. C'est permettre l'ouverture, la recherche, l'expérimentation pour dévoiler ce qui est négligé, caché.

Multiplier les lieux et formes de regroupements

Le syndicat des sans-emploi aura malgré ses tensions, divisions, maladresses et faiblesses été un lieu d'expression et de questionnement pour précaires et exclus du marché du travail. Lieu privilégié d'expérimentation, il aura su assurer une certaine permanence, développer des revendications, assumer des luttes. Comme telle, son existence aura

permis de lever le voile sur ce mur qui sépare travailleuses et travailleurs syndiqués d'une part, et laissés pour compte du marché du travail d'autre part. L'incapacité du syndicat à surmonter ses propres difficultés, mais aussi de la Confédération à dégager les pratiques nécessaires à sa survie, révèle le chemin à parcourir pour faire des marginalisés du marché du travail des militantes et des militants à part entière des forteresses ouvrières².

L'échec du syndicat conduit à deux attitudes opposées. Soit le rejet de ce type d'expériences en y percevant une perte d'énergie, d'argent et de temps non seulement pour le mouvement syndical mais aussi pour les personnes concernées; soit au contraire, leur promotion, en les considérant essentielles au renouveau d'un syndicalisme démocratique, de classe et de masse. Dans cette dernière perspective, la multiplication de lieux inusités de paroles, de revendications et de luttes pourrait permettre au syndicalisme d'être aussi porteur des angoisses et désirs de nouveaux sujets prolétaires, et d'échapper ainsi au déclin de la conscience ouvrière et de son mouvement.

Faut-il voir dans tout cela la tentation d'une grande "bouffe" syndicale, de tout ce qui bouge autour des groupes et mouvements sociaux?

X Pas du tout. Il faut y reconnaître toutefois la nécessité pour les syndicats de donner une place, de multiplier lieux et formes d'appartenance pour permettre aux nouveaux sujets prolétaires de s'y retrouver et d'y produire projets et luttes à leur image³. Rien de gargantuesque, tout simplement la préoccupation d'assurer la vitalité d'un large mouvement de classe centré plus particulièrement autour des rapports sociaux de production, au moment où nous assistons à l'effritement d'importantes

composantes traditionnelles de la classe ouvrière (mines, métallurgie, textiles...), de sa conscience et paradoxalement à l'émergence de nouveaux sujets prolétaires et de nouveaux éléments de conscience. Tout comme le syndicalisme aura subi les mutations du passage de l'ouvrier de métier à l'ouvrier "à la chaîne", voilà que de nouveaux sujets prolétaires frappent à sa porte. Leur ouvrir c'est proposer des formes variées de regroupements, tant sur la base de différents statuts socio-économiques (ménagères, universitaires prolétarisés...) que sur les thèmes et les fronts de luttes qui les préoccupent et les animent. Qu'ils se retrouvent en groupes de base, collectifs, nouveaux types de syndicats, peu importe. L'important c'est qu'ils soient là, qu'ils puissent parler en leur propre nom, librement et en toute quiétude et qu'ils tentent aussi à leur manière de tracer les fondements d'un syndicalisme renouvelé.

Diversifier les expertises

L'émergence de nouveaux sujets prolétaires aura aussi produit l'exigence de nouvelles expertises de la part des organisations qui entendent les représenter et les défendre. Cela est présent au cours de l'intervention lorsque Guy évoque les difficultés d'encadrement de la C.S.N. face aux multiples tergiversations du syndicat; aussi lorsque Suzanne, tout en émettant une critique de pratiques syndicales, imagine les services qu'on aurait dû offrir aux sans-emploi:

...Je trouve que ce n'est peut-être pas assez ouvert d'esprit pour accueillir des gens de l'extérieur comme ça, qui n'ont jamais été en contact avec le syndicat. Ils semblent aptes à le faire seulement pour ceux qui ont déjà été syndiqués avec la C.S.N., puis qui y ont cru.

Mais pour les gens de l'extérieur, ils doivent s'ouvrir sur autre chose. Ils doivent être conscients qu'ils ont besoin d'autres personnes ressources qui doivent les conseiller à aider les sans-emploi. Ils auraient besoin de psychologues, de gens qui savent que le chômeur se culpabilise par rapport à son état... Il faut peut-être aussi informer de ce qui se passe dans les milieux de travail... Je pense qu'il faut ouvrir à tous les plans au niveau du syndicat.

Qu'on se rassure ici. Loin de nous l'idée qu'il faille professionnaliser à outrance l'expertise syndicale. Peut-on toutefois tout simplement diversifier davantage la fonction conseil? La rendre plus perméable à d'autres champs d'investigations, d'autres approches? Par exemple, au moment où l'entreprise, l'Etat, l'école et le philosophe sur le banc des accusés de l'inutilité sociale et du parasitisme, n'est-il pas grand temps de le revoir, de tenter de retrouver avec lui le sens du travail? Ne serait-il pas aussi pertinent d'analyser avec le psycho-sociologue les relations de domination au sein même de nos assemblées générales? De penser avec l'écologiste, les conséquences de telle production sur notre mieux-être?

Pour celles et ceux qui pourraient être tentés de voir dans tout cela les dangers d'une soumission aux experts "patentés", est-il nécessaire de rappeler qu'existent déjà bon nombre de spécialistes conseils au sein des syndicats (juristes, professionnels des relations industrielles...), que de se passer de leurs services serait probablement le plus souvent s'affaiblir et par conséquent ne laisser "qu'aux autres" la possibilité d'y recourir. La plus grande soumission ne serait-elle pas de demeurer indifférents aux multiples champs de connaissances, de considérer l'ignorance comme la garantie de l'authenticité de la condition

prolétaire, et de laisser choir ainsi outils et méthodes essentiels pour combattre l'emprise des technocrates des firmes, sociétés, agences et institutions tant nationales qu'internationales, privées que publiques, non seulement sur nos conditions objectives de travail, mais aussi subjectives, sur nos besoins, nos désirs, nos valeurs, bref sur toutes les dimensions de notre existence.

Où on cesse de se méprendre: l'intellectuel et le chercheur ne sont pas uniquement des conseillers du Prince et des puissants. Et d'ailleurs ne sont-ils pas eux et elles aussi, de plus en plus prolétariés, marginalisés par une société qui a vite fait de les considérer de trop sur le marché du travail.

Un syndicalisme ouvert sur l'avenir

Etre à l'écoute de sujets, d'acteurs différents, de voix inusitées et étrangères. Multiplier lieux et formes de regroupement. Diversifier les expertises... Tout cela bien sûr pour offrir autre chose: de nouveaux appuis et services aux personnes et collectivités qui sauront se greffer à des démarches d'ouverture, de réflexions et d'expérimentations. Cela parce que nous croyons, en ces temps de mutations profondes où, interpellés de toute part, partagés, déchirés par la mise en branle de nos points d'ancrage, qu'il nous faut nous impliquer pour un syndicalisme combatif, alternatif et social; ouvert sur le monde, sur l'humanité dans le sens le plus large, le plus engageant, pour un syndicalisme ouvert sur l'avenir, soucieux d'y être aussi présent, non comme une force en déclin ni comme une force de pouvoir, mais comme un mouvement capable de porter de larges combats sociaux et de participer ainsi à l'édification de

solidarités nouvelles, aussi nécessaires au développement de la démocratie et des libertés.

NOTES DE LA CONCLUSION

1. L'expression "syndicalisme de combat" renvoie, entre autres, aux travaux de Jean-Marc Piotte au début des années 70, qui aura su circonscrire et inviter à des champs de luttes appropriés à ces conjonctures (Piotte, 1977). Nous pouvons retrouver cette sensibilité à ce syndicalisme dans le *Syndicalisme d'aujourd'hui* à travers les réflexions et témoignages de militantes et militants, recueillis et analysés par une équipe du Centre de formation populaire, en juin 81.
2. L'expression est tirée du titre du livre *Le mouvement de la précarité* de Thierry Baudouin et Michèle Collin (1983). Comme "tout proche" à plusieurs égards, ce livre pertinent théoriquement et politiquement, fait aussi l'analyse d'expériences de mobilisation de précaires (Travailleurs sous-traitance et intérimaires...) dans différentes régions de la France au tournant des années 80.
3. "...the need for a pre-existing communications network or infrastructure within the social base of a movement is a primary prerequisite for "spontaneous" activity. Masses alone do not form movements, however discontented they may be" (Freeman, 1975:48).

OUVRAGES CITES

BARRE, Jean-Michel (1977), *Les chômeurs du Québec*, Montréal, Parti pris.

BAUDOUIN, Thierry, COLLIN, Michèle (1983), *Le contournement des fortresses ouvrières*, Paris, Librairie des Méridiens.

BELLEMARE, Diane, SAINT-PIERRE, Céline (1984), *Les stratégies de reprise*, Actes du Colloque de l'Association d'économie politique, Montréal, Editions Saint-Martin.

BELLEMARE, Diane, POULIN-SIMON, Lisé (1983), *Le plein emploi pourquoi?* Montréal, Presses de l'Université du Québec/UQAM (LABREV)/Institut de recherche appliquée sur le travail.

BERARDI, Franco (1978), *Le ciel est enfin tombé sur la terre*, Paris, Seuil.

BERNIER, Colette (1984), "Crise et précarisation de l'emploi: l'exemple du travail à temps partiel au Québec", pp. 83-100, textes réunis et présentés par Diane Bellemare et Céline Saint-Pierre, *Les stratégies de reprises*, Editions Saint-Martin.

BOLOGNA, Sergio (1980), "The Tribe of Moles", *Semiotext(e)*, vol. III, no 3, New York, pp. 36-61.

BOUDON, Raymond (1978), "Préface", pp. 7-24, in Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, Presses Universitaires de France.

BOURDIEU, Pierre (1980), *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit.

BOYER, Robert (1982), "Origine, originalité et enjeux de la crise actuelle en France: une comparaison avec les années trente", *La crise économique et sa gestion*, textes réunis et présentés par Gilles Dostaler, Montréal, Boréal Express.

BOYER, Robert (1981), "Les transformations du rapport salarial dans la crise: une interprétation de ses aspects sociaux et économiques", *Critiques de l'économie politique*, no 15/16, Paris, François Maspéro, pp. 185-225.

CAIRE, Guy (1982), "La précarisation des emplois", *Sociologie du travail*, no 2/82, Paris, Dunod, pp. 135-158.

CARTON, Albert (1983), "Restructurations du capital et redistributions du travail", *Contradictions*, no 35, Bruxelles, pp. 65-112.

CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUEBEC (1985), *Apprivoiser le changement*, Actes du colloque C.E.Q. sur les nouvelles technologies, la division du travail, la formation et l'emploi, Editions C.E.Q.

CENTRE DE FORMATION POPULAIRE (1981), *Le syndicalisme aujourd'hui*, Montréal, Centre de formation populaire (texte rénéotypé).

CLERC, Denis, LIPIETZ, Alain, SARTRE-BUISSON (1983), *La crise*, Paris, Syros.

COMITE DE LA CONDITION FEMININE C.S.N., (1982), *Les puces qui piquent nos joies*, Montréal.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (C.G.T.) (1983), "Après le 1er Congrès du Comité national C.G.T. de défense des chômeurs", *Emploi Formation*, Bulletin d'information du bureau confédéral, no 561, mars.

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (1978), *Pour les droits et libertés des travailleurs et de leurs organisations être présents dans la lutte contre l'oppression nationale*, Rapport du comité d'orientation, 49e Congrès de la C.S.N.

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (C.S.N.) (1980), "Une force collective organisée avec le peuple", Rapport de l'Exécutif, *Procès-verbal du 60e Congrès de la C.S.N.*, pp. 5-79.

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (1983), *Du travail pour tout le monde*, Manifeste des travailleuses et travailleurs, victimes de licenciements collectifs, pour le droit au travail.

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (C.S.N.) (1984), *A nous le progrès!* Orientations et revendications de la C.S.N. face aux changements technologiques.

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (1985), "Avec le Monde", *Le Cahier du Congrès*, 7e Congrès Spécial de la C.S.N.

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (C.S.N.) (1985), *Pour travailler plus "nombr' heureux"*, la rédaction du temps de travail, Montréal.

CORIAT, B., GALLE, R., GAUDEMAR, J.P. et al. (1980), *Usines et ouvriers*, Paris, François Maspéro.

CORIAT, Benjamin (1980), "L'opéraisme italien", *Dialectiques*, no 30, Paris, pp. 95-100.

DOSTALER, Gilles (1982), "La crise et sa gestion au Québec, *La prise économique et sa gestion*, textes réunis et présentés par Gilles Dostaler, Montréal, Boréal Express, pp. 59-73.

- DUBET, François (1984), *Analyse des conduites marginales des jeunes*, Paris, Centre d'Analyse et d'Intervention sociologique, version préliminaire de septembre (texte ronéotypé).
- DUBET, François (1982), "Les critères de validation dans l'intervention sociologique", pp. 53-69 in *La méthode de l'intervention sociologique*, Paris, Atelier d'Intervention sociologique.
- DUBET, François, WIEVORKA, Michel (1981), "L'intervention sociologique", *Revue internationale d'action communautaire*, no 5/45, Editions Saint-Martin, pp. 115-122.
- FAVREAU, Louis, L'HEUREUX, Pierre (1984), *Le projet de société de la C.S.N.*, Montréal, Centre de formation populaire/Vie ouvrière.
- FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC (F.T.Q.) (1984), *Pour un progrès sans victime*, Colloque sur les changements technologiques, rapport de consultation, Montréal (texte ronéotypé).
- FIREMAN, Bruce, GAMSON, William A. (1979), "Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective", pp. 8-44, in Mayer N. Zald and John D. McCarthy (eds), *The Dynamics of Social Movements: Resource Mobilization Social Control, and Tactics*, Cambridge, Mass, Winthrop Publishers.
- FORTIN, Andrée (1982), "Au sujet de la méthode", pp. 79-122, in J.P. Dupuis, A. Fortin, G. Gagnon, R. Laplante, M. Rioux, *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Collections documents populaires no 2.
- FREEMAN, Jo (1975), *The Politics of Women's Liberation*, New York: Longman.
- FREYSSINET, Jacques (1984), *Le chômage*, Paris, Editions La Découverte, Coll. Repères.
- FRIEDMANN, Georges (1964), *Le travail en miettes*, Paris, Gallimard, Coll. Idées.
- GALLAND, Olivier, LOUIS, Marie-Victor (1981), "Chômage et action collective", *Sociologie du travail*, no 2/81, Paris, Seuil, pp. 173-191.
- GERME, Jean-François (1981), "Instabilité, précarité et transformations de l'emploi", *Critiques de l'économie politique*, no 15/16, Paris, François Maspéro, pp. 93-91.
- GIDDENS, Anthony (1982), *Sociology*, New York, Harcourt Brace Jovanovich.
- GORZ, André (1958), *Le traître*, Paris, Seuil (réédité en 1978, Seuil, Coll. Points).
- GORZ, André (1964), *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, Paris, Seuil.

- GORZ, André (1978), *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, Coll. Points.
- GORZ, André (1981), *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, Coll. Points.
- GORZ, André (1983), *Les chemins du Paradis*, Paris, Galilée.
- GRELL, Paul (1985), *Etude du chômage et de ses conséquences: les catégories sociales touchées par le non-travail*, Montréal, Ecole de service social (texte ronéotypé).
- HEGEDUS, Zsuzsa (1982), "Acteurs et chercheurs des mouvements sociaux", pp. 39-52, in *La méthode de l'intervention sociologique*, Paris, Atelier d'Intervention Sociologique.
- LESAGE, Marc (1983), "De nouveaux possibles", *Interventions économiques*, nos 12-13, Montréal, Editions Saint-Martin, pp. 249-257.
- LE SYNDICAT DES SANS-EMPLOI DE MONTREAL (C.S.N.) (1983), *Procès-verbal du Congrès d'orientation* (texte ronéotypé).
- LE SYNDICAT DES SANS-EMPLOI DE MONTREAL (1984), *Rapport de l'Exécutif*, 2e Congrès du Syndicat des Sans-emploi de Montréal (texte ronéotypé).
- LINHART, Danièle (1984), "Crise et travail", *Les temps modernes*, vol. 40, no 450, Paris, janvier, pp. 1284-1315.
- LOJKINE, Jean (1984), "Décomposition et recomposition de la classe ouvrière", pp. 143-157, in Mark Kesselman et Guy Groux, 1968-1982: *Le mouvement ouvrier français*, Paris, Les éditions ouvrières.
- MACCIOCCHI, Maria-Antonietta (1978), *Après Marx avril*, Paris, Seuil.
- MAHEU, Louis (1982), "Des mouvements sociaux à la recherche d'une méthodologie", pp. 71-96 in *La méthode de l'Intervention sociologique*, Paris, Atelier d'Intervention sociologie.
- MAIRE, Edmond (1979), "Réunifier la classe ouvrière", pp. 65-73 in "Faire", *Crise et avenir de la classe ouvrière*, Paris, Seuil, Coll. Points.
- MARCUSE, Herbert (1969), *Vers la libération*, Paris, Denoël/Gonthier, Coll. Médiations.
- MELUCCI, Alberto (1983), "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", *Revue internationale d'action communautaire*, no 10/50, Editions Saint-Martin, pp. 13-30.
- NEGRI, Antonio (1978), *La classe ouvrière contre l'état*, Paris, Galilée.
- OBERSCHALL, Anthony (1973), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall.

OLSON, Mancur (1978), *Logique de l'action collective*, Paris, Presses Universitaires de France.

PIOTTE, J.M. (1977), *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Editions Albert Saint-Martin.

PIPERNO, Franco (1982), "L'Italie entre deux feux: sortie côté cour ou côté jardin", entretien avec P. Boucher et P. Desbiens, *Les Cahiers du socialisme*, no 10/11, Montréal, pp. 134-162.

REVELLI, Marco (1981), "La bureaucratie syndicale et les militants de base en Italie", pp. 102-132 in K. Armingeon, G. Couffignal et al., *Les syndicats européens et la crise*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

ROSANVALLON, Pierre (1979), "Crise et décomposition de la classe ouvrière", pp. 21-38, in "Faire", *Crise et avenir de la classe ouvrière*, Paris, Seuil, Coll. Points.

SAINT-PIERRE, Céline (1984), "Les robots ne sont pas tous d'acier", *Sociologie et Sociétés*, vol. XVI, no 1, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, pp. 71-80.

SARTORIUS, Nicolas (1979), "L'éloge du mouvement", *Dialectiques*, no 28, Paris, automne, pp. 6-19.

SARTRE, Jean-Paul (1968), *La nausée*, Paris, Gallimard, Coll. Livre de Poche (Première édition, Gallimard, 1938).

SEVIGNY, Robert (1977), "Intervention psychosociologique", *Sociologie et sociétés*, vol. 9, no 2, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 7-33.

TOURAINE, Alain (1973), *Production de la société*, Paris, Seuil.

TOURAINE, Alain (1974), *Pour la sociologie*, Paris, Seuil.

TOURAINE, Alain, DUBET, François, HEGEDUS, Zsuzsa, WIEVIORKA, Michel (1978), *Lutte étudiante*, Paris, Seuil.

TOURAINE, Alain (1978), *La voix et le regard*, Paris, Seuil.

TOURAINE, Alain (1982), "Introduction à la méthode de l'intervention sociologique", pp. 11-28, in *La méthode de l'intervention sociologique*, Paris, Atelier d'Intervention Sociologique.

TOURAINE, Alain, WIEVIORKA, Michel, DUBET, François (1984), *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard.

TOURAINE, Alain, HEGEDUS, Zsuzsa, DUBET, François, WIEVIORKA, Michel (1983), *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil.

TOURAINÉ, Alain (1984), *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard.

TOZZI, Michel (1982), *Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux*, Paris, Les éditions ouvrières.

TRENTIN, Bruno (1979), "Les nouvelles figures du travailleur", *Dialectiques*, no 28, Paris, pp. 21-35.

TRENTIN, Bruno (1984), *D'exploités à producteurs*, Paris, Les éditions ouvrières.

VANDELAC, Louise, GAUTHIER, Anne (1985), "Problématique, ce travail domestique...", pp. 23-68 in L. Vandelac, D. Bélisle, A. Gauthier, Y. Pinard, *Du travail et de l'amour*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

WIEVIORKA, Michel (1982), "Le processus de recherche dans l'intervention sociologique", pp. 29-37 in *La méthode de l'intervention sociologique*, Paris, Atelier d'intervention Sociologique.

WOOD, James L., JACKSON, Maurice (1982), *Social Movements*, Belmont, California, Wadsworth.

ANNEXE

Le 26 novembre 1979, le Conseil Central de Montréal forme un comité de travail pour "élaborer et soumettre une proposition relative à la création d'une organisation de chômeuses et chômeurs". Après plusieurs mois de réflexion, le comité, face aux "conditions spécifiques d'insécurité, d'isolement, de dépendance et d'exploitation" vécues par les exclus du marché du travail, estime nécessaire la mise sur pied d'un syndicat de sans-emploi lié structurellement au mouvement syndical.

En mai 1980, le Congrès de la Confédération des syndicats nationaux propose d'élargir les règles et modalités d'appartenance à la Centrale, en invitant à la formation, sur une base régionale, de syndicats de sans-emploi pouvant "être composé de chômeurs, retraités, etc., selon les nécessités constatées par chacun des conseils centraux".

Le syndicat, fondé en octobre 1981, sous l'appellation de Syndicat des chômeuses et chômeurs, perçoit rapidement la nécessité d'ouvrir ses "portes" à l'ensemble des précaires et exclus du marché du travail et définit le sans-emploi comme étant en quelque sorte toute personne désirant travailler et se retrouvant sans emploi régulier et permanent.

Les 24 et 25 janvier 1983, le syndicat tient son premier congrès d'orientation. Il regroupe à ce moment 125 membres. Ce congrès fut tenu à la fois pour "créer un terrain d'entente dans le syndicat" mais aussi pour préciser les revendications nécessaires à des actions communes.

En février 1984, le Syndicat tient un deuxième congrès d'orientation. Son membership est alors tombé à une quarantaine de membres et faute de quorum, le congrès ne peut se tenir sous une forme vraiment officielle.

À l'automne 1984, moins d'une dizaine de militantes et de militants se sentent encore concernés par les allées et venues du Syndicat des sans-emploi et décident, lors d'une dernière assemblée générale, de mettre fin à cette volonté d'organisation et de luttes.

Sources: Procès-verbal du Congrès d'orientation du Syndicat des sans-emploi de Montréal (1983) et Rapport de l'Exécutif du 2e Congrès du Syndicat des Sans-emploi de Montréal (1984).